

6^e
ÉDITION

FORUM
MONDIAL
— NORMANDIE —
POUR LA PAIX



L'ESSENTIEL

28 & 29 SEPTEMBRE 2023



RÉSISTANCES!
LA PAIX DES PEUPLES



RÉGION
NORMANDIE



Éditeur : Région Normandie

Rédaction, conception graphique et mise en page éditoriale :
H2COM (David Garchey, Baptiste Manzinali & Florian Mattern)

Photographie : Eric Biernacki (Région Normandie), Pierre Galliot (Région Normandie), Faissal Zaoui (Région Normandie), Nicolas Broquedis

Imprimeur : Handi-Print

Tirage : 400 exemplaires (100 pour la version anglaise)

Date de publication : janvier 2024



Avis aux lecteurs et lectrices

Le présent ouvrage compile les synthèses des séquences de la sixième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Les propos tenus dans le cadre de cet événement n'engagent en rien la Région Normandie et ne reflètent pas son positionnement. Les synthèses ne sont pas des articles scientifiques. Elles présentent les différents points de vue et les éléments essentiels relevés pour chaque séquence.

« **Résistances ! La paix des peuples** ». C'est dans une actualité internationale particulièrement complexe que s'est inscrite cette thématique de la 6^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix.

La résistance des populations répond souvent à une situation d'injustice ou d'oppression vécue par la société. Avec le recul des démocraties dans le monde, on observe une mobilisation accrue des peuples. Leur rôle devient majeur, tant dans la prévention des violences que dans la reconstruction de la paix. Les peuples se révoltent pour faire valoir leurs droits ou pour mettre fin à une domination, que celle-ci soit exercée par le régime en place ou par une puissance étrangère. On peut citer plusieurs exemples d'actualité : la guerre en Ukraine, les révoltes en Iran, en Chine ou encore au Kurdistan. Cette résistance s'organise également autour de sujets de société fondamentaux comme les droits des femmes ou encore la crise climatique.

La sixième édition de cet événement annuel a une nouvelle fois été le lieu de réflexions et d'échanges pour penser le monde de demain grâce aux nombreux intervenants personnalités politiques, représentants d'institutions internationales, experts en géopolitique et membres de la société civile, mais aussi grâce au public qui y a pris part.

Cette année le Forum a proposé des conférences, des débats, des ateliers dédiés aux jeunes, des animations, des projections et des expositions.

Nous souhaitons que cet ouvrage puisse rendre accessible à toutes et tous les discussions de cette 6^e édition.

Synthèses des conférences et débats, interviews et résumés des moments clés du Forum sont ici compilés pour vous transporter au cœur de cet événement porté par la Région Normandie.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix en quelques chiffres :



Le Forum a réuni des milliers de participants dont près de 2500 jeunes, venus pour assister aux conférences, débats, dont 10 dédiés à la jeunesse, expositions et autres temps forts qui ont marqué cette édition.



Ce sont également 131 panélistes originaires de 31 pays, dont 2 Prix Nobel de la Paix, qui ont participé en présentiel ou par visioconférence, au Forum mondial Normandie pour la Paix.



Enfin, le Forum est soutenu par 23 partenaires sur la programmation, ainsi que par des entrepreneurs engagés qui partagent les objectifs du Forum.

Bonne lecture et à l'année prochaine !

La Région Normandie

Retrouvez les captations des sessions du Forum et l'actualité de Normandie pour la Paix tout au long de l'année sur le site normandiepourlapaix.fr

NORMANDIE POUR LA PAIX

en
un clin
d'œil



L'initiative Normandie pour la Paix est née de la volonté de la Région de poursuivre le considérable travail de mémoire accompli depuis 1945 en Normandie afin de devenir un laboratoire pour une paix durable.

Normandie pour la Paix se décline en 4 axes principaux qui recouvrent plusieurs thématiques chacun et sont présents tout le long de l'année dans les actions de Normandie pour la Paix et les projets construits avec ses partenaires.

UN ENSEMBLE D'INITIATIVES TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

PROJETS PÉDAGOGIQUES, COLLOQUES, SÉMINAIRES, ÉCHANGES UNIVERSITAIRES, CRÉATIONS ARTISTIQUES... : NORMANDIE POUR LA PAIX DONNE LIEU TOUT AU LONG DE L'ANNÉE À DE NOMBREUSES ACTIONS ORGANISÉES PAR LA RÉGION NORMANDIE ET SES PARTENAIRES.

> 4 GRANDS AXES THÉMATIQUES <



NORMANDIE POUR LA PAIX
CAMPUS



NORMANDIE POUR LA PAIX
RESSOURCES



NORMANDIE POUR LA PAIX
DIALOGUES



NORMANDIE POUR LA PAIX
CULTURE ET SCIENCES

> DES THÈMES PORTÉS PAR <



LE FORUM



LES ÉVÉNEMENTS



LE RÉSEAU

retour
sur

la genèse de Normandie pour la Paix

Lors du Forum mondial et tout au long de l'année, des initiatives, des projets labellisés et des rendez-vous mettent en lumière les valeurs de paix et de liberté chères à la Normandie.

Les journées « Normandie pour la Paix »
23 & 24 mars 2017

**Lancement de l'appel à initiatives
Normandie pour la Paix**

**Lancement de la Chaire d'excellence
Normandie pour la Paix**

**Première publication de l'indice Normandie
du Parlement européen**

**2^e édition du Forum mondial Normandie pour
la Paix** les 4 & 5 juin 2019

**75^e anniversaire du débarquement
de Normandie**

**Fin du programme européen Walk The Global
Walk, lancement de l'initiative régionale
EcHo**

**4^e édition du Forum mondial Normandie pour
la Paix** les 30 sept & 1^{er} oct 2021

**6^e édition du Forum mondial Normandie pour
la Paix** Les 28 et 29 septembre 2023

Sur le thème « Résistances ! La paix des peuples », la 6^e édition du Forum a réuni 10 039 participants dont 7 440 jeunes pour 3 conférences plénières, 15 débats, 7 ateliers jeunesse et 3 projections pour les jeunes.

**2^e séminaire sur la Russie suivi d'une sé-
quence de restitution avec le Collège des
Bernardins.**

En 2023, le Collège des Bernardins a poursuivi le travail engagé en 2022 avec un nouveau huis clos qui s'est tenu le mercredi 27 septembre. Les conclusions ont été présentées le lendemain lors du débat « Qui pour résister à Vladimir Poutine ? ».

**Temps fort « Entre guerre et paix » organisé en
partenariat avec le think tank The Strategic
Foresight Group.**

En présence de deux Prix Nobel de la Paix ont été abordés les risques existentiels auxquels l'humanité est confrontée et les solutions possibles pour construire une paix durable. Cette séquence a eu pour temps fort la sortie du livre « Entre guerre et paix - Histoire et politique des conflits dans le monde » de Sun-deep Waslekar, fondateur du Strategic Foresight Group.

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

Lancement du Prix Liberté

**1^{er} Forum mondial Normandie
pour la Paix**
les 7 & 8 juin 2018

**Développement des événements
à l'année**

**Lancement de l'initiative des
Parlementaires pour la Paix**

**3^e édition du Forum mondial
Normandie pour la Paix**
les 1^{er} & 2 octobre 2020

Normandie P4

Lors du Forum, la Région Normandie, en coopération avec le think tank indien Strategic Foresight Group et le Geneva Center for Security Policy, a organisé une table ronde internationale sur les enjeux mondiaux de sécurité. Afin de faire avancer les idées du Manifeste Normandie pour la Paix parmi les faiseurs d'opinion de quatre des États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'initiative « Normandie P4 » a été lancée pour réunir des experts français, britanniques, américains et chinois afin de relever les défis à long terme de la sécurité mondiale, du désarmement nucléaire et de la réduction des risques liés aux armes de destruction massive pour la civilisation humaine.

**Le séminaire sur la Russie avec le
Collège des Bernardins**

La Région Normandie a accueilli un séminaire organisé par le Collège des Bernardins qui a rassemblé des experts russes et européens. Il a porté sur l'avenir de la démocratie en Russie dans le contexte d'une mainmise toujours plus forte du régime de Vladimir Poutine sur la société russe, depuis les médias jusqu'aux universités. Le séminaire s'est tenu en trois tables-rondes qui ont interrogé la conscience russe vis-à-vis de son passé, les conditions pour une justice mémorielle et l'avenir de l'Etat de droit en Russie.

**5^e édition du Forum mondial
Normandie pour la Paix**
les 23 & 24 septembre 2022

Sur le thème « A bas les murs ! Ces enfermements qui font les guerres », la 5^e édition du Forum a réuni les 23 et 24 septembre 9000 participants dont 4500 jeunes pour 2 conférences plénières, 17 débats et ateliers grand public, 4 ateliers jeunesse et 2 projections pour les jeunes, 2 huis-clos, et une programmation en continu sur le Village pour la Paix.

P.8 CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

MESSAGE D'OUVERTURE Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« *Il y a des décennies où des siècles se produisent* ». Page 10

1. RADIOGRAPHIE DES RÉSISTANCES Page 16

FOCUS : LE VIOL COMME TACTIQUE DE GUERRE

Intervention de Pramila Patten. Page 20

2. PAS DE PAIX SANS LES PEUPLES Page 22

LA PAIX EST UNE DISCIPLINE

Intervention de Jean-Pierre Raffarin. Page 26

3. ENTRE GUERRE ET PAIX Page 30

ZOOM SUR VADYM OMELCHENKO Ambassadeur d'Ukraine en France. Page 33

MANIFESTE POUR LA PAIX Page 34

NORMANDIE POUR LA PAIX VUE PAR... Page 35

P.36

LES DÉBATS : ALLER PLUS LOIN

QUI POUR RÉSISTER À VLADIMIR POUTINE ?

DONNER À LA SOCIÉTÉ CIVILE RUSSE LE COURAGE DE SE SOULEVER.Page 38

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES SONT-ELLES EFFICACES ?

SANCTIONNER SANS SE FAIRE SANCTIONNER.Page 41

RÉSISTER AUX INGÉRENCES

DÉSINFORMATION, PUISSANCE ET JEUX D'INFLUENCE. Page 44

INDE : NOUVELLE SUPERPUISSANCE MONDIALE ?

L'INDE, PUISSANCE NON-ALIGNÉE Page 47

L'ÉTAT DU MONDE EN 2023

LA DÉMOCRATIE EN REcul DANS LE MONDE. Page 50

XI JINPING, QUELLE VOLONTÉ DE PUISSANCE ?

CHINE ET TAÏWAN, PATIENCE ET MILITARISATIONPage 53

DISSUASION NUCLÉAIRE : OBSTACLE OU LEVIER POUR UNE PAIX DURABLE ?

LA SÉCURITÉ PAR LA MENACE D'ANÉANTISSEMENTPage 56

RÉSEAUX SOCIAUX, ARMES DE MOBILISATION MASSIVE ?

UN OUTIL POTENTIELLEMENT DANGEREUX MAIS ESSENTIELPage 59

75 ANS DES CASQUES BLEUS :

CONSTRUIRE DES OPÉRATIONS DE PAIX INNOVANTES ET EFFICACES

POUR L'AVENIR.Page 62

RÉSISTANCES AFRICAINES

LUTTER CONTRE LES IMPÉRIALISMES ET LES DICTATURES.Page 65

RÉSISTER ! CONTRE QUI ET POUR QUOI ?

RÉSISTANCES UNIVERSELLESPage 68

ART ET CULTURE

DE LA RÉSISTANCE EN UKRAINE Page 71

ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN

LES ENJEUX CULTURELS D'UN CONFLIT QUI DUREPage 74

L'IRAK AU-DELÀ DES GUERRES

UN PAYS ET UNE IDENTITÉ À RECONSTRUIRE Page 77

AGIR DEPUIS L'EXIL

LA DIVERSITÉ DES DIASPORAS. Page 80

P.83

SÉQUENCES JEUNESSE

I SHALL NOT HATE

PROJECTION.Page 85

DÉRACINÉES

PROJECTION.Page 87

BLUE ISLAND : ÊTRE HONGKONGAIS, ÊTRE LIBRE ET CHINOIS ?

PROJECTION.Page 89

L'INDICE NORMANDIE :

COMPRENDRE LES MENACES POUR PRÉSERVER LA PAIXPage 91

L'ENGAGEMENT DES FEMMES

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE ET DURABLE.Page 93

MUSIQUE ET RÉSISTANCES

QUAND LA MUSIQUE DEVIENT SALVATRICE.Page 95

IRAN : LA PEINE DE MORT COMME OUTIL DE RÉPRESSION POLITIQUE

EXÉCUTER POUR TERRORISER Page 97

AU CŒUR DU CONFLIT, CES ENGAGÉS POUR LA PAIX EN AFRIQUE

S'ENGAGER POUR LES DROITS DE L'HOMME, SANS DISTINCTION.Page 99

DROITS AUTOCHTONES, TÉMOIGNAGES DE LA RÉSISTANCE DES PEUPLES

PEUPLES AUTOCHTONES, RÉSISTER POUR EXISTER Page 102

POUR LA PLANÈTE ET LES PEUPLES, UNE JEUNESSE ENGAGÉE

S'ENGAGER POUR LES DROITS DE L'HOMME, SANS DISTINCTION. Page 105

UN VILLAGE POUR LA PAIXPage 107



LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

MESSAGE D'OUVERTURE

Hervé Morin, président de la Région Normandie :
« Il y a des décennies
où des siècles se produisent »

Page 10

1. RADIOGRAPHIE DES RÉSISTANCES

Page 16

2. PAS DE PAIX SANS LES PEUPLES

Page 22

3. ENTRE GUERRE ET PAIX

Page 30

Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« Il y a des décennies où des siècles se produisent »



Mesdames et messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames les Prix Nobel,
Mesdames et messieurs,

Je suis comme chaque année très heureux et très ému d'ouvrir le Forum mondial Normandie pour la Paix.

Édition après édition, cette grande manifestation qui se tient chaque année depuis 2017 confirme qu'elle est devenue un événement reconnu sur les questions de paix et de sécurité. Je suis très fier quand des intervenants à notre événement nous disent qu'il est plus vivant, plus dense, plus tonique, plus vivifiant, plus libre en quelque sorte que le Forum de Paris sur la Paix créé quelques mois après le nôtre...

Un immense merci bien sûr aux organisateurs et en particulier à François-Xavier Priollaud, vice-président de la Région et maire de Louviers, qui se dépense sans compter pour le rayonnement de ce grand événement dont l'imagination et la capa-

cité à le porter sont exceptionnelles car comme vous le savez, Normandie pour la Paix ce n'est pas uniquement ces deux jours, c'est aussi l'organisation d'événements et de séminaires tout au long de l'année, une chaire universitaire dédiée, un centre de ressources pédagogiques numériques, ou encore l'indice Normandie pour la Paix dont l'édition 2023 sera présentée sur le Forum. Merci aussi à sa compère Frédérique Bedos qui en assure l'animation avec intelligence et charme à ses côtés. Merci aussi aux membres de notre conseil scientifique Nicole Gnesotto et Bertrand Badie. Merci pour leur dévouement, pour leur disponibilité et pour leur engagement, eux qui sont à nos côtés depuis la genèse de cette grande ambition que représente Normandie pour la Paix. Je remercie également les 65 agents de la Région qui se sont portés volontaires pour assurer la bonne tenue de ces deux jours, ainsi que nos dizaines de partenaires français, européens et internationaux avec qui ont été construits les débats de ce Forum et qui animeront le Village pour la Paix que je vous invite tous à visiter tout au long de ce Forum. Merci enfin à la Direction Europe et International et à toute l'équipe de Julie

Miclot qui réussissent chaque année des prouesses d'organisation. Ils peuvent être fiers.

Et enfin quel bonheur d'avoir créé un Forum ouvert contrairement à Munich, Singapour et bien d'autres, où les débats sont loin des rencontres diplomatiques ampoulées, à la langue de bois certifiée.

Notre Forum, il se vit à l'image de ce que nous voulons pour le monde: ouvert, interactif, participatif, avec une présence massive, passionnée et engagée de la jeunesse. C'est pour moi et pour le père que je suis un grand motif de réconfort que de constater l'engagement des générations nouvelles pour la cause des droits de l'Homme, des libertés et de la paix quand on la dit souvent blasée, égocentrée, consummatrice plus que citoyenne, connectée aux réseaux sociaux plutôt qu'à l'autre. Ici, c'est une jeunesse volontaire, responsable, idéaliste, qui rêve d'un monde meilleur.

Depuis sa création, nous avons toujours tenu à ce que cet événement puisse offrir à notre jeunesse des clés pour comprendre les grands enjeux du monde et auxquels elle devra faire face. Je tiens donc à remercier les 3 000 jeunes attendus, dont près de 800 sont dans la salle au moment où je vous parle. Merci enfin aux nombreux médias qui ont accepté de couvrir cet événement et d'en assurer très largement le rayonnement. Et enfin merci bien sûr aux près de 130 intervenants issus de 25 pays différents et en particulier aux figures de la résistance des peuples qui viendront témoigner tout au long du Forum et nous livrerons leurs analyses.

C'est à Lénine qu'on attribue, probablement de façon apocryphe, la phrase « il y a des décennies où rien ne se produit et il y a des semaines où des décennies se produisent ». Avec la multiplication des crises que notre monde connaît depuis trois ans, on pourrait même ajouter qu'il y a des décennies où des siècles se produisent. Depuis début 2020, cette décennie a déjà été

marquée par la pire crise sanitaire mondiale en près d'un siècle avec la Covid-19 et par la multiplication des catastrophes naturelles meurtrières et l'agression russe en Ukraine. À peine entamée, cette décennie restera sans aucun doute dans les livres d'Histoire tant il aura fallu faire face à des défis toujours plus nombreux, et plus encore la « Décennie Dangereuse » comme le disait Richard Haas, marquée par l'accentuation du déclin de l'ordre mondial et le retour des pires traditions géopolitiques: rivalités entre grandes puissances, ambitions impériales mortifères, luttes pour l'accès aux ressources, notamment en eau, prolifération nucléaire ou encore enhardissement de toutes les formes d'autoritarisme.

« La face plus rose, c'est l'éveil des consciences et des peuples face à la gravité des menaces »

À ces tensions géopolitiques s'ajoutent des défis nouveaux, comme ceux liés à la surpopulation, aux migrations, au dérèglement climatique ou encore aux révolutions numériques et à l'intelligence artificielle qui viennent bouleverser l'équilibre mondial.

Ça, c'est la face sombre et puis il y a la face plus rose, c'est l'éveil des consciences et des peuples face à la gravité des menaces. C'est le Docteur Mukwege au Congo et son combat pour protéger et soigner les femmes livrées aux atrocités liées à la guerre, c'est Hadja Idrissa Bah et le club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, qui résistent et combattent pour faire valoir leurs droits et leurs libertés ; c'est la lutte des femmes iraniennes qui se poursuit du fait de la répression du régime, c'est le travail incessant de Pramila Patten aux Nations Unies sur les violences sexuelles, c'est le combat des minorités présentes que nous recevons chaque année à Normandie pour la Paix: les Rohingyas au Myanmar, les Ouïghours et les Tibétains en Chine ou

encore les Chrétiens d'Orient et les Yézidis d'Irak. Je pense aussi aux peuples qui sont prisonniers des vieilles rancœurs et des divisions historiques, comme nous le rappelle l'actualité dans le Caucase avec l'opération militaire conduite par l'Azerbaïdjan. Je pense aux peuples qui doivent faire face aux ingérences toujours plus nombreuses des grandes puissances qui menacent la stabilité de leurs pays, comme on le constate avec les menaces de plus en plus explicites de la Chine envers Taïwan ou les ingérences russes en Afrique.

« Les déséquilibres mondiaux proviennent toujours des régimes autoritaires »

Je pense enfin au peuple afghan et à ses jeunes livrés aux pires des régimes ainsi qu'au peuple yéménite affamé par 10 ans de jeûne.

Quelques réflexions pour ouvrir le débat « Résistances, la paix des peuples ». Un très bel intitulé qui m'amène à bien des réflexions, mais je voudrais en partager seulement deux avec vous.

La première question tout d'abord: pourquoi la démocratie recule et par conséquent les risques de conflits, de guerres s'accroissent ? Car c'est une évidence, mais rappelons que l'existence d'un régime démocratique est la meilleure garantie de paix pour un peuple. Pourquoi les classements réalisés par différentes institutions, les index établis, démontrent au minimum la stagnation de l'instauration de régimes démocratiques et libéraux dans le monde, sinon une régression, alors qu'une part croissante de l'humanité a accès à l'éducation et au développement ? Pourquoi les 2 ou 3 milliards d'individus qui ont accès au développement et qui sont sortis de la misère grâce à la mondialisation et aux échanges qu'elle induit, qui ne sont pas qu'économiques mais aussi de compréhension et de connaissances entre les peuples, n'ont pas généré l'élargissement des démocraties ? Pourquoi contrairement

à tous les schémas que nous avons appris à l'école, l'économie de marché n'a pas généré de la démocratie, de la liberté, je pense à la Chine, à la Russie, à nombres de pays asiatiques, africains, sud-américains ? Pourquoi, pire encore, là où les démocraties sont installées depuis des décennies, voire des siècles, les populismes et les nationalismes progressent ? Le Capitole est envahi dans la plus grande démocratie mondiale par les fanatiques de Trump, les populistes progressent dans nos propres démocraties avec des peuples éduqués et instruits, des états européens qui ont intégré avec enthousiasme l'espace européen reviennent sur des principes bien établis dans nos nations. Pourquoi une vingtaine de démocraties, même imparfaites, ont reculé ou abouti à des régressions autoritaires selon tous les index depuis 20 ans ?

Probablement, nos démocraties représentatives sont imparfaites et exigent désormais une bonne part de démocratie participative dont, à l'exception de la Suisse, on n'a pas trouvé le bon réglage. Probablement, le choc migratoire peut expliquer ce recul dans les vieilles démocraties ; l'effet des réseaux sociaux et les fake news, l'accélération des mutations technologiques et scientifiques qui génèrent le recul et le repli face à la peur de l'inconnu. Est-ce le mouvement tocquevillien du troc des libertés contre l'égalitarisme ? Tout cela y contribue à n'en pas douter ; mais si on veut bien faire appel à la conscience de nos compatriotes, seuls les régimes démocratiques et de libertés sont leurs meilleures garanties, celles au nom de la paix et sont capables de résister à la folie des hommes, souvent d'un homme, à la paranoïa du dictateur. La démocratie libérale, historiquement, ça ne fait pas la guerre.

La première résistance pour la paix des peuples, c'est donc l'amélioration de nos démocraties, sans les conduire à l'impuissance, ce qui est toujours un équilibre. Je développerais volontiers ce que cela veut dire pour un pays comme la France, mais



© Pierre Galliot - Région Normandie

on voit bien tous les jours à quel point notre démocratie, celle de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, est imparfaite. Mais ce que je sais, c'est que les déséquilibres mondiaux proviennent toujours des régimes autoritaires. Prenez la Chine, dont tous les diplomates disaient que la culture et les besoins de croissance la rendrait moins perméable au bellicisme, bascule vers la course à l'armement et aux discours inquiétants. Je pense à Taïwan et à Hong-Kong dont l'autonomie et la liberté ont été confisquées. C'est bien simple, la Chine est portée par une volonté d'hégémonie et de primauté. La Russie de Poutine, bien entendu, qui remet en cause l'existence d'une nation, l'Ukraine. Là aussi, c'est d'abord l'expression pathologique du dictateur. On peut chercher les erreurs de l'OTAN, le sentiment d'encerclement de la Russie nouvelle, l'invasion des voisins par les armées russes, c'est d'abord la pathologie d'un régime autoritaire.

J'ai pourtant entendu d'anciens chefs d'État Français et un que j'ai même bien connu expliquer que Poutine n'envahirait jamais l'Ukraine, que les États-Unis bluffaient. On a vu le résultat. Et vous avez constaté au fur et à mesure de l'enlèvement des armées russes, des inquiétudes du maître du Kremlin sur son propre destin, l'évocation du pire, c'est-à-dire l'usage de

l'arme nucléaire, car au bout du compte, l'Histoire nous a appris que pour rester maître, le dictateur peut aller jusqu'à l'impensable, l'inimaginable. Ce qui pose la question du nucléaire. On peut se dire que le nucléaire nous a protégés de la guerre, mais on peut aussi dire que le nucléaire n'a pas empêché la guerre et l'invasion d'un pays, qui certes n'est pas protégé par le bouclier de l'OTAN ; mais, aussi, le nucléaire pose la question de la prolifération, et de sa prolifération dans des régimes autoritaires.

Les déclarations du prince héritier d'Arabie Saoudite demandant l'accès aux technologies d'enrichissement et au nucléaire civil et qui ne fait pas mystère du *casus belli* que représente l'accès au nucléaire de l'Iran, démontre que la prise en main de cette arme fatale, pour l'humanité, par des régimes non-démocratiques est tout de même une menace pour l'ordre mondial, notamment avec le développement inéluctable du nucléaire civil pour couvrir nos besoins en énergie. Je ferme la parenthèse.

Et je continue à penser que l'abolition de l'arme nucléaire reste une perspective qui a du sens sur le long terme. Ce n'est pas à nous de nous désarmer les premiers mais c'est un message qui a du sens si on le met en perspective pour les décennies à venir.



© Pierre Gaillet - Région Normandie

de médias, a fait preuve de beaucoup de doigté dans la gestion de cette crise dont le monde perçoit qu'elle est lourde de nuages mortifères.

Non seulement, nous avons su nous priver de gaz (ce qui nous coûte au quotidien) ; non seulement nous avons aidé les Ukrainiens à se défendre, mais nous avons tiré les conséquences sur le renforcement de notre propre sécurité, ce qui est nouveau. Jusqu'alors, la plupart des pays se mettaient à l'abri de l'OTAN pour ne pas faire d'efforts et éviter des débats dans leurs propres pays. Désormais des décisions, sinon des intentions sont affichées, comme les Allemands qui ont décidé un plan de 100 milliards d'euros pour leur défense. Nous avons nous aussi accentué nos efforts. J'en profite pour dire que j'ai lu et entendu beaucoup de bêtises sur la défense française: « On ne pourrait pas tenir plus de 3 jours sur un combat à haute intensité, nous ne pourrions pas tenir une ligne de front plus de 15 jours sur des elongations aussi importantes qu'en Ukraine ».

La première résistance que je voulais donc évoquer, c'est la résistance démocratique, meilleure garante pour la paix des peuples, oui, car les peuples, par leur énergie propre, leur capacité à être des contre-pouvoirs forts, sont les meilleurs garants comme nous le dit si bien Bertrand Badie. La seconde, c'est la résistance européenne. Pour tout vous dire, elle m'étonne, tant la volonté européenne s'est affaiblie en 50 ans sur la scène internationale, laissant aux Russes et aux Américains le soin de traiter des grandes questions du monde et même des siennes ! L'Europe a su se montrer digne au moment de l'invasion russe en Ukraine. Tout n'a pas été parfait, il y avait des petits renoncements, des hésitations, mais le bloc européen a fait corps répondant au courage éminent du peuple ukrainien pour sauver son indépendance. Nous avons fait preuve de fermeté mais parce que nous sommes des démocrates nous avons fait preuve de responsabilité pour éviter l'embrasement. J'en profite pour dire que le vieillard qu'est Biden, étreillé par beaucoup

Je vous le dis, c'est idiot, au moins pour trois raisons.

La première, c'est que la France est à l'isthme de l'Europe, c'est donc que toute la coalition de l'alliance se serait effondrée ! Qu'une force dont d'ailleurs on ne voit pas laquelle puisque l'enlèvement russe en Ukraine démontre que ce ne peut pas être eux, aurait réussi à abattre la totalité des pays européens sans réaction américaine. Je ne vois pas bien quel pays. La Chine, l'Inde ? On voit bien que ce n'est pas sérieux comme hypothèse. La seconde, cela veut dire que notre dissuasion n'aurait pas fonctionné. La troisième, c'est que les mécanismes de solidarité des traités européens et de l'OTAN n'auraient pas fonctionnés. Notre défense est construite dans une alliance, garantie par notre programme de dissuasion. Nous ne sommes pas seuls face à un envahisseur qu'on ne voit d'ailleurs pas ! Oui, nous avons besoin de plus de profondeurs de stocks, en munitions, en missiles, mais non il n'y a pas

d'ennemis qui menaceraient nos frontières, nous imposant à reconstituer nos stocks de chars et d'artillerie. J'ajoute que l'effort doit à mon sens plus porter sur le spatial, la cybersécurité et les armes biologiques que sur les canons et les avions. Je ferme la parenthèse.

Ce qui est une belle et agréable surprise, ce fut donc la résistance européenne, notre unité pas si évidente que cela compte tenu des géographies de chacun, de son histoire et aussi la place que la Commission a prise pour les mécanismes, au moins de financement. Et si cette crise donnait l'idée à l'Europe de devenir à nouveau un acteur respecté dans l'ordre mondial de demain, ce serait au moins une bonne nouvelle. Et donc, ma deuxième résistance, c'est l'appel à une résistance du peuple européen car nous sommes les seuls à avoir su créer un ordonnancement pacifique réglé par la primauté du droit, d'un droit qui s'impose aux États et à des nations indépendantes.

C'est un modèle unique au monde qui devrait inspirer le nouvel ordre mondial dont on voit bien qu'il doit être rebâti. Et dans ce semblant de volonté retrouvée, les nations européennes seraient bien inspirées de faire de l'Afrique sa préoccupation première, plus encore après ce qu'il faut bien appeler la débâcle française. Non seulement on est prié de partir après avoir constaté nos échecs en mettant fin à l'opération Barkhane, mais on voit fleurir dans tous ces pays des régimes putschistes qui balaient comme au Niger un président qui cherchait à rentrer dans un cadre démocratique normalisé – Appelons ça comme ça... En revanche, dénonçons ces militaires putschistes qui justifient le dégageant de la France au nom de la souveraineté. Je connais bien le Niger. J'y suis allé souvent, il n'y a rien, il n'y a pas d'État, pas d'armée, et la nature ayant horreur du vide, d'autres plus belliqueux et invasifs que nous prendront la place.

Ce qui est sûr, c'est que l'Europe devrait proposer un plan assurant développement et l'établissement de la démocratie avec

ces pays. Une espèce de belle alliance respectueuse de la souveraineté des États et favorisant leur développement. Le PIB de l'Europe, c'est 16 000 milliards d'euros, celui du Mali, du Niger et du Burkina Faso, c'est moins de 60 milliards d'euros, on ne pouvait pas bâtir quelque chose d'efficace. Nous avons les moyens de le faire à travers un dialogue avec cette région du monde. Un plan pour l'agriculture, l'autonomie alimentaire, le développement économique avec des moyens massifs européens, l'édification de libertés et de la démocratie, ce qui accessoirement réglerait une bonne partie de la question migratoire. La démocratie, ce n'est pas une abstraction, c'est toujours un acquis, mais un acquis fragile, les libertés, elles, sont toujours à conquérir, à consolider. Et la paix des peuples, ce sont nos démocraties libérales tant imparfaites qu'elles soient, laissant s'exprimer les énergies sociales, qui la garantissent le mieux.

« Les libertés, elles, sont toujours à conquérir, à consolider »

C'est pour cela, parce que notre modèle démocratique est si précieux, que je souhaite que la Région Normandie s'investisse plus encore pour sa promotion en créant dès l'année prochaine, dans le cadre de la Chaire Normandie pour la Paix, un programme de Young Leaders. Celui-ci permettra d'accueillir en Normandie, chaque année, une dizaine de jeunes à fort potentiel et qui ont la volonté de servir leur État, issus de pays en voie de démocratisation partout sur la planète. Ils seront formés sur les questions liées aux bonnes pratiques de gouvernance, aux droits de l'Homme et au droit international et la Région leur permettra d'expérimenter le fonctionnement de notre modèle démocratique en effectuant un stage rémunéré au sein de notre collectivité.

Voilà mon mot de conclusion. Je vous remercie.



RADIOGRAPHIE DES RÉSISTANCES

Conférence n°1 / Jeudi 28 septembre 2023 / 10h-12h / Salle plénière



Bertrand Badie, Niagalé Bagayoko, Michel Wieviorka et Delphine Allès

Que signifie résister en 2023 ? C'est sur cette thématique de « Radiographie des résistances » qu'était menée cette première conférence plénière du Forum mondial Normandie pour la Paix 2023. Les invités ont tenté de définir le refus de l'impuissance et de dresser un état des lieux des nouveaux ressorts de la résistance, qui, dissidents et militants sont là pour le rappeler, a toujours un coût.

Le mois de septembre est bien celui des grands rendez-vous mondiaux. Après le G20, l'Assemblée générale des Nations Unies et la Journée internationale de la Paix, se tenait le Forum mondial Normandie pour la Paix. À l'Abbaye aux Dames de Caen, sous les acclamations, les maîtres de cérémonie Frédéric Bedos et François-Xavier Priollaud ont remercié les invités prestigieux de cette sixième édition, soit près de 130 intervenants du monde entier. Après un discours d'ouverture d'Hervé Morin, Président du Conseil régional de Normandie, qui a témoigné du bonheur d'avoir créé un Forum « ouvert, interactif, participatif, avec une présence massive et passionnée de la jeunesse de Normandie et de France. », Bertrand Badie, professeur émérite des universités

« Je ne crois pas en cette opposition absolue entre démocratie et totalitarisme »

Bertrand Badie

et pilier du Forum lançait les hostilités en déclarant que « *Rien n'est extérieur à l'humain* » afin de démontrer la nécessité de dépasser les vieux schémas, ceux « *qui annonçaient que tout est humain sauf les relations internationales* », reprenant par la suite les propos d'un ancien ministre : « *laisser l'opinion publique se saisir des questions internationales ce serait comme admettre la famille du patient dans la salle d'opération* ». Un temps qu'il qualifie de ré-

volu. Car progressivement, est née une énergie sociale mystérieuse qui organise, contrôle et détermine les relations internationales. Et cela ne date pas d'hier, rappelant qu'il y a quelques siècles, ici-même, en Normandie, l'Abbé de Saint Pierre expliquait qu'on ne pouvait construire la paix qu'en tenant compte du bien-être social. « *Moi je ne crois pas en cette opposition absolue entre démocratie et totalitarisme, les choses sont infiniment plus compliquées que ça* », a ajouté Bertrand Badie.

Le sens profond de la résistance

Refus de l'impuissance et ressorts des résistances, c'est sur cette thématique que la première table ronde s'ouvrait, avec cette question : les ressorts de la résistance sont-ils de même nature que ceux qu'on a pu connaître par le passé ? Le sociologue Michel Wieviorka estime qu'il y a plusieurs niveaux de ressorts : « *Il y a le sens profond de la résistance. Au nom de quelle valeur je me mobilise ? Et là, c'est très variable* ». Le sociologue a ainsi rappelé que des mouvements de résistance pouvaient réunir, le



Bertrand Badie

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE :

- **Hervé Morin**
Président de la Région Normandie

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Frédérique Bedos**, Présidente fondatrice de l'ONG Le Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, Vice-Président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

- **Izzeldin Abuelaish**, Docteur, auteur de « *I shall not hate* »
- **Delphine Allès**, Professeure de science politique et vice-présidente de l'INALCO
- **Bertrand Badie**, Professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris
- **Niagalé Bagayoko**, Présidente de l'African Security Sector Network
- **Mikhaïl Khodorkovski**, Opposant russe en exil (visio)
- **Oxana Melnychuk**, Directrice du centre d'analyse politique et de la communication Unis pour l'Ukraine
- **Shole Pakravan**, Activiste iranienne, mère de Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort et exécutée pour le meurtre de son violeur présumé
- **Pramila Patten**, Représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles dans les conflits
- **Michel Wieviorka**, Sociologue français
- **Nathan Law**, Activiste hongkongais

temps d'un combat, des gens d'horizons politiques très différents. Lui qui a assisté de près à la naissance du mouvement Solidarnosc en Pologne en 1980, se souvient d'un élan merveilleux porté par une idée de nation très positive, ouverte, non violente, mais qui s'est transformé aujourd'hui en un nationalisme autoritaire. Dans ces mouvements de terrain où l'inégalité des forces prédomine souvent, existe-t-il une forme de violence légitime ? Sur cette question,



© Pierre Galliot - Région Normandie

« Que vaut la démocratie quand elle ne vous apporte rien ? ».

Bertrand Badie

Michel Wieviorka reste prudent. « *Oui, il est vrai que la violence ouvre parfois la voie* », rappelant l'exécution du Président franquiste Carreiro Blanco par l'ETA dans les années 70, contribuant ainsi au passage de l'Espagne vers la démocratie.

Et qu'en est-il du continent africain, théâtre de nombreux coups d'État depuis 2020 ? Le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad, le Soudan, le Niger ou encore le Gabon, où l'on a vu des manifestations de soutien populaire à ces coups d'État qui bouleversent la conception qu'on s'en fait. Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network, dénombre deux cas de figure : au Tchad et au Soudan, l'accession au pouvoir s'est faite contre la volonté populaire et a donné lieu à des répressions sanglantes. « *Dans les cinq autres*

pays, précise-t-elle, des vagues de soutien massif ont accompagné l'accession des militaires au pouvoir et constitue leur meilleur moyen de s'y maintenir. » Cela révèle une puissante vague révolutionnaire alors que l'Afrique n'avait pas connu de Printemps comme dans le monde arabe, mais qui prend aujourd'hui un caractère nationaliste. « *Les pratiques autoritaires mises en œuvre par ces régimes ne sont pas condamnées par les populations qui considèrent que la démocratie n'a pas tenu ses promesses, réduites à sa stricte version électoraliste, sans progrès individuel ni collectif* ». Des propos que Bertrand Badie confirme : « *Que vaut la démocratie quand elle ne vous apporte rien ?* »

Vague réactionnaire

Delphine Allès, Professeure de science politique et vice-présidente de l'INALCO, estime que le point commun des mouvements de résistance est d'être le fait de l'expression d'une insatisfaction contre l'absence de contrôle sur la destinée des populations. « *Dans les années 50-60, les peuples récemment décolonisés estimaient être invités à la table internationale de l'ONU avec une position secondaire. Cela s'est formalisé en 1961 par la création du Mouvement des non-alignés, avec un discours non pas contestataire mais universel et constructif. Progressivement cela s'est transformé en*



© Pierre Galliot - Région Normandie

Nathan Law



Oxana Melnychuk

une certaine amertume et contestation de l'ordre international. ». Michel Wieviorka, qui souhaite que l'on reste vigilant sur les dérives de ces mobilisations, et Niagalé Bagayoko se disent préoccupés par la vague réactionnaire qui semble gagner le continent africain, mais pas seulement. En conclusion de cette première table ronde, Bertrand Badie note que la dialectique entre le malaise social et l'énergie sociale est structurante. Et, s'adressant au jeune public de l'audience : « *Si vous voulez appréhender les relations internationales, ce n'est plus à partir de la géopolitique, mais d'une nouvelle sociologie du monde à partir de cette infinité de paramètres sociaux* ». Pramila Patten, représentante spéciale de l'ONU sur la violence sexuelle dans les conflits depuis 2017 (voir Focus), a livré un témoignage poignant sur les victimes de viols qu'elle a pu rencontrer sur le terrain.

Résister : à quel prix ?

Mais la résistance active a aussi un coût pour ceux qui s'en emparent. Pour en témoigner, une deuxième table ronde a été ouverte composée d'activistes et de dissidents, à l'image de Nathan Law, hongkongais exilé à Londres depuis 2020 suite à sa participation active au sein du Mouvement des Parapluies. Ce jeune trentenaire est revenu sur le déclic de son engagement et ses conséquences. « *L'effondrement de la*

société civile à Hong Kong a pris seulement un an, a-t-il rappelé. C'était un endroit libre, comme Paris, même si on n'étais pas nos dirigeants. Tout peut s'effondrer en quelques mois, c'est une leçon importante. » Shole Pakravan - activiste iranienne et mère de Reyhaneh Jabbari condamnée à mort pour le meurtre de son violeur présumé - a pris le relais pour raconter le récit de son engagement, qu'elle doit à sa fille, exécutée en prison en 2014. « *Elle a écrit toutes les confessions qu'on lui a demandé d'écrire, mais en 2014, le gouvernement et les services de sécurité lui ont demandé d'écrire une lettre et de dire : "j'étais une adolescente, je ne savais pas identifier le bien du mal, et cet homme-là, il ne voulait pas me violer, en fait. Et j'ai fait des erreurs". Moi, en tant que mère, j'ai supplié Reyhaneh : "S'il te plaît, écris cette lettre". Parce que je voulais qu'on me rende ma fille et qu'elle rentre à la maison. Mais ma fille m'a dit : "Non. Je ne peux pas fermer mes yeux et je ne peux pas laver le visage d'un violeur"* » a-t-elle raconté, se définissant comme une soldate pour la justice.

« Toute l'histoire de l'Ukraine est l'histoire de la résistance à la Russie »

Oxana Melnychuk

Oxana Melnychuk, directrice du centre d'analyse politique et de la communication Unis pour l'Ukraine, a par ailleurs donné son éclairage sur la résistance ukrainienne, qu'elle estime être gravée dans l'ADN du peuple ukrainien. « *Toute l'histoire de l'Ukraine est l'histoire de la résistance à la Russie* », rappelant au passage que la résistance était une affaire très individuelle. En duplex, le dissident russe Mikhaïl Khodorkovski ne pouvait qu'aller en ce sens, rappelant son soutien au peuple ukrainien. Il y a 20 ans, alors qu'il était à la tête d'un groupe pétrolier, il envoie un rapport au Kremlin pour dénoncer la corruption au plus haut niveau du gouvernement russe et se retrouve en prison pendant 10 ans et



« Tout peut s'effondrer en quelques mois, c'est une leçon importante »

Nathan Law

fait quatre grèves de la faim pour dénoncer cette injustice. « *Depuis la modification de la Constitution en 2021, il est devenu clair que les élections justes n'existent pas. Le changement de pouvoir n'est possible que par la révolution.* »

Izzeldin Abuelaish, auteur du livre *Je ne hāirai point*, a grandi dans les camps de réfugiés de Gaza avant de devenir le premier médecin palestinien dans un hôpital israélien. En janvier 2009, les chars israéliens tirent sur sa maison et tuent trois de ses filles et une de ses nièces. « *Ma réponse à cette tragédie, c'est mon combat, non pas pour la haine, mais pour la paix.* »



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

Bertrand Badie a retenu de ces échanges le coût de la non résistance et la fin du temps des stratèges. « *Il y a 8 milliards d'acteurs dans ce monde, pas 193 comme on le dit trop souvent. Les nouvelles relations internationales sont fondées sur la microsociologie.* »

FOCUS

Pramila Patten Le viol comme tactique de guerre

Juriste britannique et mauricienne, Pramila Patten était membre du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes jusqu'à 2017, date à laquelle elle a été nommée représentante spéciale de l'ONU sur la violence sexuelle dans les conflits. Sa mission : sillonner le monde entier pour traquer ces crimes et leurs auteurs. Elle s'est adressée à l'audience pour dresser un état des lieux de sa mission.

« L'utilisation du viol comme tactique de guerre, de torture, de terreur et de répression politique est un sujet difficile à affronter ouvertement et je salue l'initiative de mettre la problématique des violences sexuelles dans les conflits qui est l'un des plus grands secrets de l'Histoire et l'une des plus grandes atrocités du monde actuel. Devant le Conseil de sécurité en juillet dernier, j'ai présenté quelques exemples documentés par mon bureau au cours de l'année. Mesdames et Messieurs la réalité est que nous nous réunissons à un moment où les tendances en matière de violences sexuelles liées aux conflits s'aggravent, et où leur brutalité constante sur les champs de bataille du 21^{ème} siècle continuent de choquer la conscience collective de l'humanité. Nous traversons une turbulence massive et mondiale marquée par de multiples crises en cascade, une militarisation accrue, une épidémie de coup d'État, un recul des droits des femmes et des fils. Inimaginable il y a



encore dix-huit mois, une guerre violente est de retour au cœur de l'Europe. Le monde est confronté au plus grand nombre de conflits depuis la deuxième guerre mondiale tandis que le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer a atteint le triste record de 110 millions.

Au Soudan, depuis le début du conflit armé le 15 avril dernier entre les forces armées soudanaises et les forces de soutien rapide, les violences sexuelles contre les femmes et les filles déplacées font rage. Ces trois dernières années, la guerre dans le Nord de l'Éthiopie au Tigré est devenue l'un des conflits les plus violents et meurtriers de la planète. Les violences sexuelles telles que des viols ou des cas d'esclavage sexuel, de mutilations sexuelles ou de grossesses forcées ont été utilisées encore comme de véritables armes de guerre.

Selon la Commission internationale d'experts des Droits de l'Homme sur l'Éthio-

« Nous traversons une turbulence massive et mondiale marquée par de multiples crises en cascade »

Pramila Patten

pie, le conflit aurait causé plus de 10 000 victimes de violences sexuelles. C'est un problème grave avec des effets néfastes sur les victimes, leurs familles et leurs communautés. La protection contre la violence sexuelle n'est pas simplement une aspiration, c'est une obligation légale. Notre objectif en rendant ces crimes publics est de donner au viol une histoire afin de lui nier un avenir. Une action unie dans ce domaine montre que leurs vies comptent et indique aux acteurs potentiels que le monde les regarde. »

PAS DE PAIX SANS LES PEUPLES

Conférence n°2 | Vendredi 29 septembre, 10h-12h, salle plénière



Nicole Gnesotto, Jacques Rupnik, Nicolas Normand, François-Xavier Priollaude et Frédéric Bedos

À l'occasion de la célébration des 75 ans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de la mise à l'honneur de l'engagement des Casques bleus par une exposition photographique lors de ce Forum, c'est à Jean-Pierre Lacroix qu'il revient d'introduire cette seconde conférence plénière. Le secrétaire général adjoint aux opérations de paix de l'ONU commence par rappeler la multitude d'actions menées par les Nations Unies :

80 000 personnes déployées dont 65 000 militaires, différentes tailles de missions, des mandats variés et complexes, du simple respect de cessez-le-feu à Chypre aux missions multidimensionnelles au Sud-Soudan et en République Démocratique du Congo (RDC). Mais pour le diplomate, il est crucial de comprendre que « la paix ne peut être durable que si elle repose sur un engagement des citoyens ». La construction de la paix est un continuum,

MESSAGE D'OUVERTURE :

• **Jean-Pierre Lacroix**, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix de l'ONU

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

• **Frédérique Bedos**, présidente fondatrice du Projet Imagine
François-Xavier Priollaude, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

• **Frédéric Charillon**, universitaire et politologue français

Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali, Congo et Sénégal, auteur de « Le Grand Livre de l'Afrique »

Antonio Patriota, ambassadeur du Brésil au Royaume-Uni

Delphine O, ambassadrice et secrétaire générale du Forum Génération Égalité (Pékin+25)

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, président de Leaders pour la paix

Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France, président de l'Association française pour les Nations unies

Jacques Rupnik, politologue



Jean Pierre Lacroix

« La paix ne peut être durable que si elle repose sur un engagement des citoyens. »

Jean-Pierre Lacroix

de la prévention des conflits à l'application inclusive des accords de paix afin qu'ils s'enracinent et soient acceptés des populations. Construire la paix c'est aussi accepter que les accords de paix ont des points de départ imparfaits et inégaux et qu'il faut s'engager auprès des différentes communautés pour expliquer cet accord, préparer des élections inclusives, élaborer des mécanismes de redevabilité et continuer à protéger les civils. À travers les cas du Sud-Soudan, du Kosovo, de Chypre et de la République centrafricaine, le diplomate insiste sur l'importance d'inclure les femmes, souvent exclues des négociations et de la mise en œuvre des accords de paix. Avec « *l'impact toujours plus grave du réchauffement climatique, il faut lutter et proposer des solutions alternatives. La construction d'une paix durable passe par la prévention et le traitement de ces défis globaux* » conclut-il.



Antonio Patriota

Pour la première partie de ce débat, consacrée à ces paix de papier qui ont ignoré les peuples, les politologues Jacques Rupnik et Frédéric Charillon et l'ambassadeur Nicolas Normand sont invités à s'exprimer.

Spécialiste de l'Europe centrale et orientale, Jacques Rupnik s'attarde sur le cas du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine où la paix a été imposée par la force avec les accords de Dayton. « *Les critiques envers ces accords sont injustes* », estime le politologue en reprenant la chronologie de l'intervention internationale pour arrêter les massacres et soulignant les importantes contributions de la justice internationale, « *car les dirigeants serbes, bosniaques et croates avaient la possibilité de modifier leurs constitutions pour adapter ces accords* ».

Frédéric Charillon rappelle qu'on a « *longtemps vécu avec l'idée que les États faisaient la guerre et que les peuples la subissaient* » pour passer ensuite à l'idée que « *les États font la paix et les peuples la refusent* ». Si la réalité est plus complexe qu'une opposition de peuples belliqueux

et d'États pacifistes, on observe beaucoup de résistance et de méfiance de la part des populations lors des processus de paix. Pour avoir une paix avec les peuples, une paix positive et qui dépasse le simple cessez-le-feu, il faut avant tout travailler à la réconciliation.

« Nous ne sommes pas en marche vers le chaos, au contraire, nous vivons ce que nous avons toujours voulu »

Jean-Maurice Ripert

Ancien ambassadeur en Afrique subsaharienne, Nicolas Normand explique que quatre types de conflits sont apparus sur le continent. Le premier se déroule dans ces territoires devenus des « *Far West sans shérif* » où l'État est absent, sans police ni justice et où les passions humaines, que ce soit le ressentiment ou le désir de conquête, peuvent s'exprimer. Le deuxième comprend ces luttes pour le pouvoir lorsque les institutions sont défaillantes et laissent la situation se régler par la force, comme au Sud-Soudan ou en Éthiopie. Le troisième correspond à l'avènement du djihadisme salafiste, qui ne mobilise pas une notion de peuple mais une problématique civilisationnelle fondée sur une interpréta-



Delphine O et Jean-Maurice Ripert



Frédéric Charillon

tion spécifique de la loi divine. Le conflit séparatiste constitue le quatrième type de conflit, lorsque plusieurs peuples n'ont plus vocation à vivre ensemble dans un même État, comme au Mali. Nicolas Normand conclut cette première partie de la conférence en rappelant l'exemple de l'accord de paix pour régler le conflit au Sahel malien, échec éclatant car négocié sans les populations et par des diplomates étrangers, en plus d'être imposé par la communauté internationale.

Pour la seconde partie de ce débat intitulée « Reprendre la paix en main », interviennent Jean-Maurice Ripert et Delphine O, ambassadeurs français, et Antonio Patriota, ambassadeur brésilien. En amorce de cette discussion, Jean-Maurice Ripert tient à rassurer l'audience en expliquant que « nous ne sommes pas en marche vers le chaos, au contraire, nous vivons ce que nous avons toujours voulu, qu'aucune grande puissance ne décide seule pour les autres ». Selon l'ambassadeur, « on s'achemine vers un monde de sous-ensembles flous qui s'assemblent et se différencient, et c'est dans ce monde qu'il faudra réinventer le multilatéralisme ». Si l'on pense souvent au blocage récurrent du Conseil de Sécurité en exemple de l'échec du multilatéralisme, il ne faut pas oublier les autres actions de l'ONU, en premier lieu « la reconnaissance d'un droit des personnes supérieur au droit des États », fondamentale pour « bâtir la paix de demain » soutient-il.

Antonio Patriota revient quant à lui sur la définition du groupe des Brics, qui n'est

« pas une alliance mais une plateforme de coordination des pays émergents » car le « Brésil n'a ni allié ni ennemi ». Si « des singularités coexistent » au sein des Brics, cela reste un groupe « qui lutte pour la démocratisation des relations internationales et la promotion d'un système de prise de décision plus équitable et ouvert ».

Delphine O rappelle quant à elle qu'« historiquement, traditionnellement, systématiquement et structurellement, les femmes ont toujours été écartées de la construction de la paix ». Les chiffres avancés par l'ambassadrice sont éloquentes : « entre 1992 et 2019, on ne compte que 13% de négociatrices, 6% de médiatrices et 4% de femmes signataires » alors même que l'on estime « que l'intégration de femmes au processus augmente de 20% la probabilité qu'un accord de paix dure au moins deux ans, 35% pour une durée de 15 ans ». Alors que les « femmes sont des piliers essentiels des communautés et du tissu social », l'accord de paix avec les Farc en Colombie en 2016 est « le seul qui associe pleinement les femmes, notamment via une sous-commission sur le genre ».

Interrogé sur le blocage récurrent du Conseil de Sécurité, Jean-Maurice Ripert s'attache à démontrer la multiplicité des rôles de l'ONU, présente « sur toutes les zones de conflit, au Soudan, au Yémen, en Birmanie, en RDC » et que si elle n'a « pas rétabli la paix, elle a sûrement évité des millions de morts supplémentaires ». De plus, si le Conseil de Sécurité est bloqué, cela est « conforme à la volonté des membres fondateurs qui voulaient éviter que l'une des grandes puissances ne quitte l'ONU en cas de mise en cause ». Face au « travail de sape contre l'ONU mené par la Chine, qui souhaite instaurer une architecture bipolaire Washington-Pékin, il faut continuer de se battre pour les Nations Unies » affirme l'ambassadeur.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



« Les femmes ont toujours été écartées de la construction de la paix »

Delphine O

Antonio Patriota poursuit cette réflexion en soulignant que « la paralysie du Conseil de Sécurité par l'action unilatérale d'un membre n'est pas une nouveauté », que « le Brésil comme la France pousse pour une réforme du Conseil » mais qu'il ne faut pas négliger les possibilités de « passer par l'Assemblée générale, comme l'illustre la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine ». Pour l'ambassadeur brésilien, il est vital d'être « optimiste quant au renouvellement du multilatéralisme, au risque de constater un échec civilisationnel ».

Nicole Gnesotto conclut cette conférence en rappelant qu'il est essentiel de penser un monde non-manichéen et convoque une grande phrase de l'actrice Jane Fonda : « si vous voulez entendre un discours très intéressant sur un sujet quelconque, invitez un homme, si vous voulez que les choses soient faites sur ce sujet intéressant, invitez une femme ».

Jean-Pierre Raffarin :

« La paix est une discipline »



Lors de ce Forum mondial pour la Paix 2023, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a pu exprimer ses inquiétudes face aux menaces populistes et climatiques mais brandir sa confiance dans les principes démocratiques et la mobilisation de la jeunesse. Voici son discours.

« Bonjour et bravo la Normandie, la paix est un travail et le travail demande de la continuité! Je suis impressionné par la culture et l'expérience rassemblées ici, on vient de le voir dans les débats, je pense que c'est très important que vous vous accordiez une stratégie pour être le lieu de réflexion, de compréhension et surtout d'action pour essayer de rassembler dans la continuité pour la paix. Merci à Hervé Morin et merci à la Normandie.

« Il n'y a pas que des intérêts dans la vie, il y a des convictions »

Je vous parle aujourd'hui au nom de Leaders pour la paix, une ONG créée il y a six ans, qui a trois activités principales, un rapport annuel, on soutient les causes qui ne sont pas suffisamment éclairées, celle du Dr. Mukwege contre la mutilation des femmes au Congo, on soutient aussi l'éducation et l'esprit de paix dans les structures de la petite enfance pour lesquels un prix annuel est décerné. Mais notre raison d'être est de travailler à une pédagogie de la paix. Il y a des écoles de guerre et il y a peu d'écoles de paix. La paix doit pouvoir s'apprendre, les paix peuvent s'étudier, et tout cela devrait pouvoir s'enseigner. Nous y travaillons en bâtissant une école itinérante de la paix qui circule dans le monde entier et prépare les différents acteurs de la vie.

J'interviens ici entre deux tables rondes, la première « Pas de paix sans les peuples » je crois que tout ce qui a été dit est très juste et j'adhère à ce postulat mais je crois qu'il faut encore faire des efforts pour ouvrir la diplomatie aux sociétés civiles, à toutes les couches montantes. Tout ceci reste encore trop enfermé dans des débats d'experts. La jeunesse doit intégrer davantage la préoccupation diplomatique des relations internationales parce

« La radicalité aujourd'hui fait que les peuples peuvent être porteurs de cette volonté de guerre »

qu'il nous faut tous ensemble surmonter un vrai paradoxe dans nos sociétés: les menaces sont de plus en plus étrangères et nos débats politiques sont de plus en plus nationaux. Il y a ce paradoxe qu'au fond les affaires étrangères sont souvent éloignées des préoccupations, donc on se trouve dans cette situation où on n'a pas les débats, les éclairages, les pédagogies et les contradictions. La démocratie c'est le débat, il n'y a pas que des intérêts dans la vie, il y a des convictions et elles doivent s'opposer pour éclairer l'opinion pour que les peuples participent à la paix.

Je proposerais quand même, mon cher Hervé, un amendement: « Pas de paix sans les peuples apaisés ». Je suis assez frappé de voir aujourd'hui la mécanique populiste qui se développe, dont l'exemple du président Trump est assez fort. Nous faisons de la politique depuis longtemps, nous avons été dans une école, celle de Giscard et de beaucoup d'autres, où il fallait rassembler pour gouverner. Avec Trump et les autres il ne s'agit pas de rassembler mais de radicaliser une proportion de gens. Il vaut mieux 3 millions de personnes complètement motivées et capables d'agir, d'atteindre parfois un niveau irresponsable et déraisonnable de la politique, mais ce noyau dur va convaincre dans un système politique où le taux de participation est la clef des élections. C'est celui qui radicalise son électorat qui a le plus de votants. La radicalité aujourd'hui fait que les peuples peuvent être porteurs de cette volonté de guerre. Regardons notre société française, les débats à l'Assemblée nationale, les émissions de télévision, la violence est en train de se généraliser. La violence et la guerre sont des sœurs jumelles et un pays



**« Quand il y a guerre,
il y a résistance
et quand il n'y a pas guerre,
il y a dialogue ».**

ralisme après 1945, a quand même été un consensus qui n'était pas celui des sociétés civiles mais des leaders. Aujourd'hui, il y a un consensus, dans ce monde sombre il y a une lueur d'espoir, c'est vous ! Que vous soyez à Caen, à San Francisco, à Bangalore ou à Shanghai, vous avez tous la même préoccupation, protéger la planète. C'est un point très important, quand j'ai commencé la politique, on parlait de la conquête de la Lune mais personne ne parlait de la planète. On voit aujourd'hui cette préoccupation, les jeunes sortent dans la rue partout dans le monde. La planétisation de la politique est un fait nouveau, quelque chose qui peut être aujourd'hui une force consensuelle. Nous irons vers la paix si nous avons envie de vivre, d'avenir et de perspective. Si nous sommes désespérés, on laissera parler les instincts les plus bas de notre tempérament. La première direction c'est cette recherche du consensus, de jardiner cette question fondamentale, de mettre la planétisation au cœur de notre politique. Derrière cela, il y a sans nul doute la possibilité de construire des volontés communes.

La seconde orientation, c'est qu'il n'y a pas de paix sans rapport de force, il ne faut pas nier les forces et les élans. Il faut des forces pour porter un peuple, des projets, et il est normal en démocratie qu'elles s'affrontent. Nous avons besoin aujourd'hui de savoir quel est notre rapport de force. Pour moi, notre force aujourd'hui, celle de l'Europe mais aussi de l'Occident, c'est la démocratie. Aujourd'hui, ces démocraties sont affaiblies, la construction européenne est fragile, il y a beaucoup d'impuissances

dans nos sociétés, et on voit que la démocratie n'est pas toujours capable d'intéresser ses peuples. Le taux de participation est très préoccupant car une démocratie qui s'abstient est une démocratie qui se condamne. Il faut défendre et faire renaître ces démocraties, mais pour ça il faudrait travailler ensemble. On a assez peu de discussions avec d'autres démocraties pour améliorer nos process et échanger des bonnes pratiques. On doit pouvoir essayer de développer un front des démocraties qui ne soit pas opposé aux autres mais plus séducteur, et dont l'objectif n°1 est la participation électorale des citoyens au devenir de la démocratie. C'est aujourd'hui notre premier défi et je pense qu'il y a là une occasion formidable, en construisant cette réflexion stratégique de s'affirmer davantage dans le camp des démocraties plutôt que dans le camp de l'Occident. Le camp de l'Occident est perçu comme américain aujourd'hui. Quand on me demande dans quel camp je suis, je suis dans le camp des démocraties.

La troisième orientation, est-ce un espoir, est-ce une utopie, c'est le retour de l'Europe. L'Europe a été fondamentale dans l'Histoire, elle l'a construite mais elle est aujourd'hui à la limite de la sortie. Les grandes puissances ne nous attendront pas et cette tension sino-américaine, matrice de la gouvernance mondiale, peut se terminer de deux façons : par l'escalade des tensions, une guerre mondiale à Taïwan, ou par l'entente et la négociation sur le dos de l'Europe. Tout est possible mais le grand danger pour l'UE c'est d'être en dehors du dispositif. Ma conviction c'est que l'on est respecté dans le monde lorsque l'on est leader sur quelque chose. Sur quoi l'Europe peut-elle être leader ? On a pu parler de l'agriculture ou de l'industrie mais nous avons tout intérêt, puisque nous sommes le premier continent à se mobiliser sur la transition écologique, de prendre ce sujet et d'être les meilleurs, qu'après le consensus de Washington il y ait le consensus de Paris qui est né de la COP 21. Même si l'on ne jouera pas les premiers rôles dans tous les domaines face aux grandes puis-

**« On voit que la démocratie
n'est pas toujours capable
d'intéresser ses peuples »**

sances, choisissons les domaines stratégiques sur lesquels nous voulons être excellents et pouvons parler au monde avec autorité, compétence et légitimité. C'est important d'avoir cette réflexion avec notamment des réflexions connexes comme celle sur la relation franco-allemande qui est très importante, c'est comme ça souvent que dans le monde on peut parler de puissances et de rapports de force quand Français et Allemands sont d'accord. Peut-être qu'il faudrait partager les relations avec la Chine entre la France et l'Allemagne, qu'on soit plusieurs dans le rapport de force, être plus musclé lorsqu'on discute et pour cela il faut trouver les politiques communes franco-allemandes plutôt qu'un couple global. C'est ça qui peut donner aujourd'hui un certain leadership et faire en sorte que notre continent soit aussi celui de la planétisation et de la démocratie. C'est dans ce rapport de force là que l'on peut reprendre en main la paix.

Je termine par une question posée extrêmement difficile sur laquelle chacun est sollicité tous les jours : faut-il parler à l'adversaire ? Je pense que pour guider les plus jeunes, prenez l'exemple du général de Gaulle. Dans sa vie, il nous a donné des lignes directrices. Quand il y a guerre, il y a résistance et quand il n'y a pas guerre, il y a dialogue. C'est cette volonté de parler à tout le monde, d'essayer d'anticiper les crises, de construire la paix. La paix est un travail, chers jeunes, la paix est une discipline à apprendre mais la paix est votre affaire, c'est à vous de la bâtir car c'est vous qui la vivrez. Je vous remercie de votre attention. »

ENTRE GUERRE ET PAIX

Conférence n°3 | Jeudi 28 septembre / 14h-15h30 / Salle plénière



Sundeep Waslekar, Jody Williams, Ulysse Gosset, Hadja Idrissa Bah et Stefan Lofven

Plusieurs invités prestigieux étaient conviés à débattre par Ulysse Gosset, journaliste et éditorialiste, satisfait qu'une parité presque parfaite avec trois femmes et trois hommes autour de la table ait été établie.

Depuis la rédaction du manifeste il y a quatre ans, tant de choses se sont passées dans le monde, à commencer par la

pandémie et la guerre en Ukraine qui ont littéralement bouleversé la donne. Alors que l'on s'apprête à fêter le 80ème anniversaire du débarquement, ce manifeste est-il toujours à l'ordre du jour ?

Dans son livre *Entre guerre et paix*, Sundeep Waslekar prend en référence l'horloge d'Albert Einstein qui compte les secondes qu'il reste à égrener d'ici l'Apocalypse, soit

MODERATEUR

Ulysse Gosset, Journaliste

ANIMATION

Frédérique Bedos, Présidente fondatrice de l'ONG Le Projet Imagine

François-Xavier Priollaud, Vice-Président de la Région Normandie

INTERVENANTS

Hadja Idrissa Bah, Activiste et Présidente fondatrice du Club des jeunes filles leaders de Guinée, lauréate du Prix Liberté 2023

Stefan Lofven, Ancien Premier ministre de Suède, co-président du UN High-Level Advisory Board on Effective Multilateralism, président du conseil d'administration du SIPRI

Oleksandra Matviichuk, Avocate et activiste ukrainienne, Prix Nobel de la Paix 2022

Vadym Omelchenko, Ambassadeur d'Ukraine en France

Sundeep Waslekar, Co-fondateur et Président de Strategic Foresight Group

Jody Williams, Prix Nobel de la Paix en 1997

100 secondes selon le célèbre physicien. « Depuis, précise Sundeep Waslekar, des scientifiques se sont rassemblés et ont réajusté leur calcul à 90 secondes. C'est le moment le plus dangereux de l'humanité. Dans trois ou quatre ans ils se réuniront encore et je prévois qu'ils descendront à 80 secondes de minuit » a-t-il estimé, dénonçant la focalisation des grandes puissances comme la Russie, les Etats-Unis et la Chine sur le développement de missiles avant-gardistes alors même que la pandémie frappait la planète entière.

« Nous sommes le présent »

De son côté, Oleksandra Matviichuk, Prix Nobel de la Paix 2022 et avocate des droits humains, s'interrogeait sur la pertinence du système d'état de droit actuel, compte tenu des circonstances dans lesquelles elle tente de faire son travail en Ukraine. « La réponse, dit-elle, va définir non seulement l'avenir de l'Ukraine mais aussi celui de tous. » L'invasion russe a poussé les ukrainiens, « les gens ordinaires », précise-t-elle, « à faire des choses extraordinaires », comme sortir des gens des ruines, aider à survivre sous le feu des bombardements, ou briser les blocus pour fournir de l'aide humanitaire. En Ukraine, la guerre a ramené un fléau bien connu des zones de conflit, celui des mines anti personnelles. Jody Williams, Prix Nobel de la Paix en 1997 pour sa campagne internationale pour l'interdiction des mines anti personnelles terrestres, connaît bien le sujet. « Ce sont nous qui permettons à nos dirigeants de faire cela, a-t-elle déclaré. Je viens des Etats-Unis, le pays le plus guerrier et le plus impérialiste, et ils pensent qu'ils sont un pays pacifiste, alors que mon pays dépense 57 % de notre budget annuel national sur le Pentagone et l'armement, et à peine 5 % pour l'éducation. »

Ce déficit d'investissement accordé à l'éducation, Hajda Idrissa Bah le déplore également sur le continent africain et principalement en Guinée où elle a créé un Club des jeunes filles leaders de Guinée. « La famine, le manque d'hôpitaux

« L'invasion russe a poussé les ukrainiens, les gens ordinaires, à faire des choses extraordinaires »

Oleksandra Matviichuk

et d'éducation pousse cette jeunesse à prendre la Méditerranée pour venir en Europe malgré eux, regrette-t-elle. Je refuse qu'on dise que nous sommes l'avenir d'un pays, non, nous sommes le présent. »

Stefan Löfven, ancien Premier ministre suédois est, quant à lui, très engagé dans la défense d'un multilatéralisme efficace. Alors qu'à l'ONU le droit de veto est devenu quasi-systématique, et que beaucoup de pays demandent à y être intégré, existe-t-il encore pour cette organisation une capacité à se réformer ? « Nous devons basculer vers une sécurité collective, celle d'aujourd'hui étant construite sur des dépenses militaires continues n'est pas une sécurité durable. Nous devons nous rassembler sous le drapeau de l'ONU et combler les lacunes entre le nord et le sud » a-t-il répondu, ajoutant la nécessité d'améliorer la représentativité au sein du Conseil de sécurité, qu'il soit plus paritaire car « une grande partie du monde n'est pas



Sundeep Waslekar



© Nicolas Broquedis

Oleksandra Matviichuk

représentée en tant que membre permanent. » Stefan Löfven propose par ailleurs un moratoire sur les armes nucléaires d'ici 2045, soit après un siècle d'un concept « de garantie de destruction mutuelle », estimant qu'il conviendrait de le remplacer par un concept de « survie mutuellement assurée ».

La guerre n'est pas une fatalité

Ulysse Gosset constate, avant de donner la parole à Sundeep Waslekar, que s'il y a effectivement une prise de conscience à l'échelle du grand public sur le climat, il n'y en a pas sur le nucléaire. Pourtant, Sundeep Waslekar alerte sur les conséquences d'une guerre nucléaire mondiale qui surgirait comme une crise cardiaque, soudainement, alors que la crise climatique agit comme un cancer long et douloureux. Aux Nations Unies, 22 pays sur 139 ont abandonné leurs défenses militaires, soit plus de 10 %, et 122 ont voté en 2017 pour interdire les armes nucléaires. Mais avec l'avènement de l'intelligence artificielle dans toutes les sphères du système, les robots tueurs apparaissent désormais comme une nouvelle menace qui s'ajoutent à celle du nucléaire. Jody Williams s'en inquiète fortement, d'autant plus qu'au sein de l'ONU, si tous se mettent d'accord pour arrêter le progrès sauf un seul pays, alors ils continueront à développer ces nouvelles technologies. Mais Hadja Idrissa Bah est optimiste. Selon elle, la jeunesse a le pouvoir de faire des plaidoyers

et de s'opposer à l'armement, notamment si l'ONU propose d'avantage d'inclusivité au sein du Conseil de sécurité. Ulysse Gosset insiste en ce sens, arguant que dans certains pays africains, la jeunesse représenterait jusqu'à 70 % de la population. Il poursuit en citant un passage du livre de Sundeep Waslekar « la guerre n'est pas une fatalité, c'est un choix ». À quoi

« Je refuse qu'on dise que nous sommes l'avenir d'un pays, non, nous sommes le présent »

Hajda Idrissa Bah

Stefan Löfven ajoute qu'il faut travailler sur la prévention des guerres, des situations qui peuvent mener à des conflits. Au sein de l'Institut de paix de Stockholm (SI-PRI) dont il est membre, il assure que des moyens sont mis en œuvre pour essayer de comprendre les racines profondes des nouveaux conflits. « Le continent africain va continuer à croître et atteindre le même niveau que l'Asie quasiment. Donc si on mobilise le peuple en faveur de la paix, cela peut changer la mentalité d'un dictateur. »

Pour conclure, Oleksandra Matviichuk estime que le défi actuellement, ambitieux, est de réformer le système de paix et de sécurité internationale et que la jeunesse a un rôle très important à jouer. En tant qu'ukrainienne, elle ajoute qu'une victoire de l'Ukraine est nécessaire : « Cela pourrait mener à un futur démocratique pour la Russie et aurait un impact sur le monde entier. » De son côté, Jody Williams demande aux jeunes présents dans la salle d'essayer de changer ce monde, « même pour ceux que vous n'aimez pas. » Hadja Idrissa Bah termine avec un message d'espoir : « Un monde sans guerre est bien possible. Nous les jeunes, nous sommes prêts et outillés pour foncer et agir, donnez-nous juste la place ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

ZOOM SUR

Vadym Omelchenko

Ambassadeur d'Ukraine en France

« Mesdames, Messieurs, chers étudiants, chers amis, je vous remercie pour la possibilité offerte d'être avec vous aujourd'hui et d'assister à vos échanges très intéressants et informatifs. Monsieur Waslekar, vous avez dit qu'il nous restait 100 secondes avant l'apocalypse selon l'horloge d'Einstein. L'Ukraine, mon peuple, est déjà dans l'apocalypse. La question est de savoir si c'est réversible ou pas, si l'on peut rétablir la paix ou pas. Quand vous dites qu'il faut laisser tomber les armes et demander aux dictateurs de se désarmer, mon peuple, lui, n'a jamais voulu que la paix. Les barbares ont pourtant rasé nos villes, détruit les sites d'éducation, presque 1000. Et maintenant, vos pairs, les étudiants ukrainiens, sont au front pour faire la résistance, dont 40 000 filles. Pardonnez-moi, mais l'Ukraine est la première à souhaiter et chercher la paix, mais à quelle condition ? Il y a beaucoup de formules pour trouver la paix et nous avons la nôtre, en Ukraine. Je vais vous en lire quelques points importants :



Vadym Omelchenko et Hervé Morin

- Sécurité radioactive et nucléaire
- Sécurité alimentaire
- Sécurité énergétique
- Libération des prisonniers et des personnes déportées (19 000 enfants ukrainiens ont été déportés selon l'ONU)
- Mise en œuvre de la charte des Nations Unies et rétablissement de l'intégrité de l'Ukraine et de l'ordre mondial
- Retrait des troupes russes et cessation des hostilités
- Rétablissement de la justice (80 000 crimes de guerre en Ukraine selon certains experts. Doit-on pardonner cela ?)
- Prévention de l'escalade de la guerre et des répétitions de l'agression
- Fixation de l'escalade de la guerre.

« Vous avez dit qu'il nous restait 100 secondes avant l'apocalypse selon l'horloge d'Einstein. L'Ukraine, mon peuple, est déjà dans l'apocalypse »

Vadym Omelchenko

Je le répète, l'Ukraine est la première à souhaiter et à chercher la paix. Je vous remercie. »

Manifeste pour la paix



Le Manifeste Normandie pour la Paix est une initiative du Strategic Foresight Group et de la Région Normandie inspiré du Manifeste Russel-Einstein de 1955. Alors en pleine guerre froide, le mathématicien Bertrand Russel et le physicien Albert Einstein publiaient un plaidoyer mettant en lumière les dangers engendrés par les armes nucléaires. Soutenus par plusieurs scientifiques de renom, ils appelaient à rechercher des solutions pacifiques aux conflits internationaux en interpellant les consciences par la question suivante : « *Allons-nous mettre fin à la race humaine, ou l'humanité renoncera-t-elle à la guerre ?* ». Face aux nouvelles menaces pesant sur l'humanité dans un monde toujours plus incertain, cette question reste malheureusement d'actualité.

En 2019, Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, Leymah Gbowee, Prix Nobel de la Paix 2011, Mohamed El Baradei, Prix Nobel de la Paix 2005, Jody Williams,



Signez le Manifeste pour la paix en ligne

représentants de la société civile et des gouvernements. En effet, le Manifeste souligne que la guerre relève d'un choix. Si les hommes et les femmes, partout à travers le monde, prennent conscience de leur commune humanité, ils prendront la bonne décision, celle de coopérer à un monde meilleur.

5 ans après, Jody Williams et Sundeep Waslekar étaient de nouveau présents au Forum cette année, invitant chaque citoyen du monde à s'emparer de ce texte en le signant et le partageant.

Prix Nobel de la Paix 1997, Anthony Grayling, philosophe, et Sundeep Waslekar, Président du Strategic Foresight Group, ont pris la plume pour rédiger le Manifeste Normandie pour la Paix et appeler chacun à agir pour une paix durable, des citoyens aux



Jody Williams

« Je suis très impressionnée par la manière dont la Normandie aborde cette question de la paix et toutes les façons dont elle s'engage. Cela représente beaucoup d'effort et d'engagement, et je trouve cela formidable ! »

Pramila Patten

« La meilleure protection contre les violences sexuelles c'est la paix. On se retrouve aujourd'hui avec le plus grand nombre de conflits depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est pourquoi je pense que ce Forum a toute son importance. »



Nathan Law

« Avoir un Forum mondial pour la Paix en Normandie a une importance et une valeur historique particulière. Cela nous rappelle à tous à quel point la paix est précieuse. »

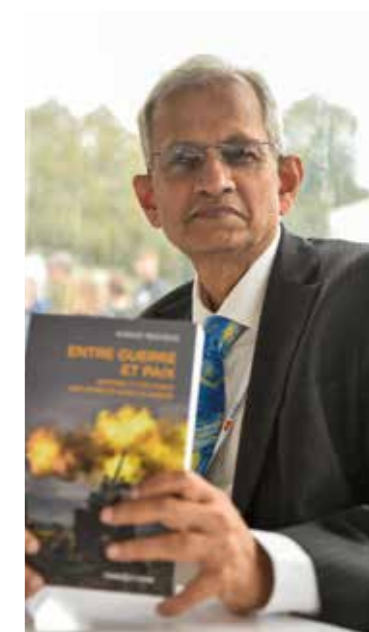
Jean-Pierre Raffarin

« C'est très important de comprendre que la paix est un travail, qu'il faut de la résistance, de la volonté et surtout de la continuité. C'est cette dynamique qu'a créée la Région Normandie, bravo ! »



Emilie Aubry

« On écoute le monde et on rencontre le monde ! Ce Forum qui se déroule à Caen a une très grande cohérence. On est dans un lieu qui a été marqué par la guerre et on essaye de comprendre les guerres d'aujourd'hui pour inventer la paix de demain. »



Sundeep Waslekar

« Ce que fait la Normandie est d'une importance historique considérable. La Région participe activement à la promotion de la paix. Je pense qu'il est nécessaire pour tous les citoyens du monde de promouvoir le travail réalisé par Normandie pour la Paix. »



LES DÉBATS

© PoolPhoto-NPP

**QUI POUR RÉSISTER
À VLADIMIR POUTINE ?
DONNER À LA SOCIÉTÉ
CIVILE RUSSE LE COURAGE
DE SE SOULEVER**

Page 38

**LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES
SONT-ELLES EFFICACES ?
SANCTIONNER SANS SE FAIRE
SANCTIONNER**

Page 41

**RÉSISTER AUX INGÉRENCES
DÉSINFORMATION, PUISSANCE
ET JEUX D'INFLUENCE**

Page 44

**INDE : NOUVELLE
SUPERPUISSANCE MONDIALE ?
L'INDE, PUISSANCE NON-ALIGNÉE**

Page 47

**L'ÉTAT DU MONDE EN 2023
LA DÉMOCRATIE EN REcul
DANS LE MONDE**

Page 50

**XI JINPING, QUELLE VOLONTÉ
DE PUISSANCE ?
CHINE ET TAÏWAN, PATIENCE
ET MILITARISATION**

Page 53

**DISSUASION NUCLÉAIRE :
OBSTACLE OU LEVIER POUR
UNE PAIX DURABLE ?
LA SÉCURITÉ PAR LA MENACE
D'ANÉANTISSEMENT**

Page 56

**RÉSEAUX SOCIAUX, ARMES
DE MOBILISATION MASSIVE ?
UN OUTIL POTENTIELLEMENT
DANGEREUX MAIS ESSENTIEL**

Page 59

**75 ANS DES CASQUES BLEUS :
CONSTRUIRE DES OPÉRATIONS
DE PAIX INNOVANTES
ET EFFICACES POUR L'AVENIR**

Page 62

**RÉSISTANCES AFRICAINES
LUTTER CONTRE
LES IMPÉRIALISMES
ET LES DICTATURES**

Page 65

**RÉSISTER ! CONTRE QUI ET POUR
QUOI ?
RÉSISTANCES UNIVERSELLES**

Page 68

**ART ET CULTURE
DE LA RÉSISTANCE EN UKRAINE**

Page 71

**ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN
LES ENJEUX CULTURELS
D'UN CONFLIT QUI DURE**

Page 74

**L'IRAK AU-DELÀ DES GUERRES
UN PAYS ET UNE IDENTITÉ
À RECONSTRUIRE**

Page 77

**AGIR DEPUIS L'EXIL
LA DIVERSITÉ DES DIASPORAS**

Page 80

QUI POUR RÉSISTER À VLADIMIR POUTINE ?

Jeudi 28 septembre, 16 h 30 - 18 h - Salle plénière



Donner à la société civile russe le courage de se soulever

Le débat a lieu au lendemain d'un séminaire à huis clos réunissant des opposants russes au régime de Vladimir Poutine ; le modérateur Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, co-organisateur du débat, explique qu'un communiqué a été rédigé à la suite du séminaire et qu'il sera bientôt publié sur le site de la région Normandie. Le but de cette rencontre était, pour ces leaders anti-guerre réunis à Caen, de s'accorder sur une stratégie pour une transition démocratique en Russie. Antoine Arjakovsky en

MODÉRATEUR :

Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins

INTERVENANTS :

Evgenia Kara-Murza, directrice du plaidoyer de la Free Russia Foundation

Garry Kasparov, 13^e champion du monde d'échecs, président de l'Human Rights Foundation

Natalia Pouzyreff, députée française, présidente du groupe France-Russie

Olga Prokopieva, militante franco-russe, porte-parole de l'association Russie-Libertés.

restitue les cinq points principaux, qui devront aider à « *construire une opposition civique, humanitaire et politique* » à Vladimir Poutine : « *la guerre en Ukraine doit être condamnée, le régime de Vladimir Poutine est illégitime, l'Ukraine doit retrouver ses frontières et il faut travailler à la nécessaire démocratisation de la Russie* ».

Plusieurs acteurs présents lors du huis clos sont réunis pour ce débat. Garry Kasparov, 13^e champion du monde d'échecs et président de l'Human Rights Foundation, y participe en visioconférence. Antoine Arjakovsky l'interroge sur la nécessité de fédérer l'opposition russe autour des cinq points évoqués. Pour Garry Kasparov, les choses qui nous unissent sont reflétées dans ces objectifs. Il rappelle que la guerre de Poutine n'est pas uniquement un conflit territorial, mais la guerre d'un dictateur face à des gens qui défendent leur liberté. « *Nous devons leur venir en aide car Vladimir Poutine est une menace pour l'Europe et pour le monde* », appuie-t-il. Il estime que seule la victoire de l'Ukraine pourrait



faire revenir la Russie dans la communauté des pays libres. « *Le drapeau ukrainien doit flotter sur Sébastopol* », reprend Garry Kasparov.

Interrogé sur ce que l'on peut attendre des gouvernements européens et français, pour ce combat contre la Russie de Poutine, le champion d'échecs dit regretter les positions peu tranchées d'Emmanuel Macron en France et de Joe Biden aux États-Unis. Pour lui, le monde doit se doter d'un plan détaillé et commun pour la « dé-poutinisation » de la Russie pour qu'à la fin de l'ère Poutine, le pays ait une chance de sortir du totalitarisme.

C'est ensuite Evgenia Kara-Murza, directrice du plaidoyer de la Free Russia Foundation, qui est interrogée sur l'utilité du huis clos qui s'est tenu à Caen. La militante anti-Poutine amorce en disant que les violations des droits humains perpétrées par la Russie sont l'affaire de tous. « *C'est une lutte commune, celle de la démocratie, de la paix et de la liberté* », insiste-t-elle. Pour Evgenia Kara-Murza, le monde paie aujourd'hui deux décennies d'impunité pendant lesquelles Poutine a pu librement s'en prendre à la Crimée, à la Géorgie, à la Syrie et à la Tchétchénie sans réaction internationale.

La militante, dont le mari est un pugnace opposant au dictateur russe, regrette que la répression de la société civile en Russie soit de plus en plus importante. Des arres-

tations ont lieu tous les jours : 7 000 poursuites criminelles et 8 000 poursuites administratives ont été ouvertes contre des personnes ayant exprimé leur désaccord avec l'invasion de l'Ukraine. « *Cela veut dire que beaucoup de gens sont prêts à s'opposer bien qu'ils risquent la prison et la torture*, pose-t-elle. *On doit tout faire pour que ces voix ne soient pas supprimées.* » Evgenia Kara-Murza rappelle que son mari, condamné à 25 ans de prison, est détenu dans des conditions très difficiles. Il a aussi survécu à deux tentatives d'empoisonnement. Il faut que cette lutte pour la paix aboutisse, afin que la Russie ne soit plus un danger ni pour elle-même, ni pour le reste du monde.

« Il faut travailler à la nécessaire démocratisation de la Russie ».

Antoine Arjakovsky

C'est au tour d'Olga Prokopieva, militante franco-russe et porte-parole de l'association Russie-Libertés de donner son avis sur le travail réalisé la veille au Forum mondial Normandie pour la Paix. Elle rappelle que les lois les plus répressives de Russie datent de 2012 et que depuis, la société civile est de plus en plus étouffée. « *Il faut absolument la soutenir pour*

lui donner le courage d'agir », clame Olga Prokopiaeva. En faisant des manifestations pour l'Ukraine, en faisant des dons, en parlant de la guerre... Elle rappelle que de nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et qu'on ne doit pas les oublier. Elle relève aussi que la France a failli élire, à la dernière élection présidentielle, une candidate qui soutenait encore très officiellement il y a peu le pouvoir poutinien : Marine Le Pen.

« De nombreux Russes refusent que l'on tue en leur nom et l'on ne doit pas les oublier ».

Olga Prokopiaeva

Pour Natalia Pouzyreff, députée française du groupe Renaissance et présidente du groupe France-Russie, « *il faut absolument soutenir l'émergence d'une proposition démocratique pour la Russie* ». Elle ajoute qu'un travail de coopération existe entre les députés européens pour tendre la main aux opposants russes, pour qu'ils déterminent le type d'opposition à mettre en place dans leur pays. « *Là-bas, des jeunes veulent une évolution démocratique de leur pays* ». Il faudrait s'unir afin de rassembler et de créer une stratégie commune. La députée explique qu'il a été demandé aux opposants de travailler à un projet d'après-Poutine ; il faudra les soutenir politiquement pour sa mise en œuvre.

Le débat se poursuit par une question sur les possibilités d'action pour les démocraties occidentales. « *Comment peuvent-elle soutenir l'opposition russe et aider l'Ukraine ?* », interroge le modérateur. Evgenia Kara-Murza estime que le plus important est de poursuivre les messages de soutien car Vladimir Poutine et son régime font tout pour démoraliser les citoyens du pays, qui voient tellement de



Natalia Pouzyreff

répression qu'ils pourraient se décourager et ne plus tenter de s'opposer. Il faut aussi, explique la militante, collecter des preuves des crimes de guerre perpétrés par la Russie pour que le tribunal international puisse faire son travail. Cela passe par le soutien des journalistes, des activistes et des ONG qui font ce travail de collecte malgré la répression.

Antoine Arjakovsky interroge ensuite les intervenants sur la nécessité pour le président français Emmanuel Macron de rencontrer les opposants de la société civile russe. La députée Natalia Pouzyreff estime que ce serait une bonne chose et rappelle que les parlementaires tendent déjà la main à ces opposants. Elle regrette cependant que les relations diplomatiques avec la Russie soient devenues quasiment inexistantes. Le soutien aux journalistes russes exilés, pour sécuriser leur statut, est indispensable à la poursuite de leur travail. « *Il faut leur donner les moyens de travailler et les médias français doivent aussi les aider à produire du contenu à destination du public russophone ici et partout. C'est l'une des seules façons de faire passer l'information et c'est l'un de nos seuls liens.* » La balle semble être dans le camp de l'opposition démocratique qui doit tout faire pour s'organiser. C'est sur cette base que pourra travailler la communauté internationale pour aider les Russes à retrouver leur liberté.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES SONT-ELLES EFFICACES ?

Le 28 septembre, 16h30-18h, auditorium



Lionel Fontagné, Pascal Boniface et Angelos Delivorias

Sanctionner sans se faire sanctionner

Revenue au cœur des débats avec la guerre en Ukraine, la question de l'efficacité des sanctions économiques doit-elle se comprendre « *comme un substitut à la guerre, une riposte graduée ou pire, une étape vers la guerre ?* », demande Lionel Fontagné en introduction du débat. L'économiste souligne la différence « entre l'approche économique et l'approche politique, qui évaluent d'un côté les dommages sur l'économie, de l'autre des conséquences plus complexes ». La base de données Global Sanctions Database, qui liste toutes les sanctions de 1950 à 2022, permet de

MODÉRATEUR :

Lionel Fontagné, économiste et membre du Cercle des Économistes

INTERVENANTS :

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS

Angelos Delivorias, analyste au Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

constater « *un changement de nature des sanctions, d'abord assez horizontales à l'échelle du pays, puis plus chirurgicales après le 11 septembre 2001, visant plutôt des individus, des entreprises et des transactions, ce qu'on appelle des smart sanctions* ». L'économiste rappelle que « *les sanctions s'accompagnent souvent de contre-sanctions des pays visés* » et qu'il faut « *regarder au-delà du coût économique* ». Dans le cas des sanctions infligées à la Russie après l'annexion de la Crimée en 2014, Lionel Fontagné explique « *qu'à travers les oligarques, 600 000 entreprises ont été touchées mais que le pouvoir russe a compensé leurs pertes avec de l'argent public, ce qui donne une impression d'inefficacité mais cette distorsion économique a un coût* ».

Pascal Boniface commence par détailler les raisons qui sous-tendent les sanctions en affirmant que « *la première raison, c'est pour faire plaisir aux opinions publiques* ».



Angelos Delivorias

Ensuite, le géopolitologue explique que « les sanctions sont toujours prises par les Occidentaux à destination des autres, les pays du Sud n'en prennent pas ». Par exemple, les États-Unis « prennent un nombre phénoménal de sanctions, il y en a des milliers pour près de 70 pays », notamment car ils « conçoivent une logique extraterritoriale des sanctions et n'hésitent pas à punir des acteurs qui ne respectent pas la loi américaine sans être

« Le rôle du dollar à l'international est potentiellement remis en question »

Pascal Boniface

actifs sur leur territoire ». Pour Washington, « la sanction est une arme politique relativement efficace car les entreprises ne peuvent se passer de l'accès au marché américain ». Pascal Boniface examine ensuite le cas des sanctions européennes contre la Russie, qui « ont durement frappé les économies de l'UE ». De plus, « les pays sanctionnés sont arrivés à un tel point de lassitude que des coalitions de pays parias comme l'Iran et la Russie se forment

pour les contourner ». Pour le géopolitologue, « comme la politique de sanctions est occidentale et non globale, il y a un sentiment de crispation des pays du Sud face à cet impérialisme économique qui ne dit pas son nom ». Puisque ces sanctions constituent « un élément important dans la perception de l'écart entre the West and the rest », même les États-Unis « commencent à réfléchir car le rôle du dollar à l'international est potentiellement remis en question ».

Lionel Fontagné rappelle qu'il est « difficile de retirer des sanctions » avec l'exemple des décisions de l'administration Trump de punir les vols de technologie chinois, toujours en vigueur. L'économiste enchaîne ensuite sur l'évolution des sanctions européennes contre la Russie, « de la simple condamnation lors de la guerre en Géorgie en 2008, aux sanctions légères en 2014 suite à l'annexion de la Crimée et aux sanctions lourdes et immédiates aujourd'hui dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine ».

Angelos Delivorias, qui réfute toute « faiblesse européenne » dans la progression des sanctions contre la Russie, explique que les relations avec l'UE étaient « positives jusqu'en 2008 dans le cadre de l'accord de coopération de 1994 ». L'analyste affirme que « les dirigeants européens ont été pris de court en 2008, juste après l'arrivée du plutôt libéral Medvedev au pouvoir, et en pleine crise des subprimes », tandis qu'en « 2014, l'UE faisait face à la crise des dettes souveraines qui aurait été aggravées par des sanctions économiques ». Cependant, « en 2022, l'UE était décidée à suivre les Américains, à envoyer un signal fort à l'intention des autres pays, notamment la Chine avec Taiwan ».

Alors que Lionel Fontagné rappelait que « le couple franco-allemand a longtemps cru que le commerce adoucit les mœurs », Pascal Boniface renchérit en assurant que « la géopolitique prend souvent le pas sur l'économie et cette attitude témoigne de l'hybris européen qui postule que le monde

« La géopolitique prend souvent le pas sur l'économie »

Pascal Boniface

entier va s'occidentaliser ». Interrogé sur une typologie des sanctions, le géopolitologue explique que c'est « presque impossible, il y en a tellement », faisant donc une différence entre « sanctions occidentales et non-occidentales, par exemple les sanctions des pays du Golfe envers Israël, qui n'ont pourtant pas empêché son développement ». Il poursuit en affirmant qu'on a « une imagination sans limite pour les sanctions, les Américains ont des centaines de gens qui travaillent dessus ». En effet, c'est « un mode opératoire qui s'est développé au XXI^e siècle avec le phénomène général d'interdiction de la guerre complémentaire au rejet par les opinions publiques de la guerre ».

« Mis à part l'extraterritorialité, les sanctions européennes sont assez similaires aux sanctions américaines » continue l'analyste européen. Cependant, comme les décisions doivent être prises à l'unanimité des États-membres, « le processus peut facilement être retardé comme ce fut le cas avec Chypre en 2020 lors des sanctions contre le Bélarus ou encore la Hongrie aujourd'hui. » Mais une fois en place, « le système de sanctions de l'UE est plus flexible car il est obligatoire de réexaminer périodiquement les sanctions ».

Quant à la problématique du boycott des athlètes russes et biélorusses pour les JO de Paris, « la question se pose car les jeux de Sotchi en 2014 avaient été une occasion de démonstration du soft power russe ». En revanche, cette question n'est posée que par l'Occident et pas le Sud, ce qui était le cas lors de la coupe du monde au Qatar, continue-t-il. Aujourd'hui, le président du CIO a pris une décision : « pas d'équipe nationale mais des athlètes sous

bannière neutre, en plus d'exclure les athlètes enrôlés dans l'armée ou publiquement favorables à la guerre ».

Pour revenir à la question de l'efficacité des sanctions, Angelos Delivorias estime que « jusqu'aux années 1990, elles ne l'étaient pas », en précisant qu'il est fondamental de définir les critères de cette efficacité. En effet, « ce n'est pas parce que la Russie n'a pas arrêté la guerre ou n'a pas imposé que les sanctions n'ont pas d'effets ». Il convient en revanche de toujours se demander « quel est le coût pour le pays sanctionné et pour le pays qui sanctionne ? » ainsi que « comment imposer des sanctions dans un monde globalisé ? ».



Pascal Boniface

Le géopolitologue rappelle enfin que « les sanctions sont prises rapidement donc on n'a pas toujours le temps d'en évaluer les effets ». De plus, il ne faut pas oublier que « dans les dictatures, ce ne sont pas les dirigeants qui souffrent en premier mais la population ». L'analyste souligne en conclusion que l'on « ne sait pas comment l'économie russe va changer mais c'est aujourd'hui une économie de guerre, au détriment des autres secteurs d'activités, ce qui aura nécessairement des impacts à long-terme ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

RÉSISTER AUX INGÉRENCES

28 septembre, 16h30 -18h, Salle OR



Oliveira Injac, Gaïdz Minassian et Frédéric Charillon

Désinformation, puissance et jeux d'influence

« Pouvez-vous donner votre définition de l'ingérence ? » C'est par cette question que Gaïdz Minassian lance le débat. Nancy Snow choisit une définition large, y incluant les nombreuses inférences dans nos vies, de la publicité à la désinformation. Elle recommande ainsi de « *trouver des moments de calme et de méditation* » afin de s'écarter de ce bruit permanent et de conserver notre esprit critique. Oliveira Injac se focalise quant à elle sur l'ingérence politique. Son pays de 600 000 habitants, le Monténégro a, depuis la fin du communisme, subi un nombre conséquent d'ingérences étrangères : « *les politiciens serbes interfèrent dans les élections à travers différentes méthodes, de la désinformation en ligne à la corruption* », explique-t-elle.

Frédéric Charillon fait un parallèle entre les qualificatifs de la puissance et ceux de l'ingérence : « *De la même manière qu'on*

parle de « hard power », de « soft power », de « smart power » (mêlant coercition et séduction) et de « sharp power » (qui fait douter l'autre), on peut parler de « soft interférence », qui consiste à séduire un public à l'extérieur, en invitant des élites à visiter le pays ou à participer à des colloques d'entreprises, ou de « hard interférence », qui peut aller de l'intimidation à l'invasion. La « smart interférence » serait quant à elle un mélange des deux, consistant à faire comprendre à un autre pays qu'il a intérêt à changer le cours de ses affaires intérieures, sans forcément utiliser la menace. Enfin, la « sharp interférence » correspond à la désinformation organisée actuellement par des régimes étrangers, qui insistent sur les dissidences internes pour faire douter les populations et déstabiliser ainsi leur pays ».

Dans notre monde globalisé, l'ingérence devient une réalité multiforme. « *Alors que la menace d'aliénation liée à l'usage possible de l'arme nucléaire constitue l'interférence ultime, il faut désormais compter avec la menace du changement climatique et environnemental*, rappelle Nancy Snow.

« L'ingérence permet aux grandes puissances de s'immiscer chez les plus faibles, en mettant en place des stratégies d'influence »

Frédéric Charillon

On peut envisager tellement de scénarios catastrophes qu'il nous faut réfléchir à la manière de garder la tête froide pour avancer vers un changement durable en gardant de l'optimisme et de l'espérance ».

Dans ce monde multipolaire, aucun État n'a intérêt à souhaiter l'effondrement de son rival, à l'image des économies américaines et chinoises qui dépendent l'une de l'autre. L'ingérence s'avère donc un mode d'action privilégié, qui « *permet aux grandes puissances de s'immiscer chez les plus faibles, en mettant en place des stratégies d'influence* », remarque Frédéric Charillon.



Oliveira Injac

MODÉRATEUR :

Gaïdz Minassian, journaliste au Monde et enseignant en relations internationales à Sciences Po Paris.

INTERVENANTS :

Frédéric Charillon, universitaire et politologue français

Oliveira Injac, maire de Podgorica (capitale du Monténégro), docteur en relations internationales.

Nancy Snow, professeure émérite à l'Université d'État de Californie, spécialiste de la propagande et de la diplomatie publique.

« *Face aux ingérences des États autoritaires, les démocraties ne seraient-elles pas vulnérables ?* », interroge alors Gaïdz Minassian. Frédéric Charillon rappelle que ces dernières sont vulnérables par définition. Mais, alors que les régimes autoritaires s'estiment plus forts en verrouillant le débat, les démocraties croient, malgré tout, qu'un régime permettant la liberté d'expression reste supérieur car la liberté fera, à terme, des dégâts dans les régimes autoritaires. Le résultat du conflit entre ces deux modes de pensée reste inconnu. « *Alors que, dans les années Clinton, les « autoroutes de l'information » constituées par internet étaient perçues comme un atout extraordinaire pour les régimes démocratiques et libéraux, on voit aujourd'hui la manière dont les régimes autoritaires les retournent pour les utiliser à des fins de désinformation et de déstabilisation* », rappelle le chercheur. Tout en rappelant que ces régimes n'ont pas le monopole de l'ingérence. En effet, les médias Radio Free Europe et Voice of America peuvent eux aussi être considérés comme des organes visant à interférer dans des pays tiers. Les ONG occidentales sont, elles, parfois perçues comme des formes d'ingérence dans certaines sociétés, africaines notamment.

Gaïdz Minassian interroge alors Oliveira Injac sur le processus d'autonomisation des sociétés civiles en transition, telles que le Monténégro. La Maire de Podgorica considère que son pays reste une démocratie vulnérable, où il s'avère difficile de résister

« Il importe de sensibiliser l'ensemble des citoyens du monde à vérifier les informations deux ou trois fois, car certaines, malicieuses, ont des objectifs toxiques »

Gaïdz Minassian

à la désinformation : « Les réseaux sociaux sont très utilisés par nos concitoyens. De plus, la plupart d'entre eux font confiance à tout ce qu'ils voient ou entendent. Les théories conspirationnistes ont vraiment eu le vent en poupe lors de la crise de Covid 19. Les gens n'ayant pas conscience des risques, nous avons souffert d'un taux de mortalité élevé ». Elle rappelle également que dans son pays, la plupart des canaux d'information viennent de Serbie, où les médias diffusent la propagande russe. « Il importe donc de sensibiliser l'ensemble des citoyens du monde à vérifier les informations deux ou trois fois, car certaines, malicieuses, ont des objectifs toxiques ». Frédéric Charillon apporte toutefois une nuance : « Il faut être exigeant sur les sources en restant vigilant, sans non plus tomber dans la paranoïa et considérer que tout est un complot ».

Cet esprit critique est mis à mal, un peu partout, notamment à cause des informations inutiles qui nous submergent. Nancy Snow met ainsi l'accent sur la prédominance de l'individualisme, avec des influenceurs qui cherchent, avant toute chose, à avoir le plus de followers possibles en vue de devenir célèbres. « Je pense que nous aurions beaucoup à apprendre de

cultures plus collectives, pour trouver un juste milieu dans la manière d'établir notre contrat social », assure-t-elle.

Gaïdz Minassian oriente ensuite le débat sur les guerres d'influence. Frédéric Charillon prend ainsi l'exemple de la guerre en Ukraine, qu'il considère comme totalement anachronique : « Alors que la Russie de Vladimir Poutine avait établi un système d'influence qui fonctionnait plutôt bien, avec une diplomatie qui parlait à tout le monde au Proche-Orient, et qu'elle avait repris pied dans certains pays d'Europe centrale et orientale, il a tenté un coup de poker. Pourtant, les dernières grandes interventions militaires dans le monde ont abouti à des fiascos, alors que dans le même temps,



Gaïdz Minassian

© Pierre Galliot - Région Normandie

les stratégies d'influence du Qatar ou de la Chine faisaient leurs preuves », rappelle-t-il. Il remarque que la Russie a fait le choix, dans la guerre ukrainienne, d'employer à la fois la force et l'arme psychologique. En face, le camp occidental a fait le pari de ne pas entrer directement dans la guerre mais plutôt d'activer ses réseaux et des sanctions. « On ne connaît pas encore le résultat, mais je pense que ce choc des méthodes aboutira à une pratique unique des conflits, mêlant le bon dosage de la force et des jeux d'influence », conclut Frédéric Charillon.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

DÉBATS

INDE : NOUVELLE SUPERPUISSANCE MONDIALE ?

Le 28 septembre, 16h30-18h - Salle Azur



Christophe Jaffrelot et Archana Chaudhary

© Nicolas Broquedis

L'Inde, puissance non-alignée

Philippe Le Corre initie le débat en soulignant la position ambivalente de l'Inde de Narendra Modi, grande puissance économique à la fois membre du G20 et des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), prise au milieu de l'affrontement sino-américain.

« Donnez-nous encore cinquante ans, il n'est pas question que nous soyons une superpuissance prématurée » répond Deng Xiaoping à Henry Kissinger dans les années

MODÉRATEUR :

Philippe Le Corre, enseignant, chercheur à Asia Society France

INTERVENANTS :

Archana Chaudhary, journaliste indienne

Christophe Jaffrelot, politologue spécialiste du sous-continent indien

Raja Mohan, universitaire indien, journaliste et analyste de politique étrangère

« L'Inde doit avant tout apprendre à utiliser sa taille pour maintenir sa croissance économique »

Raja Mohan

1990, alors que le diplomate américain lui affirme que la Chine allait bientôt devenir la deuxième puissance mondiale. C'est avec cette anecdote que l'universitaire indien Raja Mohan débute la discussion sur la place de l'Inde sur l'échiquier mondial. « En tant que cinquième puissance économique, capable de développer un programme spatial alors que le revenu annuel moyen par habitant ne dépasse pas 2000 dollars, l'Inde doit avant tout apprendre à utiliser sa taille pour maintenir sa croissance économique, la plus importante au monde aujourd'hui, et renforcer sa position », précise-t-il. Alors que les relations entre l'Inde et les puissances occi-



Philippe Le Corre

© Nicolas Broquedis

« Depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, la puissance indienne se démarque par son national-populisme, sa démocratie ethnique et son autoritarisme électoral »

Christophe Jaffrelot

dentales ont été complexes tout au long du XX^e siècle, le sous-continent a réussi à nouer des relations fructueuses avec les États-Unis et l'Europe au XXI^e siècle. Pour l'universitaire indien, les institutions multilatérales nées de la chute de l'URSS se sont largement désagrégées du fait de la rivalité sino-américaine, laquelle redéfinit les règles de la mondialisation et pousse les États à former des coalitions d'intérêt plus spécifiques, à l'image des Brics ou d'Aukus (Australie, États-Unis et Royaume-Uni).

Pour le politologue Christophe Jaffrelot, l'expansion du groupe des Brics à l'initiative de la Chine ainsi que l'absence remarquée de Xi Jinping au sommet du G20 indiquent très probablement un tournant vers une re-bipolarisation du monde. « *L'Inde, historiquement non-alignée, ne veut cependant pas d'un monde bipolaire et essaie plutôt de maintenir un certain plurilatéralisme, soit une capacité à faire des accords sans faire d'alliances, afin d'éviter le choix entre la Chine et les États-Unis. Depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, la puissance indienne se démarque par son national-populisme, sa démocratie ethnique et son autoritarisme électoral* », rappelle le spécialiste français. À l'instar d'autres régimes populistes comme ceux en Hongrie, au Brésil ou en Israël, Modi est d'abord le porte-parole d'une majorité, les Hindous, dans une démocratie où les autres citoyens ne sont plus représentés par les institutions, sont victimes de lynchages et ghettoïsés, et maintient un système électoral biaisé par les inégalités de richesse, son parti disposant de l'appui crucial de l'oligarchie économique et médiatique. Si les prochaines élections au printemps 2024 voient les 28 partis de l'opposition former une coalition pour espérer renverser le leader indien, Jaffrelot précise que, même en cas de victoire, l'opposition ne sera probablement pas capable de ramener l'Inde à son multiculturalisme d'antan, tant le nationalisme hindou y est fort aujourd'hui.

Journaliste indienne, Archana Chaudhary tient à rappeler que le débat est un élément fondamental de la culture indienne et que personne ne gouverne ce pays sans un soutien constant de la population. « *En tant que première économie mondiale en termes de croissance, ajoute-t-elle, l'Inde peut aujourd'hui prétendre dépasser son statut d'arrière-boutique et remplacer, du moins partiellement, la Chine comme usine du monde* », complète-t-elle. Deuxième nation anglophone, réservoir immense de nouveaux scientifiques, l'Inde a de nombreuses opportunités à saisir, tout particulièrement concernant le réchauffement climatique. Il ne reste qu'à savoir quelles seront les directions prises.

« Si la relation franco-indienne est si importante pour New Delhi, c'est notamment parce que la France maintient une certaine autonomie gaulliste vis-à-vis de Washington »

Christophe Jaffrelot

À l'aune du conflit russo-ukrainien et de ses conséquences géopolitiques, Raja Mohan affirme que l'Inde a choisi son orientation de politique étrangère : grâce à la position chinoise, elle reste non-alignée et a pu se rapprocher de façon inédite de l'Occident. De plus, pour l'universitaire indien, ce choix stratégique est réciproque, les puissances occidentales ne pouvant se passer de New Delhi. Si l'Inde a longtemps eu une relation spéciale avec les Soviétiques puis les Russes, cela n'était dû qu'au refus de l'Occident de leur fournir des armes. Mais aujourd'hui, Modi a enclenché un processus d'attraction de capitaux, essentiellement français, britanniques et américains, pour développer une industrie indienne de la défense.

Mais si Christophe Jaffrelot estime lui aussi que l'Occident a choisi l'Inde, en investissant massivement pour contrebalancer la menace chinoise, il considère que l'Inde, en s'abstenant des résolutions onusiennes condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, ne choisit pas vraiment l'Occident. Pour le politologue, il convient mieux de parler d'un rapprochement rapide et important, afin de rester fidèle à cet héritage de non-alignement, de partenariats sans alliances. « *Par ailleurs, si la relation franco-indienne, illustrée par la venue du chef du gouvernement indien à Paris pour le 14 juillet 2023, est si importante pour New Delhi, c'est notamment parce que la*



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



© Nicolas Broquedis

France maintient une certaine autonomie gaulliste vis-à-vis de Washington », ajoute-t-il.

Au-delà des questions économiques, Archana Chaudhary tient à ajouter que l'Inde fait partie des pays les plus touchés par la crise climatique et qu'existe une conscience forte de cette question dans toutes les strates de la société. Sans qu'il y ait de résultats concrets à ce jour, l'Inde a réussi à imposer une clarté à ce sujet lors des sommets diplomatiques comme le G20 ou les COP et essaie de lever des fonds précis pour résoudre ces problèmes.

Raja Mohan en profite alors pour souligner que la plupart des promesses de l'Inde faites lors de ces réunions multilatérales sont restées lettre morte, voire que certains pays font marche arrière sur leurs engagements. Pour l'universitaire, la solution au réchauffement climatique est avant tout d'ordre technologique. « *Il faut modifier l'équation énergie-économie* » insiste-t-il. L'équilibre de pouvoir mondial a rapproché l'Inde de l'Occident, il y a un vrai besoin de créer une structure internationale de gouvernance qui pallie le déclin relatif de l'influence des puissances occidentales. Il faut trouver des accords avec chaque partenaire et c'est la trajectoire que l'Inde a prise aujourd'hui.

L'ÉTAT DU MONDE EN 2023

VU PAR DES GRANDS REPORTERS ET ÉDITORIALISTES DE POLITIQUE INTERNATIONALE
Le 28 septembre, 16 h 30 - 18 h - Salle Nacre



Isabelle Lasserre, Céline Lussato, François-Xavier Priollaud, Ousmane Ndiaye et Ulysse Gosset

La démocratie en recul dans le monde

Ce débat sur l'état du monde en 2023 est lancé par François-Xavier Priollaud qui observe que tout le monde a été frappé par le retour, « *que l'on pensait impossible* », de la guerre sur le sol européen. Cela a révélé des tendances de fond « *bien plus profondes* » : rivalités entre puissances, crise de la démocratie, course au réarmement... Il interroge les personnalités présentes sur la possibilité pour les organisations internationales

MODÉRATEUR :

François-Xavier Priollaud,
Vice-Président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

Isabelle Lasserre, correspondante diplomatique pour Le Figaro

Céline Lussato, reporter politique étrangère à L'Obs

Ousmane Ndiaye, rédacteur en chef Afrique et ancien correspondant au Sahel pour TV5 Monde

Ulysse Gosset, éditorialiste de politique étrangère à BFM TV

de faire face à ces défis et Ulysse Gosset, plus précisément, sur l'évolution du monde depuis la fin de la guerre froide.

Pour le journaliste Ulysse Gosset, le retour de la guerre en Europe signe effectivement « *la fin des illusions* ». Spécialiste en politique étrangère, il explique que nous avons vécu une longue période de paix que l'on pensait durable. Beaucoup d'experts, poursuit-t-il, imaginent probable une troisième guerre mondiale. Le fait même de l'envisager « *en dit beaucoup sur l'état du monde semblable à un ring de boxe* ». Le journaliste parle d'une double fracture : Occident-Russie d'une part, Occident-Asie de l'autre, « *Quelle sera la capacité de l'Europe à exister entre ces deux blocs ? Va-t-on avoir une politique indépendante ou se lancer contre notre gré dans une nouvelle aventure militaire ?* », interroge-t-il.

« Le fait même d'envisager une troisième guerre mondiale en dit beaucoup sur l'état du monde semblable à un ring de boxe »

Ulysse Gosset

François-Xavier Priollaud pose alors un autre questionnement : faut-il opposer l'Occident au reste du monde ? Oui, répond Isabelle Lasserre, correspondante diplomatique pour Le Figaro. La guerre en Ukraine aurait été l'accélérateur de cette opposition, mettant en exergue un effritement des démocraties. La partie Sud du monde revendiquerait désormais, face à l'ordre occidental, « *une nouvelle place* ». La guerre montre aussi la façon, explique la journaliste, dont Vladimir Poutine lutte contre la démocratie « *car elle donne un exemple, un modèle, qui pourrait finir par s'étendre à l'ex-URSS, ce qu'il refuse* ». Les régimes (avec la Chine, la Turquie, l'Inde) qui aspirent au pouvoir éternel s'emploient, observe-t-elle, à donner une image décadente des démocraties européennes.

Le débat s'oriente alors vers le recul de la démocratie dans le monde. L'exemple de la Turquie est cité par Céline Lussato, grand reporter à L'Obs. « *Ce pays est membre de l'Otan, il est cité comme démocratie et pourtant c'est une illusion : pas de liberté de la presse, pas de contrôle des élections.* » Elle parle d'un grand danger en évoquant ces pays aux allures de démocratie où, pourtant, des dictateurs s'installent dans la durée. « *Donc quand on sait qu'Erdogan veut rester au pouvoir, est-ce que sa politique étrangère, avec un pied dans l'Otan et un en soutien à Vladimir Poutine, peut mener à autre chose ?* ».

François-Xavier Priollaud enchaîne sur les nombreux coups d'État en Afrique depuis 2020 et le rejet de la France



Ulysse Gosset

dans une partie du continent. Ousmane Ndiaye rédacteur en chef TV5 Monde et correspondant au Mali, y voit la fin d'un cycle de décolonisations mal faites. « *La présence militaire est l'un des derniers avatars de la colonisation, et son rejet est le résultat de la politique de cette dernière décennie* », analyse le journaliste. La demande de départ des forces militaires, formulée aussi par des forces démocratiques sur place, est pour lui une demande de redéfinition de la relation

« La Turquie est membre de l'Otan, est citée comme démocratie et pourtant c'est une illusion : pas de liberté de la presse, pas de contrôle des élections »

Céline Lussato



Isabelle Lasserre, Céline Lussato et François-Xavier Priollaud

« On arrive sans armes face à des acteurs globaux qui se sont armés depuis trente ans »

Isabelle Lasserre

Afrique-France. Faudrait-il alors, interroge François-Xavier Priollaud, redéfinir notre politique étrangère ? Clairement, estime Ulysse Gosset. Mais en écoutant ce que les Africains ont à dire et ce qu'ils souhaitent.

Le journaliste pense que la montée du populisme, observée en Europe, en Asie et en Inde, oblige la France à s'adapter si elle veut garder son influence et sa puissance d'intervention. Car un changement de paradigme s'opère à l'échelle de la planète, et de nouveaux conflits pourraient rebattre les cartes, pose François-Xavier Priollaud : une possible guerre entre la Chine et les USA si celle-

ci envahissait Taïwan. C'est l'illustration de l'impuissance de la France et de l'Europe, constate Isabelle Lasserre. « On arrive sans armes face à des acteurs globaux qui se sont armés depuis trente ans. » L'Europe aurait selon elle intérêt « à se reconstituer politiquement, culturellement et militairement pour ensuite s'affirmer sur la scène internationale et renouer des alliances plus saines. » Sans quoi l'histoire pourrait bien s'écrire sans elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



Ousmane Ndiaye

XI JINPING, QUELLE VOLONTÉ DE PUISSANCE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, salle Plénière



Émilie Aubry et Stéphane Corcuff

Chine et Taïwan, patience et militarisation

À l'approche des élections présidentielles taïwanaises en 2024 dont l'enjeu principal est la tension de l'île avec la Chine de Xi Jinping, une « *opposition symbolique entre le petit territoire démocratique et la plus grande dictature du monde* », Émilie Aubry initie cette discussion avec la projection du dernier épisode de son émission *Le Dessous des Cartes*, étoffée par un reportage à Taïwan en juin 2023 pour se demander : la guerre aura-t-elle lieu ?

Après avoir affirmé dans une réponse liminaire que la Chine se contentera du statu quo « *tant que les USA restent garants de la sécurité de Taïwan* », le sinologue s'efforce d'expliquer l'origine d'un discours qui assigne la responsabilité des tensions aux

provocations des États-Unis en rappelant que « *c'est un débat perverti que de justifier les politiques russes et chinoises en dénonçant l'impérialisme américain* ». Sur la question des enjeux de l'actuelle campagne présidentielle taïwanaise, Stéphane Corcuff précise qu'il y a « *essentiellement un débat politique à Taïwan, les candidats se démarquent d'abord pour des raisons électorales car on ne peut véritablement gouverner qu'au centre, en dépit des orientations politiques des partis* ». Depuis la fin de la dictature du Kuomintang (1949-an-

« Un Xi Jinping rationnel applique une stratégie de renforcement militaire pour être prêt si la situation géopolitique venait à évoluer ».

Stéphane Corcuff

MODÉRATRICE :

Émilie Aubry, rédactrice en chef et présentatrice *Le Dessous des Cartes*, Arte

INTERVENANT :

Stéphane Corcuff, universitaire, politiste internationaliste et sinologue



© Eric Biernacki - Région Normandie

« La Chine pense que le monde lui en veut, qu'on la prive d'un accès au statut de première puissance qui lui revient de droit »

Stéphane Corcuff

nées 1990) qui avait le regard tourné vers la Chine continentale, de plus en plus de Taïwanais « voient leur avenir dans l'identité taïwanaise ». Cependant, « cette ligne de fracture s'atténue progressivement car il n'est pas possible de proposer une réunification ou une indépendance de jure »

Interrogé sur la question d'une « réunification par grignotage », soit l'influence croissante des capitaux et du soft power chinois sur l'île, l'universitaire affirme qu'il est « déjà à l'œuvre depuis longtemps mais Taïwan tient ». Pékin « ne s'interdit aucune option, un Xi Jinping rationnel est au fait de la présence américaine, réaffirmée sous la présidence de Joe Biden, et applique donc une stratégie de renforcement militaire pour être prêt si la situation géopolitique venait à évoluer, notamment en cas de changement de l'exécutif américain », explique-t-il. Cependant, « puisqu'il a fixé

2049 comme date limite pour cette réunification et qu'il a déclaré qu'il ne passerait pas le dossier à une autre génération de dirigeants », cela soulève de nombreuses interrogations.

Répondant à la qualification récurrente de « nouvelle Guerre froide », Stéphane Corcuff préfère soulever « le problème méthodologique d'emploi du terme, il vaut mieux caractériser le contenu des risques que de comparer les expressions », complété par Émilie Aubry à propos de la « dimension multipolaire du monde qui rend aujourd'hui caduque la vision de Guerre froide ». Dans cette lignée, l'universitaire répond au public s'interrogeant sur la possibilité de ne soutenir ni le camp américain ni le camp chinois dans ce débat, estimant que « la question ne se pose heureusement pas encore mais il est important de garder son indépendance intellectuelle et de faire des évaluations rationnelles des deux pays, en gardant à l'esprit : si la Chine passait à l'acte sans réponse américaine, quelles seraient les conséquences pour le monde ? » Face à l'idée tenace d'une « aversion culturelle chinoise à la guerre », le sinologue français explique qu'il « n'y a pas de plus énorme préjugé sur la Chine, son histoire entière est faite de guerre et d'assimilation des populations conquises », poursuit le sinologue, et ce préjugé n'est rien d'autre qu'un « discours savamment distillé par les Chinois pour paraître moins inquiétants, recyclé à tort par certains observateurs ». Il précise par ailleurs que « les frontières actuelles de la Chine sont celles héritées de l'empire Mandchou, au pouvoir de 1644 à 1912, période durant laquelle la Chine n'existe pas en tant que sujet de droit international ».

Revenant à la question de l'expansionnisme chinois contemporain, admis « avec frilosité par l'Occident », Stéphane Corcuff fait une « distinction importante entre l'environnement immédiat et le reste du monde ». Dans le premier cas, « la Chine a une vision impériale, renforcée par son émergence sur la scène mondiale » et « pense que le monde lui en veut, qu'on



© Eric Biernacki - Région Normandie

la prive d'un accès au statut de première puissance qui lui revient de droit ». Dans le second, « bien que la structure des Nouvelles Routes de la Soie donne une impression expansionniste, les Chinois ont compris qu'être la première puissance, le gendarme du monde, a un coût politique et financier qu'ils ne veulent pas assumer ». Aujourd'hui, « la Chine de Xi Jinping met en place des éléments pour faire progresser la puissance du pays mais ne veut pas jouer ce rôle et n'a pas intérêt à le faire ».

Avant de se poser la question de la participation d'autres États à une guerre sino-taïwanaise, l'universitaire rappelle les probabilités encore faibles de conflit car « tout est mis en œuvre aujourd'hui pour dissuader la Chine d'envahir Taïwan et il y a beaucoup d'étapes à franchir avant : l'échec des alliances, le renversement de la politique à Washington, la détermination rationnelle ou non de Pékin, le succès d'un blocus aérien et maritime puis l'envoi de troupes ». Cependant, « le Japon serait directement concerné par une attaque, puisque l'archipel Nansei, où se situe Okinawa, est revendiqué par le pouvoir chinois, qui convoite toutes les frontières perdues de l'empire Mandchou ». Malgré cela, Stéphane Corcuff souligne que « la question sensible reste la préparation d'une réponse indopacifique sans offrir de casus belli à Pékin ». « Le rapport de force reste défavorable à la Chine à ce jour », poursuit-il,

« car c'est une puissance avec qui l'on veut commercer pas guerroyer, même si elle s'y prépare ». Cependant, « personne n'est en position de force tout seul, même les États-Unis ».

Pour comprendre l'ensemble des questions géopolitiques, il est « nécessaire d'analyser la politique intérieure chinoise » soutient le sinologue. En effet, comme « le Parti Communiste Chinois (PCC) est obsédé depuis 1949 par la question de la stabilité du régime, que le leader chinois doit pour son intérêt personnel et celui du parti assurer l'assise du pouvoir du PCC sur la Chine, le cas de Taïwan est très dangereux ». En conséquence, « sauf s'il est acculé, Xi Jinping ne prendra pas la décision d'attaquer tant qu'il n'est pas sûr de gagner car une défaite provoquerait un séisme sur sa

« Tout est mis en œuvre aujourd'hui pour dissuader la Chine d'envahir Taïwan et il y a beaucoup d'étapes à franchir avant »

Stéphane Corcuff

légitimité à diriger le parti et le pays ». Cependant, « avec le cynisme propre au PCC, on peut penser le régime capable d'inventer un casus belli farfelu pour pouvoir prétendre avoir défendu les intérêts vitaux de la Chine en cas de défaite ».

Interrogés sur la problématique taïwanaise, les Chinois y sont « en principe favorables, en pratique les questions économiques passent avant ». « Le blocus aérien et maritime que requerrait une invasion serait immense et mettrait l'économie chinoise à l'arrêt », conclut le sinologue, « et ce n'est pas le moment aujourd'hui, le PCC foncerait dans le mur ».

DISSUASION NUCLÉAIRE : OBSTACLE OU LEVIER POUR UNE PAIX DURABLE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, Auditorium



Jean-Marie Collin, Héroïse Fayet, Xavier Chemisseur et Nicole Gnesotto

La sécurité par la menace d'anéantissement

« Depuis la fin de la Guerre froide, la doctrine de la dissuasion nucléaire est mise en avant pour expliquer l'équilibre de l'ordre mondial », initie Xavier Chemisseur, journaliste et modérateur de ce débat. Alors que l'on commençait à imaginer un monde sans armes nucléaires depuis trente ans, l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 a imposé cette question cruciale : la dissuasion nucléaire est-elle toujours un outil efficace pour assurer notre sécurité collective ?

MODÉRATEUR :

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef France 24

INTERVENANTS :

Jean-Marie Collin, directeur pour la France de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN France)

Héroïse Fayet, chercheuse à l'Ifri (Institut français des relations internationales) et coordinatrice du programme de recherche Dissuasion et prolifération

Nicole Gnesotto, Vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Nicole Gnesotto commence en redessinant les grandes lignes de la lutte contre la prolifération nucléaire suite à la chute de l'URSS. En effet, avec « un arsenal soviétique réparti dans plusieurs républiques socialistes soviétiques, Washington a dû négocier un accord avec Moscou afin que la Russie en soit la seule héritière et le rapatrie ». Voulant à tout prix éviter une prolifération, les Américains ont aussi mis en place « un programme financier d'accueil de savants soviétiques pour éviter que les cerveaux nucléaires ne se vendent aux plus offrants comme l'Iran ou la Corée du Nord ». L'historienne explique aussi que « la disparition de l'URSS a abouti à une déprogrammation des arsenaux des deux côtés ». La guerre en Ukraine, « via les déclarations bellicistes des dirigeants russes qui menaçaient de faire usage d'armes nucléaires tactiques », a remis à la une des journaux cette question oubliée. Avec la réponse des présidents Biden et Macron, indiquant « qu'ils ne se laisseraient pas faire et qu'ils défendraient chaque centi-

mètre carré des territoires de l'Otan », plus aucune menace publique n'a été entendue. Nicole Gnesotto affirme cependant que « si l'on ne peut pas dire qu'il n'y a plus de risques, on peut continuer de s'appuyer sur le raisonnement stratégique de la rationalité », lequel suppose que Vladimir Poutine « n'attaquera pas car l'arme nucléaire dissuade de tout combat, le coût d'une attaque est toujours plus grand que le résultat d'une éventuelle victoire ». Elle conclut en rappelant une anecdote du Général de Gaulle au début des années 1960 lors de l'élaboration de cette politique de dissuasion, lorsque l'ambassadeur soviétique l'avait averti qu'une « attaque française conduirait à la destruction de Paris », ce à quoi il avait répondu : « alors nous mourrons ensemble, car j'aurai d'abord détruit Moscou ».



Héroïse Fayet

« Si l'on ne peut pas dire qu'il n'y a plus de risques, on peut continuer de s'appuyer sur le raisonnement stratégique de la rationalité ».

Nicole Gnesotto

Héroïse Fayet rappelle que seulement neuf pays détiennent l'arme atomique aujourd'hui, divisés en deux catégories. Dans la première se trouvent les cinq pays qui l'avaient testée avant la signature du traité de non-prolifération (TNP) en 1968, qui ne sont autres que les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France). L'autre catégorie inclut donc des pays n'ayant pas signé ce traité : l'Inde et le Pakistan, ayant effectué des essais en 1998, Israël, bien qu'il ne le reconnaisse pas officiellement, et la Corée du Nord. Mais pour comprendre le contexte actuel, il est « important de savoir que dans les années 1970, une trentaine de

pays menaient des programmes nucléaires » rappelle-t-elle, avant d'expliquer que l'on « a fait en sorte que le coût de développement reste largement supérieur aux bénéfices qu'un État puisse en tirer ». Aujourd'hui, « le principal candidat reste l'Iran, bien que les États-Unis considèrent qu'il n'y a pas eu de signe de militarisation depuis 2003 » mais le débat public sur l'arme nucléaire a notamment « été relancé en Corée du Sud et au Japon ».

À l'opposé des deux expertes, le directeur de l'Ican insiste sur la définition du terme de dissuasion nucléaire, ne garantissant pas un équilibre mais « constituant une menace permanente d'utilisation d'armes de destruction massive contre des populations civiles ». Cette dissuasion, explique Jean-Marie Collin, c'est « l'acceptation qu'un président aille à l'encontre du droit international humanitaire » mais aussi « que l'on maintienne un budget important pour ce secteur sans débat démocratique ». « Considérer la dissuasion nucléaire comme un levier pour la paix, c'est accepter de menacer, d'être menacé et de proliférer », termine-t-il.

Nicole Gnesotto reconnaît là un paradoxe important : « la faille de la dissuasion nu-



Nicole Gnesotto

claire est son amoralité puisque c'est une sécurité collective fondée sur la menace d'anéantissement de l'humanité ». De plus, avec l'arme atomique, « est entériné un ordre mondial injuste qui accepte ces droits inégaux entre les pays ». Mais si l'abolition doit advenir, il faut avoir à l'esprit que « la dissuasion conventionnelle n'a jamais existé dans l'Histoire » avertit-elle, « que la dissuasion nucléaire

« On n'enlèvera jamais l'arsenal nucléaire russe de l'extérieur et il est impensable de forcer la Russie à le détruire elle-même »

Nicole Gnesotto

est une menace tellement absurde et réelle qu'elle annihile tout désir de commencer la guerre ». C'est dans ce cadre que « le passage à l'acte de Poutine était une surprise pour tout le monde ». Ce dernier met en œuvre « une doctrine de sanctuarisation agressive, qui consiste à utiliser le statut de puissance nucléaire de la Russie pour se prémunir de représailles occidentales ». Une « stratégie qui marche » selon elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

En profond désaccord, Jean-Marie Collin insiste sur la nature incertaine de cette doctrine, qui n'est qu'un « pari sur la rationalité de l'adversaire, une rationalité que l'on peut questionner dans le cas de Poutine, de la famille Kim ou même de Trump ». Si aujourd'hui « la majorité des États ne veulent pas de l'arme atomique, c'est parce qu'ils savent que c'est un mauvais système de défense », explique-t-il. De plus, l'exemple du colonel Stanislav Petrov en 1983 montre la faillibilité de cette doctrine face aux erreurs ou aux accidents. Lorsque l'officier soviétique, l'une des années « les plus chaudes de la Guerre froide », détecte des missiles américains dirigés vers l'URSS, il prévient sa hiérarchie qu'il ne croit pas ses machines et évite une apocalypse nucléaire.

Héloïse Fayet ajoute au débat la question chinoise, nouvel acteur important de la question nucléaire disposant de « 350 têtes en 2022, 410 en 2023 » et « refusant toute discussion sur la limitation de son armement ». Cette « évolution de l'équilibre nucléaire mondial doit appeler beaucoup d'efforts pour que la dissuasion fonctionne et que l'on évite une Troisième Guerre mondiale nucléaire ».

Nicole Gnesotto précise à son tour que « la dissuasion nucléaire européenne n'existe pas ». L'Union européenne est « désunie sur cette question, entre les pays qui y ont renoncé et comptent sur le parapluie otanien et la France qui ne protège que ses intérêts vitaux ». Interpellée sur les modalités de résolution du conflit russo-ukrainien, l'historienne estime que les scénarios de capitulation et de désarmement de la Russie sont improbables car « on n'enlèvera jamais l'arsenal nucléaire russe de l'extérieur et il est impensable de forcer la Russie à le détruire elle-même ». Si Nicole Gnesotto reconnaît qu'il « n'y pas de débat digne de la démocratie française à ce sujet aujourd'hui », elle assure que « si la Chine et la Russie sont autorisées à garder leur arme atomique, pourquoi la France l'abandonnerait ? ».

RÉSEAUX SOCIAUX, ARMES DE MOBILISATION MASSIVE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, salle Or



Feurat Alani, Oxana Melnychuk, Julie Clarini et Gildas Leprince

Un outil potentiellement dangereux mais essentiel

« La même conférence organisée il y a dix ans aurait sûrement été plus optimiste, attachée à montrer que les réseaux sociaux transforment, rendent visibles et donnent de la force aux mouvements » annonce Julie Clarini en introduction, « alors qu'aujourd'hui nous sommes plus mesurés face à ces vecteurs de désinformation et de déstabilisation, qui devaient aider les démocraties naissantes et attaquent finalement les démocraties anciennes ».

MODÉRATRICE :

Julie Clarini, Rédactrice en chef du service Idées, L'Obs

INTERVENANTS :

Gildas Leprince, YouTuber "Mr Geopolitix"

Feurat Alani, reporter et réalisateur

Oxana Melnychuk, directrice du centre d'analyse politique et de la communication Unis pour l'Ukraine

« Ce qui est fondamental, c'est de toujours se demander quel est le niveau de tromperie »

Gildas Leprince

Oxana Melnychuk commence par rappeler le « rôle crucial des réseaux sociaux au début de la guerre en Ukraine, en attendant que les médias classiques s'adaptent ». Les réseaux sociaux ont permis « au président et au gouvernement, via Twitter, de rassurer et organiser immédiatement 40 millions d'habitants dans l'inconnu ». Depuis, « le président Zelensky s'adresse tous les soirs aux Ukrainiens, en ukrainien et en anglais, il leur parle directement avec son téléphone et ça le rend humain, ce qui participe de notre résilience ». La communicante explique que « le gouvernement a dû se poser très vite la question du canal



Gildas Leprince

« La certification servait à authentifier les gens crédibles dans leur domaine mais qu'aujourd'hui il suffit d'acheter »

Gildas Leprince

Feurat Alani reprend cet argument de son point de vue en affirmant que « *l'on ne peut pas se passer d'Internet et des réseaux sociaux, d'autant plus quand on est journaliste* » avant de revenir sur son rapport à ces plateformes numériques dans le cadre de son travail en Irak. « *Je constatais qu'il y avait n'importe quoi, non recoupé et non vérifié sur Twitter, surtout après l'arrivée de Daech* » donc « *je me suis décidé à prendre le contre-pied de l'application, de sa vitesse et de sa superficialité, j'ai commencé à raconter l'Irak autrement* ». Concrètement, « *je suis allé à l'opposé des analyses froides et chiffrées et j'ai raconté une subjectivité, des couleurs et des odeurs, sur le temps long, pour prendre mes lecteurs par la main* » et « *de ces textes est né mon roman graphique* ». Aujourd'hui, le reporter estime que « *Twitter est un outil indispensable pour le meilleur et pour le pire mais il faut prendre le temps de recouper l'information et ne pas rester que sur les réseaux sociaux* ». Oxana Melnychuk rebondit en citant un principe socratique qui exige « *trois filtres pour recevoir une information : est-elle vraie ? est-elle bénéfique ? est-elle utile ? et qu'il faut se méfier si l'un des trois manque à l'appel* ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

Mr. Geopolitix avertit le jeune public sur l'évolution de Twitter, où « *la certification servait à authentifier les gens crédibles dans leur domaine mais qu'aujourd'hui il suffit*

à utiliser » mais a aussi « *dû faire appel à tous ses contacts dans le monde des médias d'où venait Zelensky pour transmettre les messages du président au monde entier* ».

Gildas Leprince, alias Mr. Geopolitix sur YouTube, raconte son arrivée sur la plateforme « *à une époque où ça cartonnait, à un point de bascule où on commençait vraiment à en vivre* » mais avant que « *les contenus volontairement trompeurs s'y multiplient* ». Pour appréhender ces fake news, le YouTuber explique que « *des journalistes ont établi une classification de ces infox, du contenu faux pour des raisons commerciales plutôt que politiques, aux erreurs journalistiques, au racolage de unes et jusqu'à la manipulation et la propagande* ». « *Ce qui est fondamental, c'est de toujours se demander quel est le niveau de tromperie car il vaut mieux se former pour se prémunir que d'abandonner Internet* », défend-il.

d'acheter ». En revanche, « *la plateforme précise désormais l'origine de certaines informations, par exemple que Russia Today est financé par le gouvernement russe, ou rappelle les vraies dates de certaines vidéos* ». Le vidéaste appelle ensuite tout le monde « *à suivre plusieurs comptes de fact-checking et à toujours vérifier si une information est mentionnée dans d'autres médias avant de la prendre pour argent comptant* ». La modératrice Julie Clarini note cependant que « *les fake news peuvent aussi être une façon de se renseigner sur les techniques de propagande de ses adversaires* », complétée par le reporter franco-irakien qui assure qu'une « *fake news en dit beaucoup de la situation d'un pays* ». Oxana Melnychuk revient sur le lien entre information et stratégie militaire, ce qui a notamment conduit l'état-major ukrainien à « *refuser d'informer sur la guerre pour ne pas créer de la panique et mettre en danger ses unités* ». En conséquence, « *les médias occidentaux se sont mis à utiliser les sources russes pour pallier ce manque, ce qui a participé de la désinformation à ce sujet, forçant l'armée ukrainienne à former des porte-paroles officiels* ».

Gildas Leprince explique à son tour les enjeux de la guerre informationnelle, lorsque « *des pays utilisent des fausses informations pour déstabiliser leurs ennemis, les pousser à prendre de mauvaises décisions et à faire perdre espoir aux populations* ». Certains pays comme la Russie « *s'y sont spécialisés avec la mise en place de machines à trolls* ». Un exemple de « *cette guerre pernicieuse* » est « *la prétendue découverte par Wagner d'une fosse commune laissée par l'armée française sur sa base au Mali, ce que la France a pu démentir à l'aide d'images de drones montrant les forces paramilitaires russes creusant cette fosse* », continue-t-il. Feurat Alani rappelle aussi que même « *l'État islamique a utilisé les réseaux sociaux de façon novatrice pour attirer des recrues* », ce qui « *démontre que l'information peut être autant un bienfait qu'une arme qui peut déclencher une guerre* ».

Le vidéaste français prend ensuite le temps de réexpliquer les différentes méthodes de modération des plateformes numériques : « *YouTube est assez strict sur la nudité, même lorsque ce n'est rien d'autre qu'une statue grecque, tandis que TikTok est assez permissif, préférant restreindre la violence, les armes et la drogue* ». Pour revenir au sujet initial, la communicante ukrainienne souligne que « *les renseignements britanniques ont avoué eux-mêmes lors du dernier salon de l'armement à Paris que leur première source d'information était les réseaux sociaux* ». Afin de présenter des motifs d'espoir sur cette thématique, Mr. Geopolitix défend l'analogie selon laquelle « *les réseaux sociaux sont un outil*

« Les fake news peuvent aussi être une façon de se renseigner sur les techniques de propagande de ses adversaires »

Julie Clarini

comme l'est un couteau, on peut cuisiner comme on peut tuer avec » mais qu'il ne faut pas oublier que « *l'on peut tout faire grâce à Internet, c'est incroyable* ». Même si « *les nouvelles générations sont plus mises au défi, elles seront d'autant plus fortes, elles vont plus se questionner, développer leur regard critique et trouver leurs biais cognitifs* ». Oxana Melnychuk tient quant à elle à « *remercier les Occidentaux de leur soutien sur les réseaux sociaux, les ailes de notre victoire et de notre résilience* ». En effet, « *cette solidarité est possible grâce à l'immédiateté des réseaux sociaux, qui permet un appui financier, de former des organisations humanitaires* ». « *Il faut rester prudent et ne pas tomber dans le piège des réseaux sociaux* », conclut-elle, « *mais cela reste un outil contemporain qui change le monde* ».

75 ANS DES CASQUES BLEUS : CONSTRUIRE DES OPÉRATIONS DE PAIX INNOVANTES ET EFFICACES POUR L'AVENIR

Le 29 septembre, 14h-15h30, salle Azur



Satu Koivu, Jean-Pierre Lacroix, Valériane Gauthier, Caroline Ziadeh, Lise Howard

Maintenir la paix face aux nouveaux défis

Après la diffusion d'une vidéo célébrant les 75 ans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la journaliste Valériane Gauthier inaugure la discussion sur le bilan des 71 missions qui ont été mises en place entre 1948 et 2023.

Jean-Pierre Lacroix commence par souligner la longue liste de pays qui ont bénéficié avec succès de l'appui de ces missions, du Cambodge au Salvador en passant par le Timor oriental et l'Angola, en précisant que les échecs de certaines opérations s'expliquent en partie par l'inadéquation de l'ambition de certains mandats avec la réalité du terrain. À sa suite, Caroline Ziadeh détaille les succès de l'opération onusienne au Kosovo depuis 1999, qui a « arrêté la guerre, les tueries et a facilité le re-

tour des déplacés, bien qu'il y ait des revers aujourd'hui avec l'érosion de la confiance dans la mission par la population ». Commissaire de police pour la mission à Chypre en place depuis 1964, Satu Koivu explique que « l'arrêt des combats, l'ouverture de points de passage dans la zone tampon autrefois hermétique sont des succès, mais il faut admettre que la présence nécessaire encore aujourd'hui des forces onusiennes est un signe d'échec ». L'universitaire américaine Lise Howard s'appuie quant à elle sur les nombreuses études académiques pour affirmer que « deux opérations de maintien de la paix sur trois atteignent les objectifs de leur mandat » et que « la présence des Casques bleus fait baisser sans ambiguïté le nombre de morts, de blessés et d'affrontements ».

Jean-Pierre Lacroix tient à préciser que « chaque jour où le cessez-le-feu est maintenu est un succès » avant d'admettre que « face aux défis imposés par les nouvelles méthodes de guerre et la désinformation dans des territoires souvent vastes, les moyens alloués sont insuffisants ». La représentante spéciale à Pristina, capitale du Kosovo, poursuit cette analyse en expliquant que « la nature du conflit et les populations ont changé, l'analyse et l'administration de la mission doivent aussi évoluer ». « Il faut rester à l'écoute pour assurer les quatre piliers de la résolution de 1999 que sont la cessation des hostilités, le déploiement des forces de l'OTAN, la gestion des affaires communautaires par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et des affaires économiques par l'Union européenne » ainsi que de « maintenir un dialogue aux niveaux local et national afin de réinstaurer la confiance ».

« La nature du conflit et les populations ont changé, l'analyse et l'administration de la mission doivent aussi évoluer »

Caroline Ziadeh

« Tous les membres des opérations de maintien de la paix sont des gens ordinaires mais ils servent dans des lieux extraordinaires » ajoute la policière. « Notre sécurité est remise en cause, nos bâtiments et nos biens sont dégradés et nous sommes parfois attaqués directement », explique-t-elle, « et nous devons être capables de répondre aux attentes croissantes, de nous adapter et de développer de nouvelles compétences ». Interrogée sur l'élargissement des responsabilités des missions, Satu Koivu assure que dans le cadre de la mission à Chypre « le but principal est d'écouter et soutenir les

MODÉRATRICE :

Valériane Gauthier, journaliste et présentatrice TV France 24

INTERVENANTS :

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général aux opérations de paix à l'ONU

Caroline Ziadeh, Représentante spéciale et cheffe de la mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo

Lise Howard, professeur de politique intérieure et étrangère à l'université de Georgetown

Satu Koivu, commissaire de police adjoint, conseiller principal de police UNFICYP (Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre)

communautés locales mais la situation a changé en soixante ans, l'incident militaire est résolu mais il y a désormais des problèmes civils et criminels importants ». Lise Howard complète ce propos en expliquant que « les États demandent des mandats de plus en plus complexes, tout le monde y va de son exigence ».

Réagissant aux accusations d'abus sexuels de nombreux Casques bleus, Jean-Pierre Lacroix assume la responsabilité de son organisation, « c'est inacceptable et cela détruit le travail positif de tout le monde. Nous avons pris des mesures, des contingents entiers ont été virés et les autorités nationales ont été averties ». « Il faut faire plus pour mieux connaître les territoires et les populations, aller partout, diversifier le personnel et ne jamais arrêter de travailler pour que ces crimes ne restent pas impunis », continue-t-il. « L'ONU est de plus en plus ciblée par les attaques, l'uniforme ne protège plus et les fake news exacerbent les violences » finit-il pour contrebalancer. Satu Koivu renchérit en attestant que « l'intégrité de la mission est continuellement mise au défi, travailler avec un béret bleu comporte un risque mais nous avons aussi du matériel et des technologies pour nous aider ». Sa consœur au Kosovo raconte, elle, les dernières attaques en mai 2023 contre les soldats de l'Otan au nord du pays, parallèlement à la dégradation des bureaux de



© Pierre Galliot - Région Normandie

Jean-Pierre Lacroix et Valérie Gauthier

« Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus »

Lise Howard

l'ONU dans la capitale. « Face à ces menaces, il faut continuer de dialoguer, de trouver des solutions avec des alliés locaux, des leaders politiques, religieux ou des jeunes pour changer le discours public » assure-t-elle.

La politologue américaine revient brièvement sur la mission multidimensionnelle en Namibie en 1989-1990, dont le but était de « changer l'ambiance politique d'un pays à l'histoire complexe (génocide, apartheid, guerre civile) mais avec beaucoup de ressources et une transition démocratique post-coloniale difficile ». « C'est pour cela qu'il était important de parler directement aux Namibiens et voir ce qu'ils attendaient des Casques bleus », conclut-elle.

Face à la désinformation croissante permise par les NTIC (Technologies de l'information et de la communication) et les réseaux sociaux, Jean-Pierre Lacroix soutient qu'il « faut être proactif dans la



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

communication, raconter les histoires positives et mieux détecter les infox ». Caroline Ziadeh revient sur la campagne de désinformation dont a été victime un de ses collègues, accusé à tort en 2018 d'être un espion russe, ayant « nécessité une campagne de clarification et d'investissement dans le fact-checking pour avoir des mécanismes de défense ». Satu Koivu reprend les arguments des autres fonctionnaires internationaux, estimant qu'il « y a une responsabilité de mener le narratif, de vérifier les faits, pour que les gens comprennent l'action des Casques bleus ».

La diplomate en poste à Pristina s'emploie ensuite à détailler les efforts pour recréer la confiance en sa mission, notamment la réunion d'acteurs de la société civile kosovare pour inaugurer « le centre Barabar, un lieu de dialogue et d'échange intercommunautaire ». À son tour, la commissaire de police justifie l'élaboration de divers « comités sur la santé, la gestion de crise, etc. pour trouver des solutions à tous les défis ».

Jean-Pierre Lacroix tient enfin à souligner l'importance d'inclure les femmes dans tous ces processus, « car cela améliore considérablement l'environnement de travail des missions et les populations vulnérables sont majoritairement des femmes qui ne veulent plus voir d'hommes armés ». « Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus » poursuit Lise Howard. « Malheureusement, la Chine et la Russie bloquent souvent les résolutions du Conseil de sécurité qui incluent le droit des femmes, donc on est obligé de passer par l'Assemblée générale pour voter les résolutions ».

Le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix conclut cette discussion en expliquant que « bien que les missions ne soient pas équipées pour lutter contre le réchauffement climatique, il a un impact majeur sur les conflits avec la raréfaction des ressources et nous devons le prendre en compte ».

RÉSISTANCES AFRICAINES

Le 29 septembre, 14h-15h30 - Salle Nacre



© Pierre Galliot - Région Normandie

Drissa Traoré, Niagalé Bagayoko, Sonia Le Gourriellec, Didier Awadi et Newton Ahmed Barry

Lutter contre les impérialismes et les dictatures

Alors que les coups d'État se multiplient en Afrique - Mali, Burkina Faso, Tchad, Niger, Gabon - depuis deux ans, le continent connaît une nouvelle vague de contestations populaires, annonce Sonia Le Gourriellec. Mais « comment et contre qui s'organisent ces résistances aujourd'hui ? ».

Musicien et activiste sénégalais, Didier Awadi précise que toutes les résistances sont différentes, qu'elles soient culturelles, politiques ou armées. Après avoir longtemps lutté pour un pluralisme politique dans son pays, le rappeur explique qu'il faut aujourd'hui lutter contre tous les modèles qu'on impose, contre l'impérialisme, contre le populisme et pour l'Afrique.

Pour comprendre les troubles politiques en Afrique, Newton Ahmed Barry affirme qu'il

faut regarder le profil et la rhétorique des insurgés et de leurs partenaires. Au Burkina Faso, trois insurrections ont marqué le pays depuis 25 ans : la première en 1998, suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, était liée aux atteintes à la liberté de la presse ; la seconde en 2011-2014 était motivée par un besoin de respect pour la démocratie ; la troisième en 2022 était quant à elle une insurrection du désespoir face à l'avènement du terrorisme dans le pays.

« Tous ces coups d'État militaires sont les conséquences des coups d'État institutionnels »

Didier Awadi

MODÉRATRICE :

Sonia Le Gouriellec, maîtresse de conférences à l'université catholique de Lille

INTERVENANTS :

Didier Awadi, musicien et activiste sénégalais

Niagalé Bagayoko, présidente d'African Security Network

Newton Ahmed Barry, journaliste engagé en faveur de la liberté d'expression, ancien président de la CENI (Burkina Faso)

Drissa Traoré, chargé du programme Sahel à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

Dans ce contexte politique tendu, Drissa Traoré s'inquiète d'abord des répercussions sur le respect des droits humains. Même si les coups d'État invoquent officiellement des menaces sécuritaires et impérialistes, en plus de la faillite des élites politiques et des échecs de la démocratie, il faut s'assurer que l'espace civique et démocratique ne soit pas trop rétréci. Résister, c'est « *trouver comment arrêter les effets néfastes de ces coups d'État et des politiques multilatérales* », explique-t-il.

Pour la politologue française Niagalé Bagayoko, chaque événement politique doit être analysé dans son contexte propre et sans généralisation. Le coup d'État au Tchad en avril 2021 marque cependant un tournant car il n'a pas été reconnu comme tel par la France et l'Union africaine (UA). La non-intervention des forces armées françaises au Tchad et l'absence de sanctions prononcées par l'UA ont créé un précédent pour le continent. Les coups d'État se sont enchaînés très vite après : au Mali en mai 2021, en Guinée en septembre 2021, au Soudan en octobre 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022, au Niger en juillet 2023, au Gabon en août 2023... Ces derniers renversements bénéficient par ailleurs d'un certain soutien populaire, ce qui suggère une importante vague autoritaire et nationaliste. Ces militaires incarnent en effet une rupture avec l'ordre démocratique libéral imposé de l'extérieur en plus d'un patriotisme qui ferme les yeux sur les mesures attentatoires à la liberté et d'un fort conservatisme social. Il faut aus-

si arrêter de voir une ingérence russe dans tous ces événements, cela fait écho aux discours néo-panafricanistes qui blâment systématiquement la France mais c'est insultant car cela suggère que les acteurs africains ne sont que des marionnettes alors qu'ils ont leurs propres agendas et leurs propres calculs opportunistes. Pour Niagalé Bagayoko « *il faut lire l'attractivité des puissances qui constituent des repoussoirs de l'Occident à la lumière de ce conservatisme et ce nationalisme* ». Que cela soit la Russie, les islamistes armés ou les conservateurs religieux, musulmans, pentecôtistes ou évangélistes, l'influence d'acteurs alternatifs est croissante en Afrique.

« Il faut laisser les peuples africains décider de leur démocratie, de leurs valeurs et de leurs principes »

Drissa Traoré

« *Tous ces coups d'État militaires sont les conséquences des coups d'État institutionnels* », complète Didier Awadi. Au Mali, en Guinée-Conakry ou au Burkina Faso, la démocratie n'a pas été respectée par le pouvoir et quand un président veut s'éterniser au pouvoir, la nouvelle jeunesse



Niagalé Bagayoko

© Pierre Galliot - Région Normandie

africaine dit non. Mais si les militaires en profitent toujours pour s'arroger le droit de régler le problème, le musicien tient à convoquer une citation du leader burkinabè Thomas Sankara : « *Un militaire sans formation politique et idéologique est un criminel en puissance* ».

Drissa Traoré, souligne avec pessimisme la cyclicité de ces coups d'État en Afrique, qui se répètent malgré les périodes de transition politique et les élections démocratiques. « *Sans bafouer les droits humains, il faut laisser les peuples africains décider de leur démocratie, de leurs valeurs et de leurs principes* », martèle-t-il.

Newton Ahmed Barry rappelle quant à lui que chacun de ces bouleversements doit être apprécié au cas par cas, qu'il n'y a pas d'éléments matriciels qui permettent d'argumenter et de souligner les points de fracture communs. « *Il n'y a pas de démocratie à l'africaine ou à l'occidentale, ça n'est qu'une valeur de gouvernance ; le vrai problème c'est que l'Afrique a des démocraties sans démocrates.* » finit-il.

Dans ces contextes difficiles, « *la musique est un outil de combat* », souligne le musicien sénégalais, « *on y défend les idées de Sankara, Nkrumah, Fanon ou encore Malcolm X et les gens au pouvoir aujourd'hui en sont abreuvés* ». Ce sont ces mêmes personnes qui utilisent ces idées pour définir un nouveau panafricanisme populiste. On retrouve ces mêmes popu-



Newton Ahmed Barry

© Pierre Galliot - Région Normandie

lismes en Europe et aux États-Unis, qui nous accusent de sentiments anti-français alors que ce sont avant tout des sentiments anti-Françafrique. Nous nous opposons au modèle néocolonialiste, pas à la France et aux Français.

« La plupart des opposants aux régimes africains sont devenus eux-mêmes des dictateurs, d'où la méfiance des citoyens »

Drissa Traoré

Suite à une question du public, Niagalé Bagayoko revient sur le rejet général des classes politiques africaines, causé par les perpétuels jeux d'alliance et les aller-retours du pouvoir avec les oppositions, qui révèle le recyclage sans fin d'une même élite. De plus, il y a une certaine absence de fonction programmatique aux partis politiques africains qui jouent autant sur l'appartenance identitaire et communautaire que sur le rapport à l'international ou des obédiences socialistes et libérales. « *La plupart des opposants aux régimes africains sont devenus eux-mêmes des dictateurs, d'où la méfiance des citoyens* » ajoute Drissa Traoré. En Afrique on ne vote pas, les populations ne participent pas vraiment au choix du président, en atteste les taux de participation qui ne dépassent pas 30 % au Mali. « *On n'a pas trouvé la formule pour intéresser les gens, et surtout les jeunes, aux élections* » renchérit Newton Ahmed Barry, ce qui fait que « *le matelas de légitimité des élus n'est pas assez épais* ». Sonia Le Gouriellec conclut ce débat en rappelant l'importance de la pédagogie pour dépasser ces crises : « *s'éduquer c'est résister* », professe-t-elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

RÉSISTER! CONTRE QUI ET POUR QUOI ?

Le 29 septembre 16h30-18h - Plénière



Bertrand Badie, Kléber Arhou, Eve Minault et Fabrice Rousselot

Résistances universelles

« *Du combat de maires bretons contre l'État pour protester contre la dégradation de leurs maisons de retraite à celui d'une mère iranienne dont la fille a été exécutée, les résistances sont diverses et variées* », rappelle Fabrice Rousselot pour lancer la conférence. Les discussions sont guidées par trois épisodes d'une web-série de l'INA, pour autant de cadres de résistances : celle des peuples, celle des femmes et, enfin, celle des défenseurs de l'environnement.

Le premier film rappelle que la résistance permet aux peuples de se défendre contre un envahisseur qui veut imposer sa domination symbolique ou militaire. Les images montrent des vieillards et des femmes, en Ukraine, prêts à se défendre dès le début de l'invasion russe, en février 2022. Une résistance qui a permis aux Ukrainiens de reprendre une grande partie des territoires perdus. Mais nombreux sont ceux qui ont perdu la vie, parfois dans des conditions monstrueuses. En 1940, la France avait elle aussi été appelée à résister à l'occu-

pant allemand par le Général De Gaulle. Une fois libérée, c'est la France qui voyait, à son tour, des résistances s'organiser contre elle pour revendiquer leur droit à l'indépendance. Le film montre que ces résistances continuent d'exister aux quatre coins du globe, comme au Kurdistan irakien, en 2014.

Bertrand Badie perçoit, malgré des situations extrêmement variées, une extraordinaire similitude entre ces résistances :

MODÉRATEUR :

Fabrice Rousselot, Directeur de la rédaction de The Conversation France.

INTERVENANTS :

Eve Minault, réalisatrice de la websérie « Résister ! Contre qui et pourquoi ? », produite par l'INA.

Kléber Arhou, directeur du Mémorial de Caen.

Bertrand Badie, professeur émérite à Sciences Po, spécialiste des relations internationales.

« Elles montrent qu'il y a, au fond de chaque être humain, une absolue liberté qui, mêlée à une inventivité individuelle, est capable de mettre en déroute une armée entière, à l'image de dames Ukrainiennes âgées jetant des pelotes de laine dans les carburateurs des chars russes. Il faut y ajouter la fierté de faire soi-même ce que n'est pas capable de faire la collectivité ou la communauté politique à laquelle on appartient, et l'idée qu'on ne serait plus tout à fait humain si on se laissait déposséder de ses droits », énumère le professeur, qui est rejoint par Kléber Arhou sur un point : alors que l'Histoire est trop souvent racontée comme celle des grands chefs, la résistance dévoile au contraire la rencontre de l'individu, de l'anonyme avec celle-ci.



Kléber Arhou et Eve Minault

« Dans la résistance, le plus important n'est pas la victoire ou la défaite mais son effet de transformation des mentalités humaines ».

Bertrand Badie

Le film montre que chaque individu, s'engageant avec courage, a la conviction que la démocratie n'est pas immanente. « Elle peut mourir par les armes, par les urnes, mais aussi par le silence, qui est une forme de complicité. C'est pourquoi les images montrent d'abord un engagement pour s'exprimer », note Eve Minault. La réalisatrice rappelle néanmoins qu'il faut déceler ce dont on veut parler et ce dont on peut parler. Pour créer un montage fidèle historiquement sans être trop influencé par sa vision des choses, il faut aussi s'interroger sur l'intérêt de montrer certaines images, en ayant toujours en tête qui filme, et quel inconscient politique l'anime.

« *Peut-on évaluer une résistance en fonction de son succès ou de son échec ?* », interroge alors Fabrice Rousselot. « *Dès qu'il y a résistance, il y a victoire* », répond Bertrand Badie, prenant l'exemple des Printemps arabes qui auraient échoué. Alors qu'il enseignait au Caire à l'époque de la révolution de la Place Tahrir, il affirme avoir vu ses étudiants s'émanciper de la peur, des préjugés et des traditions imposées. « *Dans la résistance, le plus important n'est pas la victoire ou la défaite mais son effet de transformation, à bas bruit, des mentalités humaines. Un aller simple vers la liberté !* », s'exclame-t-il. À cela, il faut ajouter la dimension contagieuse de la liberté et du courage, qui est d'autant plus forte, aujourd'hui, avec des images faisant le tour du monde en quelques minutes.

Le second épisode s'intéresse aux luttes des femmes. Après avoir obtenu le droit de vote au XX^e siècle dans de nombreux pays, elles rendent progressivement les sociétés plus égalitaires. Un combat à renouveler sans cesse. Rien qu'en 2022, la Cour Suprême américaine a décidé de laisser aux États le droit de légiférer - donc d'interdire - le droit à l'avortement, quelques mois

avant qu'une vague de colère néclate en Iran suite la mort de la jeune femme Mahsa Amini. Les femmes iraniennes ont alors réclamé haut et fort le droit de s'habiller comme elles le souhaitent. Vague après vague, les mouvements pour les droits des femmes s'inscrivent dans un éternel recommencement. En témoigne le mouvement #MeToo, initié en 2017, demandant la fin des violences sexistes. Les luttes d'aujourd'hui, universelles, font ainsi écho à celles d'hier.

« La force des femmes, aujourd'hui, tient au fait qu'elles se battent non seulement pour leurs droits mais aussi contre l'essence-même de la domination arbitraire »

Bertrand Badie

Bertrand Badie remarque encore une fois des ressemblances entre des situations très différentes. D'abord, un sentiment d'humiliation lié à une prise de conscience de siècles de domination masquée. Ensuite, une objectivation de la cause féminine autour du droit à se réapproprier son corps. « *Enfin, il existe une volonté d'imposer un marqueur de domination politique sur la femme. En Iran, une femme non voilée est un défi direct adressé à l'ayatollah Khamenei. La force des femmes, aujourd'hui, tient au fait qu'elles se battent non seulement pour leurs droits mais aussi contre l'essence-même de la domination arbitraire* », analyse le spécialiste des relations internationales.

Kleber Arhoul remarque qu'avec #MeToo, une parole s'est libérée, entraînant toutes les autres paroles dans son sillage. Bertrand Badie se réjouit que le mouve-

ment ait été illustré, dans le film, par des cortèges de manifestation. Car manifester, c'est rendre visible à l'espace public un phénomène qui relève de l'intime, faisant passer la résistance à un stade supérieur.

Contre l'inaction des gouvernements en matière climatique, la résistance monte elle aussi d'un cran. Le troisième épisode nous rappelle que le changement climatique engendre de nouvelles formes de conflit, rend les communautés plus vulnérables et aggrave les inégalités. Du combat de la biologiste kenyane Wangari Muta Maathai contre la déforestation en 1977, à la lutte de Vandana Shiva en Inde pour la souveraineté alimentaire selon les principes de l'agriculture durable, la préservation de nos ressources devient un enjeu fondamental. C'est pourquoi de plus en plus de citoyens occupent des lieux de pouvoir et médias dans l'espoir de mobiliser le plus grand nombre, en reprenant les codes de la désobéissance civile utilisés dans les luttes pour les droits des femmes et certains mouvements indépendantistes.

Kléber Arhoul se désole que, malgré les alertes du GIEC depuis près de 20 ans, aucune politique globale cohérente n'ait été menée. Il reste toutefois des lueurs d'espoir, grâce aux nombreuses initiatives dans le monde. Bertrand Badie remarque qu'il s'agit de la première résistance qui réunit l'humanité toute entière, la sécurité nationale passant après l'intérêt global. Les manifestations filmées dans la série laissent transparaître un aveu d'impuissance, remarque Eve Minault. Un sentiment renforcé par les images choquantes de forêts qui brûlent et d'icebergs qui s'effondrent. « *Il faut désormais traduire cette prise de conscience de l'opinion publique en décisions collectives concrètes et difficiles* », conclut Bertrand Badie.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

ART ET CULTURE DE LA RÉSISTANCE EN UKRAINE

Le 29 septembre, 16 h 30-18h - Auditorium



Ed Vulliamy et Cécile Hennion

Cécile Hennion introduit les intervenants. Les deux artistes ne sont pas présentes, mais en visio-conférence : l'une en exil aux États-Unis, l'autre à Kiev. La modératrice rappelle l'enjeu majeur autour de l'art pouvant être, en période de guerre, tant un butin qu'une chose à détruire. Elle souligne toute la vigueur du mouvement artistique en Ukraine. La première question abordée est celle du rôle des artistes, prenant le relais des journalistes qui n'ont plus de mots assez forts pour décrire les maux et l'émotion de la guerre.

Iryna Tsilyk indique que la culture de résistance est inhérente à la culture ukrainienne, que les artistes ont toujours pris leur part dans ces combats. Après avoir précisé que la guerre face à la Russie a débuté en 2014 - avec l'invasion du Donbass -, elle indique que son mari, lui aussi artiste, a rejoint, comme de nombreux autres artistes, le front dès 2015 et s'y trouve encore. Avec tous les artistes au front - sans omettre ceux qui y sont

« Nous sommes en train de perdre nos plus grands talents »

Iryna Tsilyk

morts, comme Wassyl Slipak, chanteur à l'Opéra de Paris, mort en 2016, et Volodymyr Vakoulenko, tué en 2022-, la culture ukrainienne est à l'arrêt, assure-t-elle. « *Nous sommes en train de perdre nos plus grands talents. Les survivants ressentent encore plus la responsabilité de recueillir des témoignages et de les diffuser dans le monde entier* »,

MODÉRATEUR :

Cécile Hennion, Grand reporter au journal Le Monde.

INTERVENANTS :

Lesia Khomenko, artiste ukrainienne

Iryna Tsilyk, artiste ukrainienne

Ed Vulliamy, journaliste et écrivain britannique.

lance-t-elle, souhaitant que cette conférence permette la création de ponts entre les peuples.

Ayant dû se résoudre à l'exil aux États-Unis en quittant Kiev, Lesia Khomenko assure que cette distance lui permet, en tant qu'artiste, de créer quelque chose de plus global, de plus universel. Elle s'est interrogée sur la représentation de la guerre, dans un moment où chacun, sur les réseaux sociaux, peut se donner une représentation de lui-même. Après avoir lutté contre ses préjugés sur la guerre, elle se demande comment transformer son expérience en témoignage artistique, sans avoir encore trouvé de réponse. Car la guerre se vit « *dans son corps* » et engendre de la « *vulnérabilité*. »

« La culture de résistance est inhérente à la culture ukrainienne ».

Iryna Tsilyk

Après avoir salué le caractère exceptionnel du Forum, Ed Vulliamy appuie sur le terme résistance choisi dans l'intitulé du débat. Parlant d'une « résistance juste » face au génocide, notamment culturel, perpétré par la Russie depuis 2014, le journaliste dénonce la malhonnêteté russe, à nier l'existence d'une culture ukrainienne tout en voulant la détruire. Ce spécialiste de la musique développe en disant que la culture foisonne à Kiev et Kharkov, malgré les bombardements. Il avance même une résurrection artistique face à la guerre, malgré la proximité des tranchées. Il qualifie de « balle » chaque poème lu comme chaque musique jouée.

Pour rappeler l'importance des témoignages artistiques, Cécile Hennion projette la toile « Guernica » signée par l'artiste portugais Vasco Gargalo, qui a repris les codes de la toile originale de Picasso,

pour dénoncer les crimes de Poutine et Bachar El Assad en Syrie. La bande-annonce du film « La Terre est bleue comme une orange », le documentaire d'Iryna Tsilyk, est ensuite projetée. Primée pour ce documentaire au Festival Sundance en 2020, la réalisatrice raconte avoir été profondément marquée par cette famille subissant la guerre dans le Donbas et faisant tout pour continuer à vivre le plus normalement possible. Elle explique sa rencontre avec cette mère célibataire et ses enfants qui réalisaient, eux-mêmes, un film sur leur vie en temps de guerre. Cela l'a interrogée sur tout ce que les artistes peuvent faire, sans être en première ligne. On peut raconter des histoires et ça compte, lance-t-elle.



Cécile Hennion

Pour aborder l'angle « L'art comme arme », Cécile Hennion montre les œuvres de Lesia Khomenko. Elles représentent les tenues militaires portées par les combattants ukrainiens. L'artiste raconte comment elle les a créées, mélangeant plusieurs images, leur offrant des habits de super héros, comme chez Marvel, avance-t-elle. Elle revendique, par ses peintures et leur diffusion, de participer à la guerre des images sur Internet. Pour la peintre, punir l'Ukraine pour Maïdan et sa Révolution Orange est



Iryna Tsilyk

aussi l'un des moteurs de la guerre pour la Russie. Car une révolution qui fonctionne n'est pas un bon signe pour Poutine. Elle rappelle ainsi le côté « festival » de Maïdan, avec des concerts, des pianos qui jouaient 24 h sur 24... mais encore l'importance -plus récente- de la musique techno comme arme de rébellion.

Pour appuyer cette importance du fait musical dans la résistance, Ed Vulliamy évoque le groupe Boombox, qui, par ses chansons populaires, appelle le peuple à se lever. Le journaliste raconte comment le leader Andriy Khlyvniouk est passé, sans se poser de questions, de son statut de rockstar à celui de soldat, en raison des attaques sur les enfants et le peuple ukrainiens. Il ajoute les créations actuelles du groupe Antytila, du compositeur Evgueni Stankovitch et la renaissance de la musique folklorique, comme faits de la résistance culturelle.

Pour conclure, Iryna Tsilyk tient d'abord à remercier l'ensemble des artistes ukrai-

niens qui résistent avec différents outils et qui, pour elle, sont incroyables. Elle tient à n'oublier personne : ceux qui sont en première ligne, mais aussi tous ceux qui réalisent des collectes de fonds, ceux encore qui permettent de partager la culture ukrainienne au-



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

près du plus grand nombre et même ces poètes qui réalisent des outils de camouflage pour le front. Elle souhaite également remercier ceux qui mettent en lumière ces processus, comme le Festival de Maïdan.

« Toute guerre a donné naissance à de nombreuses œuvres artistiques, que ce soit en musique, en littérature, en peinture, en photographie »

Ed Vulliamy

De son côté, Lesia Khomenko appuie sur l'importance du rôle de témoins des artistes dans, ce qu'elle appelle, le meurtre d'un peuple. Elle dit encore qu'il faudra regarder ce qui se passe dans un an. Enfin, Ed Vulliamy, lui, souhaite rappeler que toute guerre a donné naissance à de nombreuses œuvres artistiques, que ce soit en musique, en littérature, en peinture, en photographie. Interrogée par le public sur ses moyens de gagner sa vie alors qu'elle est dans un pays en guerre et que son mari est au front, Iryna Tsilyk explique être encore productrice de films, écrivaine et également avoir reçu des propositions de journaux pour rédiger des articles. Ce qu'elle a fait et assure que cela participe, finalement, de son processus de guérison, lui offrant une distance nécessaire face à la violence du quotidien. Même au front, son mari a, lui, écrit récemment un nouveau roman.

Après avoir vécu à Miami, Lesia Khomenko est désormais installée à New-York où elle reconnaît qu'il lui est difficile de vendre ses créations. Elle raconte qu'avant son exil, elle survivait à Kiev en étant enseignante. Elle rapporte encore que son mari dépense sa maigre solde uniquement pour manger, se vêtir et acheter des fournitures militaires.

ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN, LES ENJEUX CULTURELS D'UN CONFLIT QUI DURE

Le 29 septembre 2023, 16h30-18h, salle Or



Grégory Rayko, Taline Ter-Minassian, Régis Genté, Anita Khachaturova et Gaïdz Minassian

Vers la fin d'un conflit ancestral ?

Grégory Rayko, journaliste à The Conversation France, indique en introduction que dans le contexte de l'attaque fulgurante menée dix jours auparavant dans le Haut-Karabagh, la thématique des enjeux culturels du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, va être traitée à la lumière de la situation géopolitique actuelle dans le Caucase. Historienne, Taline Ter Minassian est invitée à retracer les grandes lignes de l'histoire du conflit entre les deux pays, dans « l'ancienne marge de l'URSS ». La chercheuse rappelle que « le Haut-Karabagh est une région majoritairement arménienne depuis des centaines d'années, qui a évolué dans les sphères d'influence russe, perse et ottomane ». Vivant « à côté des populations tatares, ancêtres des Azerbaïdjanais, dans des proportions variables », l'historienne explique que « les re-

lations interethniques y ont souvent été conflictuelles, particulièrement lors des guerres arméno-tatares de 1905-1907 ». Avec la Géorgie, les deux pays du Caucase « acquièrent leur indépendance en 1918 avant d'être intégrés à l'URSS en 1920 ». Les bolchéviques, « qui ont besoin d'avoir de bonnes relations avec la Turquie d'Atatürk » laissent Staline, alors Commissaire aux Nationalités, « arbitrer sur ces nouvelles républiques et créer un grand Azerbaïdjan, une petite Arménie, et faire un cadeau aux Turcs en fondant la république autonome du Nakhitchevan sur le territoire arménien mais désormais peuplée d'Azéris ». De plus, le leader soviétique d'origine géorgienne « donne au Haut-Karabagh un statut administratif spécial tout en étant disjoint de l'Arménie ». Il faut attendre « les années 1970 pour entendre des voix critiquer Ba-

MODÉRATEUR :

Grégory Rayko, chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS :

Anita Khachaturova, ethnographe du conflit au Nagorno-Karabakh et des relations Arménie-Azerbaïdjan

Taline Ter-Minassian, historienne, Inalco, chercheuse associée au Centre d'études sur les mondes russe, caucasien et centre européen (EHESS)

Gaïdz Minassian, politologue et journaliste au Monde

Régis Genté, journaliste indépendant basé à Tbilissi

kou, ce qui va déboucher sur un mouvement politique sur l'autodétermination des populations en Arménie et au Haut-Karabagh qui va s'ajouter au grand mouvement des nationalités qui participent de l'éclatement de l'URSS ».

Régis Genté, journaliste indépendant, reprend la suite de la chronologie après la chute du bloc soviétique en 1991, après lequel « deux principes du droit international s'affrontent : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect de l'intégrité territoriale ». Bloquée, la « communauté internationale, qui met ces principes à égalité, laisse alors la situation se régler de facto par la force ». Aujourd'hui, avec « la fin de la république du Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan va pouvoir se prévaloir des résolutions onusiennes et laisser la communauté internationale dans l'embarras ». Le journaliste rappelle la victoire arménienne lors de la guerre de 1988-1994 entre les deux pays, qui voit « l'Arménie prendre le Haut-Karabagh ainsi que sept districts autour ». Cette opération s'explique notamment en raison de « l'importance du génocide de 1915 dans les mémoires et la chance historique de reprendre ces terres ». Après cette victoire, « l'Arménie va vivre "heureuse" pendant 30 ans, tandis que l'Azerbaïdjan, ce voisin plus gros et aux importantes ressources pétrolières, se réarme patiemment, au point que le budget militaire azerbaïdjanais finit par valoir le budget total de l'Arménie » insiste le journaliste. En parallèle, Bakou « déve-

loppe un discours raciste très anti-arménien » en attendant de pouvoir lancer l'offensive « prévue depuis les années 2000 » en 2020. Cette « guerre de 44 jours » voit la Russie de Poutine intervenir comme médiatrice afin de « laisser le Haut-Karabagh en dehors de l'accord ». Mais dès la signature de l'accord, « Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan met la pression sur l'Arménie » puis impose un blocus à la région à partir de décembre 2022, avant d'attaquer en septembre 2023 et d'obtenir la concession finale de la part d'Erevan.

Ethnographe et spécialiste du conflit arméno-azerbaïdjanais, Anita Khachaturova revient quant à elle sur le déroulement des affrontements entre 2022 et 2023. Après la défaite de 2020, le Haut-Karabagh est « encerclé, les districts occupés et il ne reste que le corridor de Lachin, ligne de vie vers l'Arménie par laquelle transite l'aide humanitaire, comme sortie vers le monde extérieur ». « En position de force avec le conflit en Ukraine qui occupe les forces russes » Bakou décide de bloquer le corridor alors que Moscou devait « garantir le



Taline Ter-Minassian

« Le Caucase est à la périphérie de trois empires et les empires n'ont pas de frontières mais des fronts »

Gaïdz Minassian

passage ». Rapidement, « les soldats azéris, sous la supervision ou le laissez-faire des Russes, installent un checkpoint et resserrent l'étau ». L'experte précise que « lors des trois derniers mois, plus personne ne peut passer ». Le 19 septembre, « au bout de dix mois, face à des forces affaiblies et une population affamée, l'attaque est lancée et l'enclave tombe en 24 heures ». En plus des centaines de morts militaires et civiles, de « nombreux témoignages d'exactions et de crimes de guerre » sont rapportés, précédant un exode massif puisque « 100 000 des 120 000 habitants ont fui le Haut-Karabagh, soit 90% de la population ». Anita Khachaturova souligne aussi que le président Aliyev a toujours manifesté cette « intention d'épuration ethnique » sans que les acteurs internationaux ne réagissent.

Gaïdz Minassian s'attache quant à lui à démontrer l'ampleur internationale de ce conflit local puisque « le Caucase est à la périphérie de trois empires et que les empires n'ont pas de frontières mais des fronts ». Les deux pays se trouvent en effet

entre la Turquie, la Russie et l'Iran, « héritiers de trois empires qui se pensent encore comme des puissances impériales, qui s'appuient chacun sur un pays et jouent des rivalités ». Que ce soit la Géorgie et la Russie, l'Arménie et la Turquie ou l'Azerbaïdjan et l'Iran, chaque rela-

tion entretenue est « équivoque » assure le politologue. Mais les puissances néo-impériales ne sont pas les seules à regarder de près le Caucase, poursuit-il. L'Union européenne, les États-Unis, la Chine et l'Inde y ont des intérêts. L'Europe lorgne aussi sur les « hydrocarbures de Bakou », tandis que les Américains cherchent à affaiblir la Russie, et la Chine et l'Inde à étendre leur zone d'influence. « Deux approches pour résoudre le conflit sont sur la table » explique Gaïdz Minassian : « la paix occidentale et la paix russe » mais dans les deux cas « l'angle mort reste le Haut-Karabagh ». Alors que Erevan souhaite « une paix de droit, respectant l'intégrité territoriale et les minorités », Bakou prône une « paix de punition pour prendre sa revanche sur 1994 », déplore-t-il, et « la communauté internationale reste suspendue à la guerre en Ukraine ».



Régis Genté

© Pierre Galliot - Région Normandie

Suite à cette présentation, lors de l'échange avec le public, une réfugiée arménienne du Haut-Karabagh arrivée en France un an auparavant demande la parole pour témoigner de son expérience traumatisante. En arménien, la femme raconte sa naissance pendant la guerre de 1988-1994, son enfance difficile et la perte de sa maison en 2020 qui l'a forcée à l'exil. « On a survécu en s'entraïdant » raconte-t-elle, « mes grands-parents me disaient qu'ils avaient déjà vécu ça, que c'est un second génocide sous le regard de la communauté internationale », avant de montrer des photos de sa famille, toujours dans le Haut-Karabagh et rescapée de ce conflit.

DÉBATS

L'IRAK AU-DELÀ DES GUERRES

Le 29 septembre, 16h30-18h, salle Azur



Feurat Alani, Zoubida Debbagh, Adél Bakawan et Nagham Hasan

© Nicolas Broquedis

Un pays et une identité à reconstruire

Alors que 2023 marque la commémoration des 20 ans de l'invasion américaine de l'Irak, faire le point sur les enjeux contemporains de la société irakienne paraissait essentiel à Zoubida Debbagh, modératrice du débat. La guerre et l'occupation américaine, justifiées par les mensonges de l'administration Bush, ont laissé un État irakien en faillite, des institutions dysfonctionnelles et une corruption rampante, introduit-elle.

Le sociologue franco-irakien Adel Bakawan procède d'abord à un résumé de l'histoire millénaire de l'Irak. Le territoire irakien actuel correspond à la Mésopotamie, rappelle-t-il, le berceau de la civilisation, de la religion, de l'écriture et même de la première constitution. Lorsque Bagdad est fondée par la dynastie des Abbassides au VIII^e siècle, la ville est aussi centrale que l'est la capi-

tale américaine de nos jours. La région est envahie et occupée par les Ottomans les siècles suivants, intégrée dans leur empire jusqu'à l'arrivée des Britanniques lors de la Première Guerre mondiale. Ces derniers fondent alors le premier État irakien moderne, la monarchie hachémite d'Irak. Celle-ci sera ensuite renversée par le coup d'État du général Abdel Karim Kassem en 1958 qui proclame la république d'Irak et se distancie du panarabisme promu par le leader égyptien Nasser. Arrivé au pouvoir quelques années après, Saddam Hussein réussit à construire un État irakien fort, doté d'un robuste système social et éducatif, d'infrastructures économiques dynamiques et d'une armée compétente, tout en consolidant un régime dictatorial sévère. La révolution iranienne de 1979 et la guerre Iran-Irak (1980-1988) vont cependant détruire totalement le pays, ses

MODÉRATEUR :

Zoubida Debbagh, Chargée de programmation Rencontres, débats et éditions à l'Institut du Monde Arabe (IMA)

INTERVENANTS :

Feurat Alani, reporter et réalisateur

Adel Bakawan, directeur du Centre de recherche français sur l'Irak (CFRI)

Nagham Hasan, médecin, directrice générale de Hope maker's organisation for women

infrastructures et son économie. Le début de la fin de la dictature de Saddam Hussein commence avec l'échec de l'invasion du Koweït en 1991. Il pensait que les États-Unis s'abstiendraient mais ils forment une coalition internationale pour le repousser.

« Les Irakiens manifestent tous les ans depuis 2003 »

Feurat Alani

En 2003, les Américains décident de renverser le dictateur irakien, s'appuyant sur des mensonges que l'administration Bush n'admettra qu'à posteriori : la possession d'armes de destruction massive et les liens entre Hussein et Al Qaïda. Les chiffres avancés par le sociologue quant aux conséquences de la guerre sont sans équivoque : dans les années 1990, 49% des médecins irakiens étaient des femmes, 80% des Irakiennes ne peuvent pas travailler aujourd'hui ; dans les années 1970, 95% de la population irakienne était alphabétisée alors qu'aujourd'hui on comptabilise 59% d'illettrés. La société irakienne actuelle est totalement en rupture avec les élites corrompues, Daech a pu naître et prospérer à cause de l'occupation américaine et la



Zoubida Debbagh et Adel Bakawan

© Nicolas Broquedis

croissance démographique alors que la désertification du pays continue de progresser. L'Irak est devenu le territoire d'affrontement des grandes puissances, de l'Iran à la Turquie et les États du Golfe, sans oublier la présence de l'État islamique et des forces armées kurdes.

Le journaliste et réalisateur franco-irakien Feurat Alani revient quant à lui sur les importantes manifestations qui ont traversé le pays en 2019, déclenchées par l'immense précarité de la population, des coupures d'électricité continues, l'absence d'eau courante et un important chômage. « *Les Irakiens manifestent tous les ans depuis 2003*, souligne-t-il, *mais en 2019 c'est surtout la jeunesse chiite qui prend les rues pour exprimer sa volonté de retrouver une identité irakienne et se distancer de l'Iran.* » Pour le journaliste, les Américains ont imposé de force de nouvelles identités aux Irakiens, qui sont désormais répartis entre arabes, kurdes, chiites, sunnites, musulman, ou chrétien, détruisant ainsi la notion d'Irakien. Autant que l'accès à l'alimentation ou l'électricité, les jeunes Irakiens demandent aujourd'hui



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

au gouvernement le retour à cette identité commune. Si le mouvement a quasiment disparu à cause de la violente répression, ces mentalités sont toujours présentes en 2023. L'Irak est un « pays mosaïque » rappelle Feurat Alani, uni par ses différentes composantes et histoires, et doit relever le défi de la reconstruction, tant des infrastructures que de son identité.

« Sur 1,25 million de Yézidis dans le monde, 700 000 se trouvent en Irak »

Nagham Hasan

La montée en puissance de Daech en Irak, facilitée par l'occupation américaine, a eu des conséquences dévastatrices sur la minorité ethnique yézidie, annonce la modératrice pour donner la parole au Dr Nagham Hasan. La gynécologue yézidie explique que son peuple a été victime de 74 campagnes génocidaires dans son histoire, la dernière étant menée par l'État islamique en 2014. « *Sur 1,25 million de Yézidis dans le monde, 700 000 se trouvent en Irak* », précise-t-elle ensuite. Visée par de nombreux attentats islamistes à la voiture piégée depuis 2007, Daech a déclenché une gravissime catastrophe humanitaire en 2014 en occupant la région yézidie de Sinjar, y exécutant plus de 6000 hommes et réduisant en esclavage sexuel 6500 femmes et filles. La médecin s'est investie auprès de ces femmes depuis neuf ans afin d'apaiser leurs souffrances. Avec l'aide de l'ONU et du gouvernement allemand, elle a pu mettre en place un centre médical à destination des survivantes yézidies. Ces femmes ont tout perdu, martèle-t-elle, et vivent aujourd'hui dans



Nagham Hasan

© Nicolas Broquedis

des camps sordides et insalubres dans le Kurdistan irakien mais les crimes de Daech ne sont toujours pas punis et le gouvernement irakien refuse de reconnaître le terme de génocide.

Dans ce système gangréné par la corruption, Feurat Alani estime que l'espoir réside dans la jeune génération irakienne, fière et capable d'exiger un État de droit, une protection de sa mosaïque identitaire et une constitution forte. Adel Bakawan rappelle que « l'irakité » est une construction politique et que celle-ci peut et doit inclure les micro-identités religieuses et ethniques qui font la diversité de l'Irak. « Pour établir un nouveau contrat social, il faut accompagner l'Irak et non pas l'envahir » ajoute-t-il, « et rester optimistes ». « Les portes de l'enfer se sont ouvertes au Moyen-Orient en 2003 avec l'invasion américaine » insiste Feurat Alani, « et c'est dans l'intérêt de la communauté internationale de le comprendre, car sans les refermer, le monde ne sera jamais en paix ». Plutôt que de stabiliser l'Irak afin d'y faire des affaires, ce qui semble être la priorité actuelle de la communauté internationale, il faut absolument aider à ouvrir un dialogue entre toutes les composantes de la société irakienne, conclut à son tour Adel Bakawan.

AGIR DEPUIS L'EXIL

Le 29 septembre, 16h30-18h, salle Nacre



Marc Semo, Ahmet Insel et Tatiana Kastouéva-Jean

La diversité des diasporas

L'universitaire Ahmet Insel introduit la discussion sur les modalités d'action dans l'exil, en précisant qu'il « *ne faut pas confondre migrants économiques et exilés, ces derniers le sont pour des raisons sociopolitiques* ». À travers les exemples de la Russie, de la Turquie et des Kurdes, le débat doit éclairer les enjeux des populations exilées, « *les moyens d'action théoriques et les pratiques réelles, ainsi que l'incorporation dans les sociétés d'accueil* ».

Tatiana Kastouéva-Jean aborde en premier le cas de la Russie, « *où l'on a l'impression qu'il ne se passe rien, que les gens sont passifs, acceptent ou soutiennent la situation actuelle* » mais affirme qu'il y a « *aussi une Russie qui résiste, à l'étranger ou en prison comme Alexeï Navalny ou Iliia Iachine* ». Si ces « *réseaux de Russes qui portent la résistance à la guerre ne sont pas visibles, c'est parce que le régime fait tout pour* » explique la spécialiste de la Russie. La situation est très difficile en Russie aujourd'hui, on dénombre « *plus de 20 000 cas de détention pour protesta-*

tion contre la guerre en Ukraine » car sont visés « *ceux qui cherchent à échapper à la mobilisation, ceux qui aident les réfugiés ukrainiens et les artistes* ». Difficile à établir avec certitude en raison de « *départs rapides, en moins de 24 heures, souvent vers des pays sans visa, et des retours en Russie peu après, faute de moyens* », le nombre d'exilés russes depuis le 24 février 2022 est estimé « *entre 300 000 et 1,5 million* ». L'ensemble de ces personnes forme « *un patchwork d'exilés car tous ne sont pas engagés politiquement, certains estiment simplement ne plus avoir d'avenir en Russie* ». Pour ce qui est du « *noyau dur des opposants qui portent le message an-*

MODÉRATEUR :

Marc Semo, Rédacteur en chef-adjoint des pages idées-débats Le Monde

INTERVENANTS :

Hamit Bozarslan, Historien et politologue

Ahmet Insel, Universitaire, auteur de *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*

Tatiana Kastouéva-Jean, Directrice du centre Russie-Eurasie de l'IFRI

ti-Poutine, anti-dictature et anti-guerre » la vie est très difficile explique Tatiana Kastouéva-Jean. Entre les problèmes « *de titre de séjour, d'accès à l'argent à cause des sanctions* » les opposants doivent aussi trouver des solutions « *pour rester légitimes et porter la voix de ceux qui sont à l'intérieur* ». Dans le contexte actuel, « *c'est à la diaspora de trouver les bons mots, de faire un travail d'information* » et de « *montrer qu'il y a une autre Russie, pour la paix et la démocratie* ».

Après avoir rappelé qu'une « *diaspora se constitue dans le temps long, avec des moments de rupture et de reconfiguration* », Hamit Bozarslan revient sur l'histoire complexe du peuple Kurde, « *exilé dès les années 1930-40* ». Bien qu'une communauté intellectuelle kurde se forme en Europe à partir des années 1960, « *le coup d'État de 1971 en Turquie annonce une autre vague de départs* » explique l'historien. Mais le tournant décisif est l'année 1979, explique-t-il, date à laquelle « *notre monde a été refondé* ». Les exemples sont légion : « *fin du maoïsme en Chine, première victoire du néolibéralisme avec l'élection de Thatcher, révolution iranienne, intensification de la guerre libanaise, invasion soviétique de l'Afghanistan* ». Dès le début du régime islamique iranien, l'ayatollah Khomeini lance un « *djihad contre les Kurdes* », et ceux-ci sont victimes des « *bombes chimiques à la fin de la guerre Iran-Irak, qui font plus de 100 000 morts* ». Suite au coup d'État de 1980, la langue kurde est interdite en Turquie, la répression s'abat et des « *centaines de milliers de Kurdes doivent fuir* ». Également en provenance de Syrie, d'Irak et du Liban, les très diverses populations kurdes vont alors « *transformer l'Europe en capitale culturelle kurde* », y faire naître la littérature et le cinéma kurdes, inexistant car censurés partout. Avec la mise en place d'institutions à Paris, Londres ou Stockholm, « *la diaspora devient aussi la capitale politique, le centre des organisations qui veulent échapper au contrôle des États* » et va chercher « *à briser le silence absolu des crimes contre les Kurdes et à sensibiliser l'opinion publique*



© Nicolas Broquedis

« Si ces réseaux de Russes qui portent la résistance à la guerre ne sont pas visibles, c'est parce que le régime fait tout pour ».

Tatiana Kastouéva-Jean

internationale ». Hamit Bozarslan termine son intervention en précisant que « *si l'on parle de la diaspora kurde depuis les années 1980, elle n'est effective que depuis les années 2000-2010 puisqu'une diaspora exige une différenciation générationnelle, une hétérogénéité interne et une diversité de classes et de genres* ».

Ahmet Insel détaille à son tour les conditions d'exil des citoyens turcs, particulièrement depuis les deux putschs de 1971 et 1980, qui ont provoqué « *un exil massif de persécutés politiques* ». Cependant, les exilés de cette génération « *avaient une perspective de retour rapide vers la Turquie, dès que les conditions politiques et juri-*

diques le permettraient ». En parallèle, la population alévie, branche hétérodoxe de l'Islam chiite du pays, a formé « un flux d'exilés de personnes persécutées socialement et non juridiquement » vers l'Europe. Mais les exils les plus importants ont lieu depuis 2016, « suite au coup d'État manqué contre le régime d'Erdoğan », explique l'économiste turc. Ces exilés se mettent alors à fuir « pour des raisons socioculturelles », face à un « pouvoir autocratique islamo-nationaliste devenu invivable ». Le président turc et son parti mènent « une guerre culturelle sournoise, pour faire dominer l'islam sunnite dans l'espace public et former une jeunesse pieuse et docile », ce qui pousse tous les citoyens « laïcs de droite comme de gauche à quitter le pays, refusant de scolariser leurs enfants dans un système scolaire public qui impose une

« Le nationalisme diasporique est souvent exacerbé par la hantise d'une perte d'identité socioreligieuse »

Ahmet Insel

forte instruction religieuse ». Ces exilés « partis sans être pourchassés » peuvent donc garder des liens avec la Turquie, y retourner régulièrement car « ils ne font pas d'activisme politique et veulent s'intégrer durablement dans leur pays d'accueil ». Paradoxalement, la diaspora turque européenne reste toujours « majoritairement pro-Erdoğan », étant largement composée « de travailleurs immigrés des années 1970 ayant des liens étroits avec leur ville d'origine ». De façon générale, explique Ahmet Insel, « le nationalisme diasporique est souvent exacerbé par



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



Hamit Bozarslan

la hantise d'une perte d'identité socioreligieuse ». Résultat, deux diasporas turques « totalement clivées pro- et anti-Erdoğan et qui ne se parlent pas » vivent en Europe aujourd'hui.

Interrogée sur la peur des personnes ayant fui un régime répressif, Tatiana Kastouéva-Jean explique que seuls les leaders politiques actifs ont quelque chose à craindre. Par exemple, la journaliste Marina Ovsianikova qui s'était opposée publiquement à la guerre en Ukraine vit aujourd'hui sous protection rapprochée en France. Pour les exilés moins identifiés, « le problème se pose lorsque l'on veut rentrer en Russie », explique-t-elle, « les lois répressives sont très strictes et visent à faire peur à tout le monde ».

Ahmet Insel conclut le débat en indiquant qu'à l'exception des ennemis personnels du président, les exilés turcs ne vivent « pas dans la crainte de voir leurs proches pourchassés », protégés par « l'ambivalence turque qui considère les exilés comme des traîtres mais pas les proches comme alliés par contamination, comme les régimes nazi et stalinien ».



SÉQUENCES JEUNESSE

I SHALL NOT HATE
PROJECTION

Page 85

DÉRACINÉES
PROJECTION

Page 87

BLUE ISLAND : ÊTRE HONGKONGAIS, ÊTRE LIBRE ET CHINOIS ?
PROJECTION

Page 89

L'INDICE NORMANDIE :
COMPRENDRE LES MENACES POUR PRÉSERVER LA PAIX

Page 91

L'ENGAGEMENT DES FEMMES
POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE ET DURABLE

Page 93



SÉQUENCES JEUNESSE (SUITE)

MUSIQUE ET RÉSISTANCES

QUAND LA MUSIQUE DEVIENT SALVATRICE

Page 95

IRAN : LA PEINE DE MORT COMME OUTIL DE RÉPRESSION POLITIQUE

EXÉCUTER POUR TERRORISER

Page 97

AU CŒUR DU CONFLIT, CES ENGAGÉS POUR LA PAIX EN AFRIQUE

S'ENGAGER POUR LES DROITS DE L'HOMME,
SANS DISTINCTION

Page 99

DROITS AUTOCHTONES, TÉMOIGNAGES DE LA RÉSISTANCE DES PEUPLES

PEUPLES AUTOCHTONES, RÉSISTER POUR EXISTER

Page 102

POUR LA PLANÈTE ET LES PEUPLES, UNE JEUNESSE ENGAGÉE

S'ENGAGER POUR LES DROITS DE L'HOMME,
SANS DISTINCTION

Page 105

PROJECTION

I SHALL NOT HATE

Le 28 septembre - 10h30 - 12h - Auditorium



Izzeldin Abuelaish

© Nicolas Broquedis

Adapté du livre du professeur palestinien-canadien Izzeldin Abuelaish, *Je ne haïrai point (I Shall Not Hate)* le documentaire raconte la perte de ses trois filles, Bessan, Mayar et Aya, et de leur cousine Noor suite aux bombardements israéliens du 16 janvier 2009. De cette souffrance est né son engagement envers le pardon et la fin du conflit israélo-palestinien. Le film pose ainsi beaucoup de questions autour des notions de résilience, de justice, et de paix.

Alex Szalat, fondateur de l'association Doc's up Fund, dédiée à la diffusion de documentaires sur les droits humains, remercie ses partenaires, la Région Normandie et plus particulièrement le Forum Mondial Normandie pour la Paix.

« *Ce film-là est l'exemple parfait des projets que nous soutenons* », a-t-il déclaré avant de demander à la réalisatrice

MODÉRATEUR :

Alex Szalat, auteur-réalisateur, Doc's up Fund

INTERVENANTS :

Izzeldin Abuelaish, médecin palestinien-canadien, militant des droits humains et auteur du livre « I shall not hate »

Tal Barda, directrice de Tal Barda Films

israélienne Tal Barda comment elle avait eu connaissance de cette histoire et décidé d'en faire un film. Cette dernière explique que cette histoire est la raison même de son envie de faire des films, sachant pourtant que cela serait compliqué pour une israélienne. Tal Barda n'a pas voulu demander de subvention pour ce film afin qu'il soit le plus objectif possible. Elle a d'abord pensé à coréaliser le film avec un palestinien, mais le projet n'a pas abouti. Elle s'est donc tournée vers une équipe palestinienne.



Le territoire de Gaza étant trop dangereux pour elle, les échanges ont eu lieu via un numéro français, et, beaucoup de gens de l'équipe technique n'ont pas souhaité que leurs noms soient ajoutés au crédit du film par peur de représailles du Hamas.

Selon Alex Szalat, le docteur Izzeldin Abuelaish voudrait porter sa plainte pour la mort de ses trois filles devant les tribunaux internationaux dans la mesure où cela a peu de chance d'aboutir en Israël qui refuse actuellement de porter la responsabilité de son erreur. La réalisatrice confirme que le but de ce documentaire est d'alerter l'opinion publique et d'avoir de l'impact partout, et notamment dans les écoles, les festivals et les synagogues, pour aider le docteur Izzeldin Abuelaish à ce que ce crime soit reconnu *« Il vit pour ça, pour la mémoire de ses filles, et il continuera jusqu'à la fin et nous le suivrons. Je pense qu'il obtiendra des excuses de la part du gouvernement israélien »* anticipe-t-elle. L'engagement du docteur Izzeldin Abuelaish, ne serait-ce que pour l'éducation des filles et des femmes dans les pays arabes, est très important.

Les élèves et les spectateurs ont été les premiers à voir le film, dont la réalisatrice concède que le montage n'est pas encore totalement fini. Des versions en arabe et dans d'autres langues vont être également proposées, afin de le diffuser par-

« Je fais une différence entre le gouvernement et le peuple israélien. On a un ministre d'extrême droite, mais la moitié de la population s'y oppose ».

Tal Barda

tout, y compris à Gaza. À la question d'un spectateur sur les solutions à apporter au conflit israélo-palestinien, Tal Barda dit ne pas en avoir et n'est pas très optimiste pour l'avenir de son pays. *« Je fais une différence entre le gouvernement et le peuple israélien. On a un ministre d'extrême droite, mais la moitié de la population s'y oppose, [...] le Hamas a gagné les élections avec une faible majorité. Je crois que c'est une question d'éducation qui va prendre 20 ou 30 ans, ce sont les enfants qui grandissent dans des camps qui voient les israéliens comme des ennemis. »* Alex Szalat ajoute que les extrémistes des deux camps ne permettent pas de changer les choses. Pour conclure, Tal Barda estime que la situation en Israël est si difficile qu'elle ne pense pas refaire un film qui traitera du conflit avec la Palestine.

DÉRACINÉES

Le 28 septembre 2023 de 14h00 à 15h30, Salle OR



Victime d'un nettoyage ethnique en septembre 2017, la minorité rohingya, qui vit principalement dans le nord de l'État d'Arakan, à l'ouest de la Birmanie, s'est vue contrainte de fuir vers le Bangladesh, dans le camp de Kutupalong. Aujourd'hui, un million de réfugiés s'y trouvent dans ce camp d'une superficie de 13 kilomètres carrés. Il est considéré comme le plus peuplé du monde. Sur place, la réalisatrice Olga Prud'homme Farges a recueilli

les témoignages de femmes victimes de sévices, des viols dans la plupart des cas, commis en toute impunité. Le film raconte leurs histoires, et donne la parole à ces femmes que, là-bas, personne n'écoute.

Après la projection, Olga Prud'homme Farges souhaite d'abord évoquer une réalité polymorphe. Elle revient sur le terme *« minorité musulmane »* et explique que la réalité est plus complexe, puisque parmi les Rohingyas, il n'y a pas que des musulmans. La réalisatrice a notamment interviewé des Rohingyas indous.

De plus, les causes du nettoyage ethnique sont mixtes : *« la Birmanie avait besoin de dégager la région de l'Arakan au nord-ouest de la Birmanie parce qu'ils y ont découvert des hydrocarbures à exploiter, ainsi que pour construire un oléoduc et emmener le pétrole de la péninsule ara-*

MODÉRATEUR :

Emmanuel Davidenkoff, Directeur adjoint de la rédaction - Le Monde - Président du Jury Prix Liberté 2020

INTERVENANTES :

Pramila Patten, Représentante Spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles dans les conflits

Olga Prud'homme Farges, Documentariste, journaliste et auteur

bique en Chine, inauguré six mois après l'agression qui a commencé en août 2017. En trois mois toute la population a dû fuir au Bangladesh voisin et traverser la frontière. L'armée est arrivée, elle brûlait tout. »

Alors qu'elle souhaitait traiter dans son film la persécution des rohingyas, la réalisatrice ne s'attendait pas à ce qu'autant de femmes et d'enfants veuillent lui parler si librement. « *Ce film est un peu une histoire de sérendipité* », explique-t-elle. Alors qu'elle devait chercher dans le camp des enfants et leurs familles pour recueillir leur parole, elle n'avait pas anticipé qu'une enfant de 9 ans voudrait témoigner du viol qu'elle avait subi, ni que, le lendemain, dix femmes souhaiteraient que leurs paroles soient également recueillies, preuve que sur place, personne ne se soucie d'elles. Emmanuel Davidenkoff explique qu'en effet, les violences sexuelles sont souvent tues.



Olga Prud'homme Farges et Pramila Patten

aujourd'hui, ce sont eux qui demandent à ce qu'ils rentrent chez eux. Pramila Patten ajoute que la situation s'est encore détériorée depuis le tournage du documentaire. Cette population vit toujours dans des abris temporaires faits de bambous et de bâches, et le gouvernement bangladaï, refuse systématiquement de rénover et renforcer les camps. Emmanuel Davidenkoff rappelle que le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde. Citant un reportage du Monde publié il y a quelques mois, il explique que ces camps sont des zones de non droit absolu, où à partir de 16h, les ONG n'ont plus le droit d'intervenir et doivent sortir du camp jusqu'au lendemain matin. « *Même au Far-West il devait y avoir plus de lois que ça* », conclut-il.

En fin de séquence, les spectateurs, essentiellement des jeunes, sont invités à poser des questions. « *S'il y a un million de réfugiés dans les camps, à combien s'élève la population rohingya totale ?* » demande l'un d'entre eux. Pramila Patten répond qu'elle n'a pas de chiffres précis, mais au Bangladesh le gouvernement estime qu'ils sont 1,2 millions. Pour conclure, Olga Prud'homme Farges ajoute que la plus grande partie de la communauté a fui de l'Arakan, soit environ 80 %.

« En Birmanie, cohabitent 126 ethnies différentes mais s'il y a bien une communauté apatride, c'est celle-là »

Pramila Patten à propos des Rohingyas

Pramila Patten représentante spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles dans les conflits, connaît bien le cas des Rohingyas sur lequel elle travaille depuis 2002. Ce silence autour des violences subies, elle l'explique en partie par une situation politique largement défavorable, notamment en 1982 où une loi a fait voter la suppression de leur nationalité, et donc de leurs droits. « *En Birmanie, cohabitent 126 ethnies différentes mais s'il y a bien une communauté apatride, c'est celle-là* », estime-t-elle. Car avant 2017, il y avait un élan de solidarité et une compassion de la part des bangladaï, mais

BLUE ISLAND

Le 29 septembre 2023, 10h30-12h, Auditorium



Serge Gordey

Être hongkongais, être libre et chinois ?

Serge Gordey introduit la projection du film documentaire réalisé par Chan Tze-woon, intitulé Blue Island (2022), sans en révéler le sujet, préférant mettre en lumière le partenariat de la région Normandie avec l'agence Docs Up Fund qui produit des « *films qui viennent de pays où la question des droits humains se pose, où des cinéastes s'en emparent* ». Avant de lancer le film, le producteur précise que celui-ci n'est « *pas un reportage ou un film classique mais une façon particulière de voir le monde, un regard d'auteur qui prend le temps de réfléchir, qui nous dit beaucoup plus que les images qui nous inondent tous les jours* ».

Suite au visionnage, Philippe Le Corre affirme que « *ce documentaire semble*

refléter trois choses : la complexité du sentiment d'appartenance à Hong-Kong, entre le rapport à la Chine et au territoire hongkongais, la difficulté de faire face au Parti Communiste Chinois, illustrée par la mise en scène mêlant acteurs et personnes réelles, et l'ambivalence d'être à la fois spectateur et acteur de l'Histoire ». Le chercheur procède ensuite à un bref rappel de « *l'histoire compliquée du rocher, colo-*

MODÉRATEUR :

Philippe Le Corre, chercheur à l'Asia Society Policy Institute et conseiller géopolitique, Asia Society France

INTERVENANTS :

Serge Gordey, Producteur, Docs Up Fund
Nathan Law, opposant démocratique hong-kongais



© Pierre Galliot - Région Normandie

Serge Gordey

nie britannique pendant 150 ans avant d'être rétrocédé à la République Populaire de Chine en 1997 ». Mais alors que « le contrat prévoyait de garantir une autonomie à Hong-Kong jusqu'en 2047, la Chine l'a rompu en accentuant la répression sur cette région spéciale, la dernière datant de 2019-2020 ».

Leader du mouvement des parapluies de 2014, aujourd'hui en exil, Nathan Law est une incarnation de la troublante identité hongkongaise, entre le désir de liberté et les origines chinoises. Le militant, qui explique que « beaucoup de films ont été tournés à Hong-Kong pour parler des manifestations de 2019-2020 mais ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure », avoue que « le visionnage de ce film était très difficile ». En effet, « cela fait remonter des traumatismes des événements de 2014 et 2019, j'ai été témoin d'actes terribles, des amis ont été blessés et arrêtés ». Heureusement, « ce film montre des personnes importantes du mouvement de résistance, c'est important, cela aide à comprendre la situation ». Nathan Law interpelle le public en leur demandant : « qu'auriez-vous fait si vous étiez hongkongais ? ». « Ces films

sont essentiels pour comprendre les sacrifices de notre population », affirme-t-il.

Interrogé sur la question de l'identité hongkongaise, le dissident explique que « c'est une composante très importante, unique et cruciale pour la résistance car elle reflète des valeurs et une compréhension de l'Histoire face au narratif orthodoxe de Pékin et l'autoritarisme de Xi Jinping ». Il ajoute que « c'est une identité difficile à définir mais nous résistons quand la Chine essaie de l'effacer ».

« Ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure ».

Nathan Law

Alors qu'il a quitté Hong-Kong en 2020 car il se savait « recherché et risquait plusieurs dizaines d'années de prison », Nathan Law revient sur la difficulté de résister à la Chine depuis l'étranger « car il faut mobiliser les foules localement ». « De plus en plus de personnes ont quitté le territoire depuis trois ans, près de 20 000 pour des raisons politiques, déplore-t-il. Le Royaume-Uni aide les réfugiés hongkongais et on peut organiser des événements pour que la Chine ne parvienne pas à effacer notre Histoire ». Avant de conclure : « Même si la situation ne va pas dans le bon sens car beaucoup de personnes sont incarcérées, je reste optimiste, c'est idiot d'être désespéré, il faut rester courageux même si 9 mouvements sociaux sur 10 vont échouer ».

L'INDICE NORMANDIE : COMPRENDRE LES MENACES POUR PRÉSERVER LA PAIX

Le 28 septembre 2023, 10h30-12h, salle Azur



Branislav Staniček, Elena Lazarou, Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez et Salomé Limery

© Nicolas Broquedis

Menaces plurielles, paix universelle

Les trois modératrices travaillant pour Europe Direct, co-organisatrice avec le Parlement européen de ce temps fort jeunesse autour de l'Indice Normandie pour la paix,

MODÉRATRICES :

Ophélie Bouin, responsable communication CRIJ Normandie

Salomé Limery, chargée de mission projets européens Maison de l'Europe de l'Eure

Bénédicte Feuger, Responsable du Carrefour Rural Européen des Acteurs Normands (CREAN)

INTERVENANTS :

Valérie Drezet-Humez, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne

Elena Lazarou, cheffe d'unité politique externe, Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

Branislav Staniček, chercheur politique externe Parlement européen

un outil « qui sert à orienter les actions de l'Union européenne, à décrypter ce qu'il se passe en Ukraine et comprendre les menaces qui impactent les États et les populations », introduit la discussion sous forme d'atelier interactif, donnant aux lycéens dans la salle la possibilité de donner leur avis via un quizz numérique en direct.

Alors que 78% d'entre eux avouent ne pas connaître cet Indice, sa conceptrice Elena Lazarou entreprend d'expliquer cet indicateur « qui mesure les menaces sur la paix et la démocratie dans le monde ». « Débuté en 2018 grâce à un accord entre la Région Normandie, le Parlement européen et l'Institute for economics and peace de Sydney », continue-t-elle, « c'est un indice qui s'appuie sur la définition européenne de la paix que l'on retrouve dans la Stra-



Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez
et Salomé Limery

© Nicolas Broquedie

« La question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE »

Valérie Drezet-Humez

tégie globale de l'UE de 2016 ». Celle-ci pense « la paix et la sécurité comme des concepts holistiques » et retient donc onze critères principaux : « conflits violents, terrorisme, criminalité, cybersécurité, fragilité étatique, insécurité énergétique, crises économiques, processus démocratique, armes de destruction massive, désinformation et réchauffement climatique ». Ces éléments sont évalués dans 136 pays en plus de l'UE (comptée seule) « tous les ans et disponibles à tous en ligne ».

Interrogée sur la place de l'UE - 7e en 2023 alors qu'elle pointait à la 11^e place les années précédentes - la chercheuse européenne rappelle qu'il « n'est pas question que de guerre, l'amélioration s'explique par l'évolution des États européens sur

les questions énergétiques, de climat et de cybersécurité entre autres ». Face au public qui s'étonne de cette progression à l'aune des poussées de l'extrême-droite sur le Vieux Continent, Branislav Staníček rappelle que « l'Indice ne regarde pas les tendances politiques mais les libertés fondamentales et les réformes économiques et sociales ». Le chercheur européen souligne par ailleurs que « le top 5, des démocraties et des économies robustes, ainsi que le flop 5, malheureusement, ne bougent pas dans le classement ».

Branislav Staníček revient ensuite sur l'évolution des indices pour la Russie et l'Ukraine depuis la création de l'outil en 2019. Ce dernier note « de légères améliorations au début, la Russie avait stabilisé son budget avec l'augmentation du prix des matières premières, tandis que l'Ukraine, avec l'élection de Zelensky, promettait de gérer la situation à l'Est du pays ». Les deux pays ont « évidemment brutalement chuté, surtout l'Ukraine qui a perdu 38% de son PIB, 20% de son territoire et près de 7 millions d'habitants à cause de l'exode massif qui a suivi l'invasion ».

Interrogée sur la contradiction apparente d'une Europe en paix mais soutenant activement l'effort de guerre ukrainien, Valérie Drezet-Humez démontre que « l'invasion russe est une violation du droit international et l'UE répond dans le cadre légal de ce droit en aidant à reconstruire la paix par cette aide stratégique sans précédent ». Face au « mythe de la désunion européenne », la diplomate internationale rappelle « les onze votes à l'unanimité des 27 pour imposer des sanctions économiques à

la Russie », avant de souligner que « la question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE » et d'appeler les jeunes dans la salle « à s'informer pour avoir tous les faits en tête à l'approche des élections européennes de 2024 ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

TEMPS FORT JEUNESSE

L'ENGAGEMENT DES FEMMES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE ET DURABLE

Le 28 septembre, 10 h 30 - 12 h - Salle Nacre



Zoé De Mones et Ludivine Delaite

© Eric Biernacki - Région Normandie

Les femmes doivent décider pour elles-mêmes

Pour entamer ce débat, la modératrice Lauriane Clément propose à Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, de réaliser un état des lieux des inégalités subies par les femmes dans le monde. Celle-ci rappelle que seulement 25 % des parlementaires dans le monde sont des femmes. Elles sont donc de fait peu impliquées dans les décisions qui les concernent, or les femmes figurent parmi les principales personnes impactées par les changements climatiques. Nicole Ameline explique qu'à l'ONU, son rôle est justement d'impulser ce changement et de créer une obligation de parité partout. « Il faut que les femmes décident pour elles-mêmes, c'est la première des libertés », expose-t-elle.

MODÉRATRICE :

Lauriane Clément, cheffe de rubrique actualités pour le magazine Phosphore

INTERVENANTES :

Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Zoé De Mones, lycéenne, participante du programme ecHo

Ludivine Delaite, ancienne membre du Conseil Régional des Jeunes de Normandie qui a participé à la formulation du projet sur la formation des écodélégués

Delphine O, ambassadrice, secrétaire générale du Forum génération égalité.



Entre les interventions, les lycéens présents sont incités à participer au débat en répondant à des questions sur les inégalités femme-homme. On les interroge notamment sur la date de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, écrite en 1979 et sur les pays qui, selon eux, sont les plus avancés en matière de droits des femmes.

Nicole Ameline poursuit en expliquant que l'Europe, autrefois en avance sur les libertés des femmes, stagne aujourd'hui. Certains pays, en remettant en question le droit à l'avortement, régressent même. Elle raconte que l'ONU reçoit chaque année trente pays pour vérifier leur application du traité de 1979. Lois sur les violences, l'éducation, le statut des femmes, tout est passé à la loupe pour s'assurer que les progrès sont réels. Une feuille de route est alors dressée pour les quatre années suivantes.

C'est ensuite Delphine O, plus jeune ambassadrice de l'histoire de France, qui re-

« On défend ce qui est déjà reconnu, tellement qu'on n'arrive pas à se battre pour de nouveaux droits »

Delphine O

joint le plateau. La modératrice Lauriane Clément l'interroge sur son optimisme, ou pas, en matière de droits des femmes. Tout comme le public invité à répondre à la même question, elle se dit perplexe. En France, les droits des femmes sont récents et il faut toujours se battre pour les conserver. La secrétaire générale du Forum Génération Égalité rappelle qu'il faut protéger ces droits souvent attaqués partout dans le monde. Son travail de diplomate, explique-t-elle, consiste à promouvoir ces avancées à l'international. « *J'ai aussi une casquette de négociation et de coordination avec d'autres pays pour faire supprimer des lois discriminatoires et aider les femmes à avoir accès à l'éducation, à l'entrepreneuriat* », développe-t-elle. Elle explique que ces dernières années, toutes les « *non défaites* » sur le sujet sont des victoires. « *On défend ce qui est déjà reconnu, tellement qu'on n'arrive pas à se battre pour de nouveaux droits* », regrette-t-elle.

Le débat se termine par l'intervention de Zoé De Monès, lycéenne et participante au programme EcHo, qui vise à sensibiliser les jeunes aux objectifs de développement durable, et de Ludivine Delaite, ancienne membre du Conseil régional des jeunes (CRJ) de Normandie. Elles présentent leur travail et leur engagement avant de rappeler l'importance, pour les jeunes, de se saisir de tous les sujets liés à l'égalité des femmes et des hommes.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

MUSIQUE ET RÉSISTANCES

Le 28 septembre 2023 – 14h - 15h30 - Auditorium



Quand la musique devient salvatrice

Accompagnée de l'ensemble musical Les Lunaisiens, Déborah Livet, chercheuse en histoire de la musique, a présenté un ensemble de textes et de chants de résistants aujourd'hui conservés dans différents musées et archives communales afin de sensibiliser le public sur l'utilisation de l'art et de la musique comme moyen d'expression libre en temps de guerre.

Déborah Livet a introduit son intervention en rappelant que lors de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 1^{er} septembre 1939, les Français n'avaient alors qu'une seule arme : la satire. Grâce au travail minutieux de compositeurs comme Paul Arma, ce sont plus de 1300 chants et poèmes datant de la Seconde Guerre mondiale qui sont venus jusqu'à nous, portant les stigmates de la résistance sous l'occupation. Juif et Hongrois, Paul Arma avait réussi à fuir le régime nazi le 16 mars 1933 pour gagner d'abord la Suisse puis la France. Avec sa femme Edmée, il récolte des chants, aujourd'hui conservés dans les

archives de la ville de Thionville. « *Car on chante pendant ces années tragiques, et on écrit, pour se gausser, patienter, évoquer, expliquer, oublier* » explique Déborah Livet. Ainsi, un folklore prend naissance, issu de la crainte et de l'effort des hommes, de la misère et de l'amour, de la peine et de l'espoir. La docteure en histoire de la musique était accompagnée de deux musiciens, Arnaud Marzorati et Anthony Millet, qui ont livré une prestation poignante en interprétant des chansons de résistants, accompagnés à l'accordéon. Déborah Livet a ensuite évoqué le titre d'une affiche conservée au musée de la Coupole dans

« Qu'on en finisse avec la résistance qui pleure, car la vraie, c'est celle qui chante comme l'avenir »

Déborah Livet

les Hauts-de-France, intitulée « *L'homme libre* » sur laquelle figure cette inscription : « *Nous sommes contre la dictature et ne faisons aucune distinction entre celle de Berlin et celle de Vichy, celle de Rome et celle de Madrid ou encore de Moscou.* ». Déborah Livet a alors ajouté : « *Qu'on en finisse avec la résistance qui pleure, car la vraie, c'est celle qui chante comme l'avenir. Comme un matin de soleil, comme la jeunesse qui vient, comme un ciel libre et bleu. La vraie résistance c'est celle qui chante les hommes de demain.* »

Un livre de recette pour se donner de l'espoir

En 1943, les nazis décidèrent de créer une organisation secrète sur l'île de Schlei-munde en mer Baltique afin d'y créer une arme secrète composée d'immenses torpilles de 13 mètres de long. Au mois d'août 1943, la Royal Air Force débarqua au-dessus de l'île pour en bombarder une partie. Les nazis recréèrent ensuite une usine à Dora, un camp de travail et d'extermina-

MODÉRATRICE :

Déborah Livet, docteure en histoire de la musique et musicologie de l'Université Paris Sorbonne

INTERVENANTS :

Arnaud Marzorati, musicien de la Compagnie Les Lunaisiens

Anthony Millet, musicien de la Compagnie Les Lunaisiens

tion. Les détenus devaient y vivre presque sans eau, sans voir le soleil, avec une maigre ration de nourriture. D'après des témoignages conservés à Caen, à la Division des archives des victimes des conflits contemporains (DAVCC), on sait maintenant que 10% des détenus dormaient sans couverture, pas plus de 5h par nuit, que l'eau se trouvait à 1 km du dortoir, que leurs sous-vêtements ne pouvaient être changés que toutes les 4 à 7 semaines et qu'un petit morceau de savon devait suffire pour plusieurs semaines. « *À Dora, précise Déborah Livet, ils avaient le droit à du café le matin, une soupe, et la même chose le soir.* » Parmi les détenus, l'un d'entre eux a laissé un livre de recettes pour se donner de l'espoir. Parmi elles, celles d'un clafouti, d'une soupe de poisson, de macaronis à la confiture.

Les textes interprétés par le duo provenaient des archives de la ville de Thionville et avaient été retrouvés à Dora. D'autres étaient issus du musée de la Coupole des Hauts-de-France et du Mémorial de la Shoah. « *On voulait vous présenter cette façon qu'ont eu les Français, les maquisards, les partisans, les détenus, de résister à leur manière, par la musique et la poésie.* » Ce temps fort jeunesse s'est terminé par un moment d'échanges avec les lycéens. L'un d'entre eux s'interrogeait sur les mélodies qui rappelaient souvent des airs déjà connus, comme celui de l'Internationale, chant révolutionnaire écrit pendant la répression de la Commune de Paris en 1871. Le musicien Arnaud Marzorati a alors répondu que pour ces résistants, utiliser un air très connu et universel afin d'y calquer des textes originaux et engagés, était un moyen de fédérer et d'affirmer leur choix politique. « *Chanter des mélodies dans la rue, ne serait-ce qu'un extrait en sifflotant par exemple l'Internationale, une troupe passait et vous étiez emprisonnés, torturés. Et ça existe encore, c'est la barbarie de l'humain* » a-t-il expliqué.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

IRAN : LA PEINE DE MORT COMME OUTIL DE RÉPRESSION POLITIQUE

Le 28 septembre, 14h-15h30, salle Azur



Taimoor Aliassi, Nicolas Perron et Shole Pakravan

© Pierre Galliot - Région Normandie

Exécuter pour terroriser

« *L'Iran est le pays qui utilise le plus la peine de mort et un des derniers à l'appliquer en public dans une optique répressive* », annonce Nicolas Perron pour introduire la conversation.

La projection d'un court film documentant les conséquences de la mort de Mahsa Amini en septembre 2022 précède l'intervention de Taimoor Aliassi, réexpliquant brièvement l'origine du mouvement Femme, Vie, Liberté en Iran et la révolution qui traverse le pays depuis. L'État iranien « *utilise la répression pour contrôler la population et procède donc chaque année à des centaines d'exécutions, d'autant plus lorsqu'il se sent menacé* ». Il revient ensuite sur l'aspect ethnique de la répression en Iran, qui cible directement Kurdes et Baloutches, « *une discrimination qui date de 1979, lorsque Khomeini a fait choisir par référendum entre un régime monar-*

« La loi iranienne est basée sur la charia islamique qui avantage les hommes dans tous les domaines »

Taimoor Aliassi

chique et un régime islamique et que les Kurdes s'y sont opposés, déclenchant un djihad contre la population ». Le militant iranien précise par ailleurs qu'une « *femme issue de ces minorités subit encore plus violemment ces discriminations* ». Si les femmes souffrent particulièrement en Iran, c'est « *parce que la loi iranienne est*

basée sur la charia islamique qui avantage les hommes dans tous les domaines ». Par exemple, « lors d'une lapidation, tandis que les hommes ne sont enterrés que jusqu'au bassin, les femmes sont enterrées jusqu'au cou avant qu'on leur lance cinquante pierres ce qui réduit drastiquement leurs chances de survie ».

« Je me bats pour que cela n'arrive pas à d'autres familles, pour que l'Iran reconnaisse que la peine de mort est un acte violent contre l'humanité »

Shole Pakravan

Après cette analyse, Shole Pakravan revient sur son parcours personnel tragique, qui l'a amenée à s'opposer au régime des ayatollahs. En effet, « en 2007, [s]a fille a été victime de viol et, se défendant à l'aide d'un couteau, a tué son agresseur ». Malheureusement, « on a découvert que l'homme en question était membre des Gardiens de la révolution », donc « le régime a soutenu sa famille et a demandé la qisas, soit des représailles en nature ». « Après sept ans de combat », continue-t-elle, « ma fille a été exécutée ». Après cela, « je ne voulais plus vivre »

mais heureusement, « une femme qui avait perdu son fils est venue me voir et m'a aidée à me soigner ». « Grâce à elle, raconte la mère de Reyhaneh Jabbari, nous avons rencontré d'autres mères endeuillées et je me suis dit que ma fille n'aurait pas voulu que je sombre, donc

MODÉRATEUR :

Nicolas Perron, directeur des programmes Ensemble contre la Peine de Mort

INTERVENANTS :

Taimoor Aliassi, directeur exécutif et représentant auprès des Nations unies de l'association Kurdistan Human Rights Association-Geneva (KMMK-G)

Shole Pakravan, activiste iranienne, mère de Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort et exécutée pour le meurtre de son violeur présumé

je me suis relevée et j' ai trouvé une raison de vivre ». Rejoignant la thématique de la discussion, elle déclare que « la peine de mort n'est pas un châtement normal car elle punit la famille du condamné pour toujours ». De plus, « avant d'être exécutés, les détenus sont en isolement, la famille est dans l'inconnu, personnellement je devenais paranoïaque, je voyais ma fille partout dans la rue ». Aujourd'hui, « je me bats pour que cela n'arrive pas à d'autres familles, pour que l'Iran reconnaisse que la peine de mort est un acte violent contre l'humanité ».

Soulignant le titre du documentaire - Sept Hivers à Téhéran (2023) - qui raconte le combat de Shole Pakravan pour la libération de sa fille, le modérateur invite l'Iranienne à décrire le fonctionnement de la qisas. En vigueur depuis l'arrivée des mollahs en 1991, cette loi donne le droit aux familles de « demander réparation par le sang, c'est-à-dire par la peine de mort ». « Il est parfois possible de faire un deal avec la famille en la payant », continue-t-elle, « mais dans mon cas, ils étaient riches et ont exigé cette vengeance ». Cette loi du talion « n'est qu'une loi de haine et de sang », assène Shole Pakravan. Elle insiste sur « l'utilisation de cet outil pour réprimer », ajoutant qu'elle « garde espoir dans la nouvelle génération qui se bat pour son abolition, qui se mobilise dans la rue et sur les réseaux sociaux ». Le militant iranien Taimoor Aliassi termine cette discussion en affirmant que « la situation se radicalise, le régime est déterminé à réprimer la jeunesse mais la jeunesse est déterminée à changer le régime ».

AU CŒUR DU CONFLIT, CES ENGAGÉS POUR LA PAIX EN AFRIQUE

Le 29 septembre, de 10h30 à 12h, salle OR



Drissa Traoré, Binta Sidibe-Gascon, Ousmane Ndiaye, Niagalé Bagayoko et François Hericher

S'engager pour les droits de l'Homme, sans distinction

« Comment percevez-vous le rôle des cliqués dans les conflits ? », interroge Ousmane Ndiaye afin de lancer les échanges. Niagalé Bagayoko remarque que la force du communautarisme est l'un des principaux leviers manipulés par les acteurs des conflits en Afrique. Elle cite en exemple le génocide rwandais, qui a fait près d'un million de morts en 1994. Un massacre notamment rendu possible à cause de la mobilisation, par la communauté hutue, d'instruments médiatiques tels que la Radio télévision libre des Mille Collines pour appeler aux meurtres des Tutsis.

Comment expliquer un tel drame ? « En Afrique, il existe des communautés très homogènes, ce qui s'explique par l'existence de dynamiques très cloisonnées qui relèvent d'une logique de castes. Des modes de vie et des métiers, tels qu'agriculteurs ou éleveurs, se sont ainsi perpétués

à travers les siècles, entraînant nombre de confrontations douloureuses », explique Binta Sidibe-Gascon. Ces dynamiques sont aujourd'hui réactivées. Les Peuls, majoritairement éleveurs, sont désormais ciblés sur la base de la couleur bleue de leurs vêtements, de leurs traits physiques ou de leurs comportements. « Dans une région sahélienne en proie aux groupes armés et aux organisations terroristes, il existe un délit de faciès qui identifie les Peuls à des terroristes, appelant par là-même à s'en débarrasser. Les civils de la communauté, ciblés par les différents groupes armés comme par les armées des pays sahéliens, paient donc un lourd tribut », alerte la vice-présidente de l'Observatoire Kisaal (« protection » en peul). L'organisation œuvre à protéger les civils subissant ce type de discriminations au Sahel, quelle que soit leur communauté.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

MODÉRATEUR :

Ousmane Ndiaye, Rédacteur en chef Afrique et ancien correspondant Sahel à TV5 Monde

INTERVENANTS :

Binta Sidibe-Gascon, Vice-présidente de l'Observatoire Kisal

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

Drissa Traoré, Responsable de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) au Sahel

François Hericher, Directeur sécurité et sûreté de l'ONG Acted

Dans ces conflits, le rôle des ONG défendant les droits de l'Homme s'avère primordial, car elles se substituent à des États affaiblis, en apportant de l'assistance aux populations. « *Nous intervenons dans des zones parfois difficiles d'accès, en apportant des réponses d'urgence : nous distribuons de l'aide alimentaire et des couvertures, et nous construisons des puits. Nous fournissons également des services de base concernant l'éducation et la formation professionnelle. Nous travaillons également sur la médiation et la conciliation, pour réduire les tensions entre les communautés* », énumère François Hericher.

Une fois le contexte précisé, Ousmane Ndiaye demande aux intervenants d'expliquer les raisons de leur engagement humanitaire. Binta Sidibe-Gascon, née dans un village sahélien du Burkina Faso et vivant en France, souhaite porter la voix des personnes actives sur le terrain. Drissa Traoré considère quant à lui qu'un défenseur des droits humains s'engage à aider l'autre à tout prix, sans compter son temps de travail et, parfois, au péril de sa vie, car le risque d'être incarcéré, pris en otage ou même tué est bien réel.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

De son côté, Niagalé Bagayoko, en tant qu'universitaire, a abordé ces conflits par une approche théorique, en s'intéressant aux « *peace studies** ». Celles-ci envisagent la sécurité humaine d'une autre manière qu'au sens

traditionnel du terme, où la sécurité rime souvent avec le recours à l'instrument militaire. Mais cette dernière vision ne permet de trouver que des solutions partielles aux conflits. « *Il faut une approche beaucoup plus large, qui place la personne humaine et pas les seuls États au cœur de la réflexion. C'est en menant cette réflexion que j'ai rencontré des militants pour la paix. Je me suis alors rendu compte que je pouvais contribuer à faire progresser ces causes à travers la restitution de connaissance et la diffusion d'un savoir rigoureux* », témoigne la chercheuse.

« Mon engagement est ainsi lié à un refus de rester les bras croisés »

François Hericher

De son côté, François Hericher a découvert le monde de l'humanitaire alors qu'il était ingénieur en génie civil au Tchad, avant de rejoindre Acted pour reconstruire des maisons rasées en Centrafrique, suite au conflit qui a éclaté entre Selekas et anti-Balakas en 2013. Une mission qui l'a finalement amené à faire de la médiation pour permettre aux différentes communautés de coexister à nouveau. « *Mon engagement est ainsi lié à un refus de rester les bras croisés* », confie-t-il.

L'action des humanitaires s'avère très complexe car elle doit prendre en compte les nombreux acteurs sur le terrain. « Nous ne pouvons pas faire notre travail sans l'accord des gouvernements, prévient Drissa Traoré. C'est pourquoi nous plai-

peace studies* = Les peace studies sont une discipline sociologique qui vise à fournir une structure intellectuelle pour trouver des solutions non-violentes à des conflits nationaux ou mondiaux.

doysons auprès des décideurs nationaux et internationaux, tels que l'Union Africaine, pour tenter d'influencer des pratiques. Mais notre action suscite parfois des incompréhensions voire des tensions, car les gouvernements peuvent choisir de se défendre quand nous dénonçons des exactions commises par les forces de défense et de sécurité ».

« Les travailleurs humanitaires sont parfois pris à partie quand nous tentons de négocier l'accès à certains terrains »

François Hericher

Binta Sidibe-Gascon remarque que les récents coups d'État au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont entraîné un rétrécissement de l'espace civique. « *Des pressions et intimidations sont exercées sur nos collègues pour les inciter à s'autocensurer, parfois jusqu'à l'enlèvement* », alerte-t-elle. « *Les travailleurs humanitaires sont parfois pris à partie quand nous tentons de négocier l'accès à certains terrains. D'autant plus que, ces dernières années, nous tâchons de nous rapprocher le plus possible des zones de conflit* », ajoute François Hericher. Cela peut dégénérer en arrestations voire en détentions alors qu'en théorie, des principes internationaux tels que la Convention de Genève protègent les acteurs humanitaires.

« *Les principes de droit international humanitaire doivent être enseignés à tous les militaires pour épargner les civils et les*



Drissa Traoré

© Eric Biernacki - Région Normandie

non-combattants, qu'il s'agisse des prisonniers de guerre, des médecins ou des humanitaires », insiste Drissa Traoré. Néanmoins, au Sahel, les conflits impliquent non seulement les armées régulières mais aussi d'autres groupes armés. Les ONG sont donc contraintes de coopérer avec les différentes factions, ce qui rend leur tâche d'autant plus compliquée.

Pour Binta Sidibe-Gascon, il faut arrêter de vouloir à tout prix régler les conflits par le « *tout militaire* », que ce soit par l'intervention d'armées étrangères, de groupes de mercenaires ou la distribution d'armes à des civils, qui ne font que mettre le feu aux poudres. C'est pourquoi la Coalition citoyenne pour le Sahel, qui regroupe différentes organisations de la société civile dans la région, tâche de développer une stratégie reposant sur quatre piliers : protéger les civils, s'attaquer aux causes profondes des conflits, permettre aux humanitaires d'accéder aux différents terrains d'opérations et lutter contre l'impunité des exactions commises, qui ne font que pousser plus de civils dans les bras des groupes armés. « *Il est vraiment temps d'entendre la détresse de ces différents peuples et de passer à l'action* », conclut Binta Sidibe-Gascon.

DROITS AUTOCHTONES, TÉMOIGNAGES DE LA RÉSISTANCE DES PEUPLES

Le 29 septembre 2023, 10h30-12h, Salle Azur



Leslie Cloud, Brijjal Chaudhari, Gert-Peter Bruch et Natalya Saprunova

Peuples autochtones, résister pour exister

« Il y a plus de 476 millions d'autochtones, répartis dans 90 pays, soit 6% de la population mondiale, appartenant à plus de 5000 peuples différents et parlant près de 4000 langues », annonce Leslie Cloud en introduction du débat. Alors que les nations indigènes luttent depuis des siècles pour leur existence, celles-ci ont été exclues par la communauté internationale lors de l'élaboration des normes du droit

MODÉRATRICE :

Leslie Cloud, juriste-chercheuse, membre du réseau Justice and Indigenous People's Rights (JUSTIP)

INTERVENANTS :

Gert Peter Bruch, Président de Planète Amazone

Brijjal Chaudhari, militant du droit des peuples autochtones

Sara Olsvig, Présidente de l'Inuit Circumpolar Council

Natalya Saprunova, photographe

international, et ont subi les violentes politiques d'assimilation et d'usurpation des territoires visant à les faire disparaître. Avec la publication de la Déclaration du droit des peuples autochtones de l'ONU en 2007, les peuples autochtones obtiennent une première grande victoire pour être reconnus. Mais malgré cela, ces peuples, dont les territoires représentent pourtant 85% de la biodiversité, ne font toujours pas partie des processus décisionnels à toutes les échelles.

Sara Olsvig, présidente de l'Inuit Circumpolar Council (ICC) et ancienne élue groenlandaise, explique qu'elle travaille à la reconnaissance des droits des Inuits. Indigènes du Canada, de l'Alaska, du Groenland et de l'Extrême-Orient russe, les Inuits se battent depuis des siècles contre les frontières westphaliennes, pour la reconnaissance de leur mode de vie,

éminemment dépendant des ressources naturelles, et pour que leurs voix soient entendues sur les questions de biodiversité et de réchauffement climatique. Fondé en 1983, l'ICC vise à amener ces voix aux sommets internationaux, notamment au Conseil de l'Arctique qui réunit 8 pays et 6 organisations autochtones, et défendre leur droit à l'autodétermination.

« Prendre soin des peuples autochtones, c'est prendre soin de son propre futur »

Gert-Peter Bruch



Gert-Peter Bruch

© Pierre Galliot - Région Normandie

Brijjal Chaudhari, militant du droit des peuples autochtones issu de la nation Tharu en Himalaya, rapporte son expérience en tant que membre d'une minorité ethnique au Népal. Assimilés de force et continuellement criminalisés par la monarchie puis la jeune démocratie népalaise, les Tharus doivent se battre pour préserver leur autonomie et leur territoire afin d'obtenir la création d'un État tharu au sein du système fédéral népalais.

Gert Peter Bruch a fondé l'ONG Planète Amazone en 2012, après plus de 20 ans d'engagement auprès des populations indigènes brésiliennes. Le journaliste et réalisateur français travaille pour rallier les citoyens du monde à la cause autochtone en démontrant la nécessité d'une mobilisation collective. Si la Constitution du Brésil, datant de 1988, protège théoriquement les terres autochtones, l'Amazonie reste gravement menacée et il faut agir. « Prendre soin des peuples autochtones, c'est prendre soin de son propre futur », clame-t-il.

Natalya Saprunova, photographe russe originaire de la baie de Kola à la frontière finno-norvégienne, travaille quant à elle sur la question du peuple Saami. À travers ses reportages, elle cherche à donner la parole à ce peuple victime de la sédentarisation et perdant chaque jour sa culture. « Aujourd'hui, il ne reste plus que 1500 Samis en Russie, dont seulement 200 parlent encore la langue », explique-t-elle. La photographe a aussi travaillé sur les populations autochtones de Sibérie, notamment les Évènes de Yakoutie orientale, qui souffrent de l'exploitation minière, du réchauffement climatique, de la déforestation et de la pollution des sols.

La question du territoire est fondamentale pour tous ces peuples autochtones, souligne la modératrice. Brijjal Chaudhari explique que la connexion des Tharus à leurs terres est plus que spirituelle : « C'est notre école, notre pharmacie, notre épicerie, et on nous la vole alors que notre mode de vie en dépend ». Pour le militant, le monde doit accepter que les humains appartiennent à la terre et non l'inverse. Il est crucial de comprendre cette interconnexion pour comprendre la gestion vertueuse des ressources par les peuples autochtones.



Natalya Saprunova

Gert Peter Bruch aborde ensuite la question cruciale de la démarcation des frontières, urgente pour protéger les peuples autochtones et leurs territoires. Malgré les avancées juridiques au Brésil, la présidence sulfureuse de Jair Bolsonaro a montré les limites des protections juridiques et les menaces importantes de l'agro-industrie qui désire s'accaparer toujours plus de terres amazoniennes. La récente ré-élection du président Lula, en dépit de ses promesses, ne suffit pas à protéger l'Amazonie, pourtant considérée unanimement comme vitale pour l'humanité. Porter la voix des autochtones, c'est aussi penser différemment les questions frontalières et l'utilisation des ressources naturelles, affirme le réalisateur.

Les Évènes et les autres peuples rencontrés par Natalya Saprunova sont aussi très attachés à leur écosystème. Mais, alors qu'ils ont un profond respect de la nature, ils sont les premiers à souffrir du réchauffement climatique en Russie. Les Inuits souffrent eux aussi de l'augmentation des températures moyennes,



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

renchérit Sara Olsvig. Alors que le mot inuit pour dire Arctique signifie littéralement « *endroit glacé* », la fonte des glaces modifie radicalement le mode de vie des indigènes groenlandais, que cela concerne la pêche traditionnelle ou le déplacement sur la glace en hiver.

« Aujourd'hui, il ne reste plus que 1500 Samis en Russie, dont seulement 200 parlent encore la langue »

Natalya Saprunova

Au-delà de la représentation des autochtones, Brijlal Chaudhari appelle à prendre exemple sur leur gestion des ressources. Leur savoir en termes de conservation de la biodiversité est inestimable et le monde a besoin de leaders climatiques indigènes. Quant à Gert Peter Bruch, il décortique l'importance du concept juridique d'éco-cide, indispensable pour tenir les gouvernants responsables de leurs actions et pour défendre des lieux précis.

Leslie Cloud résume les arguments évoqués en invitant le public à décoloniser la pensée et le droit sur ces questions des peuples autochtones, lesquels sont précurseurs dans la lutte contre le réchauffement climatique de par leur analyse holistique du passé. Chacun à leur tour, les intervenants détaillent l'émergence d'une véritable prise de conscience et d'une volonté d'engagement des jeunes autochtones, décidées à lutter contre les humiliations des gouvernements centraux et leur invisibilisation continue.

Brijlal Chaudhari rappelle aussi que l'illégalité étant définie par les gouvernants, ce concept est inévitablement biaisé et fluctuant. « *Si nous ne nous battons pas, il ne reste que l'assimilation ou l'exil* », assène-t-il pour conclure.

POUR LA PLANÈTE ET LES PEUPLES, UNE JEUNESSE ENGAGÉE

Le 29 septembre, 10h30-12h - Salle Nacre



Tara Goodwin, Laëtitia Helouët, Thomas Friang et Juliette Hurier

S'engager pour les droits de l'Homme, sans distinction

Thomas Friang présente les axes du débat : une paix est-elle possible sans une planète protégée ? Comment gérer, en même temps, chaos géopolitique et écologique ? Il assume que céder à l'anxiété est plus facile que s'engager. Sur l'engagement, Juliette Hurier appelle à garder espoir, assurant que se renseigner, c'est déjà

s'engager. Elle évoque les niveaux locaux (conseils municipaux des jeunes) qui permettent déjà de réfléchir à des solutions. Laëtitia Helouët fait un rappel historique sur l'engagement de la jeunesse. Elle insiste surtout sur la démocratisation de l'accès à l'enseignement qui a élargi la diversité sociale des jeunes pouvant s'engager. Elle pointe, à regret, le fait que seuls 52% des 18-24 ans aient pris part aux deux tours de la dernière élection présidentielle.

Tara Goodwin, désignée cheffe de la délégation française en Inde lors du Y20, évoque une expérience très enrichissante s'agissant de cet engagement qui a pris forme à la suite d'une publication Instagram. Elle a mené des consultations en France avant de défendre les préoccupations des jeunes lors de ce sommet international. Elle souligne que les jeunes y ont été entendus « *dans une certaine me-*

MODÉRATEUR :

Thomas Friang, directeur général et fondateur de l'Institut Open Diplomacy

INTERVENANTES :

Tara Goodwin, cheffe de la délégation française Open Diplomacy au Y20 2023 en Inde (G20 pour la jeunesse)

Laëtitia Helouët, présidente de l'observatoire national de la politique de la Ville

Juliette Hurier, étudiante en Master Business International et Diplomatie à l'ESCP Paris, présente dans la délégation française Open Diplomacy du Y7 2023 (G7 pour la Jeunesse) au Japon

sure », ajoutant que quelques éléments de leur communiqué ont été repris par le G20, même si elle regrette que l'idée d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles n'ait pas été suivie. Interrogée par un lycéen, elle dresse le constat que les gouvernants n'ont pas l'habitude d'écouter la jeunesse et souligne le besoin de créer des espaces pour que cela change. « Ça ne veut pas dire qu'on doit se taire », souffle-t-elle.

« Lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU l'idée d'un autre mode de calcul de l'économie que par le PIB avance auprès des 193 pays membres »

Thomas Friang

Thomas Friang rappelle la vocation de son institut : faire en sorte que la parole des jeunes soit entendue et mettre en avant le besoin de corps intermédiaires en démocratie. Il dit aussi qu'il faut, selon lui, privilégier le murmure au cri pour obtenir des avancées. Interrogée sur le recours à la radicalité pour être entendue, Juliette Hurier n'est pas convaincue. Ça ne permet pas, selon elle, l'écriture de textes de loi adoptés. Au niveau international, Laë-



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



Tara Goodwin, Laëticia Helouët, Thomas Friang et Juliette Hurier

ticia Helouët interroge le système actuel de régulation, né après 1945. Avec le sentiment actuel de « gagnants/perdants » de la transition écologique, elle pose la question d'en changer les mécanismes, en donnant plus de place aux jeunes comme à certains pays dans le processus décisionnel. Pour opérer la transition, elle appelle à se réapproprié des valeurs et une manière de vivre qui fait plus sens.

Thomas Friang abonde sur le thème gagnants/perdants mais rappelle « qu'il n'y aura pas de transition sans justice sociale et qu'il faut répartir l'effort de façon à ce qu'il soit juste afin d'être soutenu massivement. » Il explique que lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, où il était présent, l'idée d'un autre mode de calcul de l'économie que par le PIB avance auprès des 193 pays membres. Enfin, pour conclure, Tara Goodwin espère, au nom de tous les intervenants, avoir été une source d'inspiration. Elle donne comme conseil aux jeunes d'être plus ambitieux et plus novateurs. Certains lycéens évoquent ensuite leurs engagements personnels pour clôturer cette conférence.

UN VILLAGE POUR LA PAIX

Le village où bat le cœur du Forum !

Tout au long du Forum, les visiteurs ont pu profiter des nombreuses animations organisées au sein du Village pour la Paix. Rencontres, échanges et partages étaient au rendez-vous !

Exposants : Engagés pour la Paix

Au sein de l'espace des Engagés pour la Paix, les nombreux visiteurs, dont une grande partie de lycéens, ont échangé avec différentes associations et ONG qui agissent pour la paix et luttent contre les injustices dans le monde. ACTED, la Croix Rouge Française de Normandie, Amnesty International, Ensemble contre la Peine de mort et l'Oeuvre d'Orient ont ainsi présenté leurs actions et témoigné de leur engagement en faveur de la paix.



La web-série de l'INA

Dans une web-série de cinq épisodes autour du thème « Résister contre qui et pour quoi ? », l'INA proposait une exploration thématique de moments de résistance qui se sont formés aux quatre coins du monde à travers l'histoire, et ont parfois, en un geste ou en un mot, changé la face du monde et bouleversé le cours de millions de vies.



UN VILLAGE POUR LA PAIX

Des expositions qui ont marqué les esprits



Natalya Saprunova expliquant son travail à des jeunes

« Saamis, nous vivions dans la toundra »

de Natalya Saprunova,

en partenariat avec le festival Les Femmes S'exposent :

« Les Saamis – dernier peuple autochtone d'Europe réparti entre Finlande, Suède, Norvège et Russie – ont perdu leur autonomie sur le territoire russe avec l'arrivée du pouvoir soviétique dans les années 1920. Ces nomades, qui vivaient de l'élevage des rennes et de la pêche dans la toundra, ont été contraints de vivre en appartements, de travailler dans des kolkhozes, et d'abandonner leurs pratiques traditionnelles. Désormais leur principal village, Lovozero, à 170 kilomètres au sud-est de Mourmansk, est considéré comme une réserve. Parmi les quelque 1 500 personnes qui vivent sur la péninsule de Kola, seuls deux cents parlent la langue saamie, principalement les aînés. Les habitants luttent pour préserver leur identité, pour que leur culture ne s'éteigne pas. Le tourisme, peut-être, pourrait lui donner un second souffle si tant est qu'il ne la réduise pas à un folklore. »



© PoolPhoto-NPP

«Leurs résistances, notre Histoire» en partenariat avec Paris Match

«Depuis près de 75 ans, Paris Match met en avant, en couverture ou au cœur du magazine, de nombreux portraits de femmes et d'hommes, des héroïnes et héros du quotidien qui, parfois malgré eux, font notre histoire contemporaine. Pour la 4e année consécutive, le Forum mondial Normandie pour la Paix a confié à Match une exposition photo de treize tirages grand format qui propose un regard sur ces résistances qui marquent l'histoire du monde»

Gwenaëlle DE KERROS,
Directrice du Développement de Paris Match

«La paix commence avec moi»

Action photographique réalisée par le Département des Opérations de Paix de l'ONU dans le cadre du Projet Inside Out.

Le Projet Inside Out est une plateforme participative créée par l'artiste français JR en 2011. Dans le cadre du 75^e anniversaire du maintien de la paix des Nations Unies, un projet artistique Inside Out a été organisé en guise d'hommage à ceux qui œuvrent pour la paix dans le monde.



MurMurs

une œuvre interactive de la sculptrice Anilore Banon

Avec son œuvre monumentale, Anilore Banon propose une autre approche des murs : les murs ne séparent pas, ils rapprochent. Il faut s'approcher pour écouter le murmure de l'œuvre, des sons, des récits interprétés par des voix symboliques et anonymes.



Librairie et dédicaces

Animée par l'association « Au brouillon de culture », une librairie éphémère proposait les ouvrages de nombreux intervenants, des romans ou encore des bandes-dessinées. Les séances de dédicace organisées en présence de certains intervenants à la suite des débats et des conférences ont rencontré un franc succès.



Pascal Boniface



Studio Agora

Au travers d'une riche programmation dédiée à la jeunesse et au grand public, le Studio Agora, en partenariat avec la rédaction du groupe SIPA Ouest-France, offrait la possibilité de prolonger les échanges avec les intervenants du Forum. Ces discussions au cœur de l'actualité internationale ont permis de décrypter de grands sujets comme l'éducation aux médias, l'importance de la résistance à travers le dessin de presse ou encore le rôle des figures féminines dans la lutte pour la paix. Le public a aussi pu assister à de grands témoignages comme celui de Patrick Chauvel, reporter de guerre ou du Docteur Izzeldin Abuelaish qui a échangé avec les lycéens au sujet de son engagement pour le dialogue entre israéliens et palestiniens.



Patrick Chauvel



Remerciements

Cette sixième édition, organisée une nouvelle fois dans un contexte international complexe, a été à nouveau une belle réussite grâce à celles et ceux qui se sont mobilisés pour qu'elle puisse se tenir dans les meilleures conditions possibles. Je tiens à les remercier vivement pour leur implication, avec une pensée particulière pour :

- ▶ **Le public, notamment les jeunes**, présent à l'Abbaye aux Dames en nombre ou qui a suivi le Forum à distance
- ▶ **Les intervenants et partenaires** du réseau Normandie pour la Paix, qui ont offert de nombreuses pistes d'actions et de réflexion pour réconcilier les peuples avec la paix
- ▶ **Les services de l'État et de la Ville de Caen**, grâce à qui il a été possible d'assurer la tenue de cet événement
- ▶ **Les élus de la Région Normandie et les équipes mobilisées chaque année autour du Forum** : agents de la collectivité régionale, prestataires et volontaires, qui ont pleinement contribué au succès de cet événement
- ▶ **Le Parlement européen pour son soutien continu.**

Hervé Morin

Président de la Région Normandie,
ancien ministre de la Défense



La Région Normandie vous donne rendez-vous
les 26 et 27 septembre 2024

pour la 7^e édition du Forum sur le thème

CE MONDE QUI NOUS ÉCHAPPE
comment gagner la paix
face aux nouvelles violences ?



RÉGION
NORMANDIE